

PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Après les propos de Trump, l'UE rappelle qu'elle ne reconnaît pas la souveraineté d'Israël sur le Golan ; Damas jure de reprendre le Golan

22 mars 2019

L'Union européenne ne reconnaît pas la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan, a déclaré vendredi une porte-parole de l'UE à Bruxelles, en réplique aux déclarations de Donald Trump à ce sujet.

Le président américain a estimé jeudi que le moment était venu pour Washington de reconnaître la souveraineté d'Israël sur ce plateau, pris à la Syrie par les troupes israéliennes lors de la guerre des Six-Jours en 1967 puis annexé par l'Etat hébreu en 1981.

Le régime syrien s'est juré vendredi de récupérer les hauteurs du Golan par "tous les moyens possibles", et ses alliés comme certains de ses adversaires ont condamné les propos de Donald Trump.

A Moscou, également, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a déclaré que tout changement de statut du Golan représenterait une violation flagrante des décisions des Nations unies sur cette question.

De la même façon, l'Iran, grand allié de Damas, a jugé illégale et inacceptable une reconnaissance de la souveraineté israélienne sur le Golan. Quant au président turc, qui n'est en rien allié à Damas, il estime qu'"Il ne faut pas permettre de légitimer l'occupation des hauteurs du Golan" et que les propos de Trump ont placé la région au bord d'une nouvelle crise.

Le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, a dit pour sa part que les propos de Donald Trump étaient "totalement en dehors du droit international". La Ligue arabe a pourtant suspendu la Syrie en 2011, dès la première année du conflit civil syrien.

Les propos de Donald Trump sur le Golan constituent un tournant diplomatique de la part des Américains et un appui bienvenu pour le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, à un peu moins de trois semaines des élections législatives du 9 avril, annoncées comme serrées.

Le chef du gouvernement israélien pressait depuis un certain temps les Etats-Unis de reconnaître la souveraineté sur le Golan et avait soulevé cette question lors de sa première rencontre avec Donald Trump à la Maison blanche, en février 2017.

Source : Reuters

Israël accuse le Hezbollah de s'implanter à sa porte dans le Golan syrien

13 mars 2019

Israël a accusé mercredi le Hezbollah, l'un de ses ennemis, d'établir secrètement dans le Golan syrien, près du territoire sous son contrôle, un réseau militaire commandé par une figure du mouvement chiite libanais.

L'objectif de ce réseau, qui serait commandé par le Libanais Ali Moussa Daqdouq, est de disposer à terme de forces prêtes à attaquer Israël, a affirmé l'armée israélienne dans un communiqué.

Ces informations constituent un nouvel épisode du bras de fer entre Israël et le Hezbollah sur le théâtre syrien ou autour de la frontière libanaise, et de la confrontation régionale entre l'Etat hébreu et l'Iran, principal soutien de l'organisation libanaise.

Le Hezbollah et l'Iran sont intervenus au côté du régime de Bachar al-Assad, également soutenu par Moscou, dans la guerre civile en Syrie. Israël fait campagne sans relâche contre cette présence du Hezbollah et de l'Iran chez son voisin syrien.

En janvier 2019, le général Gadi Eisenkot, alors chef de l'état-major israélien, avait indiqué qu'Israël avait frappé, surtout à partir de janvier 2017, des "milliers de cibles" iraniennes et du Hezbollah, convois d'armes, ateliers de fabrication d'armes, entrepôts, centres de renseignement...

Le réseau nouvellement mis au jour "fait partie des actes d'agression de l'Iran contre Israël", a dit le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Ce "n'est que la partie émergée de l'iceberg" en ce qui concerne le renseignement dont dispose Israël sur le Hezbollah et la République islamique.

"Nous continuerons à employer tous les moyens, visibles ou pas, pour empêcher l'Iran de se servir de la Syrie, du Liban et de (la bande de) Gaza comme postes avancés pour attaquer Israël", a-t-il assuré.

Le Hezbollah, la Syrie et l'Iran n'ont pas réagi aux informations israéliennes.

Le réseau, qui a commencé à se constituer en juin-juillet 2018, est "dans une phase initiale" de mise en place et de recrutement, et "n'est pas encore opérationnel", a dit l'armée israélienne.

Il est commandé par le Hezbollah et s'appuie sur le terrain sur des Syriens, dont un certain nombre ayant pris part à des opérations par le passé, des civils agissant pour l'argent, voire des membres de l'armée syrienne, dit-elle.

Israël a conquis une grande partie du Golan, soit 1.200 km², lors de la guerre des Six Jours en 1967 et l'a annexée en 1981. La communauté internationale n'a jamais reconnu l'annexion.

Israël et la Syrie restent techniquement en état de guerre depuis le conflit du Kippour en 1973.

Quand la guerre civile a éclaté en Syrie en 2011, Israël s'est employé à ne pas se laisser entraîner dans le conflit, tout en proclamant sa liberté d'action chez son voisin pour défendre ses intérêts et en frappant aussi des positions syriennes.

L'opération de communication mercredi de l'armée israélienne, préférée à l'option militaire, a été largement interprétée par les commentateurs comme un avertissement à Damas, voire à la Russie, pour qu'ils interviennent avant qu'Israël ne passe à l'action.

Source : AFP

[Le Hezbollah, menace pour la stabilité du Moyen-Orient, dit Pompeo](#)

21 mars 2019

Le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a estimé jeudi en Israël, avant de poursuivre sa tournée régionale par Beyrouth, que le Hezbollah chiite libanais était une menace pour la stabilité du Moyen-Orient.

Reçu par le président israélien Reuven Rivlin à Jérusalem, le chef de la diplomatie américaine a dit considérer le Hezbollah, le mouvement palestinien Hamas et la milice yéménite des Houthis - qui bénéficient tous du soutien de Téhéran - comme "des entités représentant des risques pour la stabilité du Moyen-Orient et pour Israël".

"Ils sont résolus à rayer ce pays de la carte et nous avons l'obligation morale et politique d'empêcher que cela advienne. Vous devez savoir que les Etats-Unis s'y tiennent prêts", a dit Mike Pompeo lors de son entretien avec le président israélien.

La visite de Mike Pompeo à Jérusalem passe pour un coup de pouce à Benjamin Netanyahu, à trois semaines d'élections législatives qui s'annoncent serrées, le 9 avril.

En mai dernier, Washington a transféré de Tel Aviv à Jérusalem son ambassade, après avoir reconnu Jérusalem comme capitale d'Israël.

Source : Reuters

Reprise de la campagne militaire sur le dernier carré jihadiste en Syrie

22 mars 2019

Les bombardements à l'artillerie et aériens ont repris vendredi contre les derniers combattants du groupe Etat islamique (EI) acculés au bord du fleuve Euphrate en Syrie, une ultime bataille censée signer la fin du "califat" de l'organisation jihadiste.

Après deux jours de pause, les Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par les avions d'une coalition internationale emmenée par les Etats-Unis, ont frappé de nouveau les jihadistes sur le front de Baghouz, dans la province de Deir Ezzor dans l'est de la Syrie, près de la frontière irakienne.

Ces dernières 48 heures, les FDS ont procédé à des ratissages et ont consolidé les positions prises aux jihadistes acculés dans un petit bout de terre aux limites de Baghouz, au bord du fleuve Euphrate.

Dans une vidéo diffusée sur les comptes du groupe jihadiste sur les réseaux sociaux, l'EI a rejeté les déclarations sur la fin imminente du "califat" et appelé ses partisans à mener des attaques contre "les ennemis" en Occident.

L'EI avait proclamé en 2014 un "califat" sur de vastes régions conquises à cheval entre la Syrie et l'Irak, avant que son territoire ne se réduise comme peau de chagrin ces deux dernières années avec la multiplication des assauts contre l'organisation jihadiste.

L'offensive contre l'ultime poche de l'EI à Baghouz est la dernière phase d'une opération déclenchée en septembre 2018 pour chasser le groupe des derniers secteurs sous son contrôle en Syrie. Elle a été ralentie par la présence de milliers de civils qui sont sortis du carré de l'EI.

Jusqu'à mercredi, des camions transportant des femmes et des enfants sont sortis de Baghouz. Depuis janvier, plus de 67.000 personnes ont quitté l'ultime poche de l'EI, dont 5.000 jihadistes arrêtés après leur reddition, selon les FDS. Les civils parmi elles, la plupart des familles de jihadistes, ont été transférés dans des camps, principalement dans celui d'Al-Hol (nord-est).

Là, plus de 72.000 personnes, dont plus de 40.000 enfants, sont regroupées dans des conditions difficiles, selon l'ONG Comité international de secours (IRC). Depuis septembre, 750 combattants des FDS ont péri dans les combats et presque le double de jihadistes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Mercredi, M. Trump a indiqué qu'environ 400 soldats américains resteraient finalement en Syrie "pour un certain temps", après avoir initialement annoncé en décembre le retrait prochain de la totalité des quelque 2.000 soldats déployés dans ce pays.

Malgré les défaites et la chute imminente de son califat, l'EI, un groupe ultraradical responsable d'atrocités et d'attentats meurtriers dans des pays arabes et occidentaux, a semble-t-il déjà entamé sa mue en organisation clandestine, et parvient toujours à mener des attaques sanglantes.

Syrie : Paris attend toujours des "réponses" de Washington, selon Le Drian

20 mars 2019

La France n'a toujours pas obtenu des Etats-Unis les réponses nécessaires au maintien de sa présence militaire en Syrie, a déclaré mercredi Jean-Yves Le Drian, qui précise que les modalités du futur engagement américain restent en suspens.

Lors d'une audition devant la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, le chef de la diplomatie française a assuré que la défaite territoriale de l'Etat islamique adviendrait "dans quelques jours".

Pour autant, le plan américain est toujours au stade de la réflexion et la ministre française des Armées, qui s'est rendue lundi à Washington pour un entretien avec Patrick Shanahan qualifié de déterminant par son entourage, est rentrée en partie bredouille, a laissé entendre le ministre des Affaires étrangères.

Quelque 1.200 militaires français sont engagés au Levant dans les rangs de la coalition antiterroriste (appui aérien, forces spéciales, artillerie, formation en Irak).

"La défaite territoriale de Daech se confirme", a affirmé Jean-Yves Le Drian.

Mais, a-t-il poursuivi, "cela ne veut pas dire qu'on en a fini contre Daech, qui continuera de menacer notre pays, en Irak, au Levant, avec un mode d'action nouveau, un mode d'action asymétrique à partir d'une situation de clandestinité en grande partie."

Saluant le "courage" et la "persévérance" de l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), fer de lance du combat contre l'EI au côté de la coalition internationale, Jean-Yves Le Drian a répété qu'il était "inenviable" pour la France de les "abandonner".

Source : Reuters

Syrie : Damas "libèrera" les zones kurdes par la "force" ou des "accords"

18-03-2019

L'armée syrienne "libèrera" les zones sous contrôle des forces kurdes, dans le nord et le nord-est de la Syrie, "par la force" ou par le biais d'"accords de réconciliation", a averti lundi le ministre syrien de la Défense.

Les forces kurdes sont "la seule carte restante aux mains des Américains", a ajouté M. Ayoub, en référence aux Forces démocratiques syriennes (FDS) soutenues par la coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis.

Cette alliance de combattants arabes et kurdes est le fer de lance de la lutte contre le groupe Etat islamique (EI) et mène, à l'heure actuelle, avec l'aide de la coalition chapeauté par Washington, une offensive contre l'ultime poche du "califat" autoproclamé en Syrie.

A la faveur du conflit déclenché en 2011 et du départ des forces gouvernementales mi-2012, les Kurdes de Syrie, une minorité ethnique représentant 15% de la population syrienne, ont instauré une autonomie sur de vastes territoires dans le nord et le nord-est du pays, riches en ressources pétrolières, hydrauliques et agricoles.

Ils ont adopté dès le début du conflit une position de neutralité envers le pouvoir et la rébellion. En décembre 2018, le président américain Donald Trump a ordonné le retrait de ses quelque 2.000 militaires déployés en Syrie, suscitant l'inquiétude des responsables kurdes, avant qu'il ne revienne sur sa décision et annonce le maintien de 200 soldats.

Face au risque d'un lâchage américain, les Kurdes ont entamé en été dernier des négociations avec Damas concernant l'avenir de leur autonomie.

Soutenu par la Russie et l'Iran, le régime syrien a enchaîné les victoires contre rebelles et jihadistes ces dernières années, et contrôlent aujourd'hui de nouveau près des deux tiers du pays.

Il a désormais dans le viseur les zones kurdes et la province d'Idleb (nord-ouest).

"L'Etat syrien rétablira son autorité totale (...), Idleb ne sera pas une exception", a martelé lundi M. Ayoub.

Passée en début d'année sous la tutelle du groupe jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), dominé par l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda, la province d'Idleb est "protégée" par un accord russo-turc ayant empêché une offensive du régime Assad.

La guerre en Syrie s'est complexifiée au fil des ans, avec l'implication de divers acteurs étrangers et la montée en puissance de groupes jihadistes. Le conflit a tué plus de 370.000 personnes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), et déplacé plusieurs millions d'autres.

Source : AFP

Syrie : plus de 370.000 morts depuis le début de la guerre en 2011 (OSDH)

15 mars 2019

Plus de 370.000 personnes sont mortes depuis le début de la guerre en Syrie qui entre vendredi dans sa neuvième année, selon un bilan dévoilé par l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH). Parmi elles, on compte 112.623 civils, dont plus de 21.000 enfants et 13.000 femmes, selon cette ONG, qui dispose d'un vaste réseau de sources à travers le pays en guerre.

Déclenché avec la répression sanglante par le régime de manifestations prodémocratie pacifiques, le conflit en Syrie s'est transformé au fil des ans en guerre complexe, impliquant groupes rebelles, mouvements jihadistes et puissances étrangères sur un territoire de plus en plus morcelé.

Le conflit a aussi jeté sur les routes de l'exil des millions de Syriens. Et les ONG dénoncent toujours les exactions et atteintes aux droits humains perpétrées par le régime, accusé d'attaques chimiques meurtrières, mais aussi de tortures et d'arrestations arbitraires. Au total, quelque 13 millions de Syriens ont été déplacés et ou se sont réfugiés dans d'autres pays.

Ces dernières années, le régime de Bachar al-Assad a réussi à reconquérir de nombreux territoires qu'il avait perdus face aux rebelles et jihadistes grâce à l'appui de ses principaux alliés la Russie et l'Iran, mais un tiers du territoire échappe encore à son contrôle.

La guerre a entraîné des destructions massives d'infrastructures et a réduit à néant plusieurs secteurs cruciaux pour l'économie, dont celui du pétrole. Ces destructions sont estimées à 400 milliards de dollars.

Le président syrien Bachar al-Assad a estimé dimanche que son pays est soumis à un "siège économique" en raison des sanctions internationales imposées à son régime depuis le début de la guerre.

Totalement isolé sur le plan diplomatique à partir de 2011, le régime syrien a opéré depuis quelque temps un timide retour sur la scène régionale avec l'annonce récemment par les Emirats arabes unis et Bahreïn de la réouverture de leurs ambassades à Damas.

Source : AFP

Bruxelles : la conférence pour l'aide à la Syrie mobilise 7 milliards de dollars

14 mars 2019

La troisième conférence d'appel de fonds de Bruxelles pour la Syrie a permis de recueillir 7 milliards de dollars sur les 9 milliards nécessaires pour aider et reconstruire le pays, mais aussi appuyer les pays voisins qui accueillent des réfugiés.

Plus de 50 ministres des affaires étrangères se sont réunis avec des représentants des Nations Unies, alors que la menace d'intensification du conflit se profile de nouveau dans un pays déchiré depuis huit ans par la guerre.

Les communautés d'accueil des réfugiés se situent au Liban, en Turquie, en Jordanie, en Égypte et en Iraq.

Aujourd'hui, 12 à 13 millions de Syriens sont des réfugiés ou des personnes déplacées à l'intérieur de la Syrie, soit environ la moitié de la population d'avant-guerre.

Mark Lowcock, chef d'OCHA (Bureau de la coordination des affaires humanitaires), a exprimé son inquiétude face à la détérioration de la situation à Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, où plus de 90 personnes ont été tuées par des bombardements et des frappes aériennes, dont près de la moitié sont des enfants.

Ses commentaires font suite à des frappes aériennes sur le gouvernorat d'Idlib, contrôlé par l'opposition, qui compte environ trois millions d'habitants et de nombreux groupes armés, qui se sont établis là-bas et qui sont chassés d'anciens fiefs des rebelles.

Décrivant le conflit comme « l'une des plus grandes crises de notre temps », Mark Lowcock a ajouté qu'un assaut militaire à grande échelle contre Idlib « créerait la pire catastrophe humanitaire que le monde ait connue au 21ème siècle ».

Ailleurs en Syrie, « beaucoup d'endroits sont plus calmes qu'il y a un an », a-t-il ajouté, avant d'avertir que les « dernières poches de terres contrôlées par Daesh » dans le nord-est connaissent une « violence continue et même une augmentation de celle-ci ».

Outre la menace constante de violence, les familles syriennes sont confrontées à des difficultés croissantes, a expliqué Mark Lowcock. Huit personnes sur dix vivent sous le seuil de pauvreté et le coût des produits alimentaires est six fois plus élevé qu'avant la guerre.

Les soins de santé sont « désespérément inadéquats », a ajouté le responsable de l'ONU, allant des services de maternité aux services de reproduction, en passant par le soutien nutritionnel et le traitement de la maladie, tandis que la majorité des 6,2 millions de personnes déplacées à l'intérieur de la Syrie ont besoin d'un abri.

Source : ONU

Jordanie : les vols d'eau se multiplient, les ressources s'épuisent

18-03-2019

C'est un droit reconnu à tous : l'accès à l'eau et à l'assainissement. Mais plus de deux milliards de personnes n'ont toujours pas accès à ces services sur la planète. Les Nations unies publient, mardi 19 mars, un rapport sur les exclus de l'eau dans le monde.

Ces exclus de l'eau, pour beaucoup, vivent dans les zones arides, l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient. Par exemple en Jordanie où les ressources s'épuisent à grande vitesse et où, pour ne rien arranger, la population vole chaque année des quantités d'eau très importantes.

Ces cinq dernières années, l'Etat jordanien a déployé d'importants efforts pour limiter ces vols. La répression s'est durcie.

Malgré cela, les ressources en eau continuent de s'épuiser. Les réservoirs souterrains, dans le nord de la Jordanie, baissent de deux à trois mètres par an.

Source : RFI, Jérôme Boruszewski

Un expert indépendant de l'ONU dénonce l'exploitation des ressources naturelles palestiniennes par Israël

18-03-2019

L'exploitation par Israël des ressources naturelles dans les territoires palestiniens occupés pour son propre usage est en violation directe de ses responsabilités juridiques en tant que puissance occupante, a déclaré lundi un expert indépendant de l'ONU.

Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les Territoires palestiniens occupés depuis 1967, Michael Lynk, a dénoncé le fait que des villages palestiniens dans la région d'Hébron aient vu leurs conduites d'eau détruites par la sécurité civile israélienne, en violation du droit international.

Et pour le Rapporteur spécial, la situation de l'eau à Gaza est « une crise proche d'une catastrophe humanitaire ». « L'ONU a estimé en 2017 que plus de 96% des eaux souterraines de l'aquifère côtier - la seule source d'eau naturelle de Gaza - étaient devenues impropres à la consommation humaine ».

Une situation qui contribue à une grave crise sanitaire pour les deux millions de Palestiniens qui y vivent. Sans une intervention radicale et immédiate, cet aquifère serait irrémédiablement endommagé en tant que source d'eau potable d'ici à 2020.

De même, la mer Morte et ses abondantes ressources naturelles, dont une partie se trouve dans le territoire palestinien occupé, sont interdites à tout développement palestinien, tandis que les entreprises israéliennes sont autorisées à exploiter les minerais dans un acte qui ressemble à du pillage, a mis en garde le Rapporteur spécial.

D'autre part, sur l'ensemble de la Cisjordanie, les sociétés de carrière israéliennes extraient environ 17 millions de tonnes de pierre par an, la quasi-totalité étant destinée au marché local israélien, nonobstant les interdictions strictes du droit international contre une puissance militaire exploitant économiquement un territoire occupé.

Par ailleurs, M. Lynk a aussi déploré que les oliveraies de Cisjordanie soient régulièrement détruites par les colons israéliens en toute impunité.

Quant au transfert de déchets industriels vers des zones palestiniennes, il contribue à la destruction de l'environnement, a enfin relevé l'expert indépendant de l'ONU.

Source : ONU

Gaza : des manifestations violemment réprimées, forte condamnation de la répression

19 mars 2019

Les organisations de défense des droits de l'homme dénoncent une violente répression de manifestations pacifiques dans la bande de Gaza. Pendant quatre jours en fin de semaine dernière, des rassemblements pour protester contre le coût de la vie ont eu lieu dans plusieurs localités de l'enclave palestinienne.

Les autorités du Hamas, le mouvement islamiste au pouvoir dans la bande de Gaza, ont dispersé par la force ces manifestations. Plusieurs ONG évoquent des centaines d'arrestations en lien avec ce mouvement de protestation et dénoncent la poursuite de cette répression.

Les vidéos mises en ligne en fin de semaine dernière sur les réseaux sociaux montraient des rassemblements dispersés par la force. La répression des manifestants a été violente, confirme Hamdi Shakura. Il est le directeur adjoint du Centre palestinien pour les droits de l'homme.

Les arrestations ont eu lieu lors des rassemblements, mais aussi dans des raids ultérieurs. Et elles se poursuivent, assure Hamdi Shakura. Son organisation affirme aussi que des dizaines de manifestants ont été traduits devant des tribunaux militaires. Le Hamas ne supporte aucune forme de contestation, souligne le militant des droits de l'homme.

Le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Nickolay Mladenov, a « fermement condamné » la campagne d'arrestations et de violence menée par les forces de sécurité du Hamas.

Une campagne qui a également visé des femmes et des enfants, a déploré l'envoyé onusien. « Je suis particulièrement alarmé par le passage à tabac brutal infligé aux journalistes et au personnel de la Commission indépendante pour les droits de l'homme (CIDH) et par les descentes aux domiciles ».

La population de la bande de Gaza, « qui souffre depuis longtemps », protestait contre la situation économique critique dans laquelle elle se trouvait et exigeait une amélioration de la qualité de la vie sur ce territoire palestinien situé entre Israël et l'Égypte.

M. Mladenov a appelé toutes les factions palestiniennes à s'engager sérieusement avec l'Égypte afin de mettre pleinement en œuvre l'accord du Caire de 2017 qui prévoit le retour de l'Autorité palestinienne à Gaza.

Sources : RFI / Guilhem Delteil, ONU

Gaza : des enquêteurs de l'ONU demandent à Israël de revoir ses règles d'engagement militaires ; dénonciation du "sectarisme" dont souffre Israël au Conseil des droits de l'Homme

18-03-2019

Des enquêteurs nommés par le Conseil des droits de l'homme ont exhorté lundi Israël à réviser ses règles d'engagement militaires, à l'approche du premier anniversaire du début des manifestations organisées à la barrière séparant ce pays de la bande de Gaza et qui ont causé la mort de dizaines de Palestiniens et blessé des milliers d'autres.

Le président de la Commission d'enquête sur les manifestations de 2018 dans les Territoires palestiniens occupés, Santiago Canton, a expliqué que selon les règles d'engagement militaires israéliennes, les manifestants « peuvent être touchés à tout moment dans la jambe ».

La Commission d'enquête estime avoir trouvé « des motifs raisonnables de penser que les forces de sécurité israéliennes ont commis de graves violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire ».

Lors des manifestations de l'année dernière dans la bande de Gaza, appelées 'la grande marche du retour et la levée du siège', 189 Palestiniens ont été tués, dont 183 par des balles réelles.

Parmi les victimes figuraient des enfants, des personnes handicapées, des journalistes et du personnel médical.

La question des manifestants lançant des cerfs-volants et des ballons incendiaires depuis Gaza est également abordée dans le rapport de la Commission d'enquête, a déclaré un autre membre de la Commission, Sara Hossain, soulignant que « des dommages matériels importants ont été causés dans le sud d'Israël ».

De son côté, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé lundi un appel de fonds de 5,3 millions de dollars pour aider les milliers de Gazaouites blessés et handicapés lors des manifestations. L'OMS s'est dit inquiète que l'anniversaire de la Grande Marche, le 30 mars, fasse de nouvelles victimes et augmente le nombre de personnes nécessitant des soins.

L'ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne a manifesté lundi devant l'ONU à Genève pour dénoncer le "sectarisme" dont souffre Israël au Conseil des droits de l'Homme. Plusieurs centaines de personnes sont venues assister à ce rassemblement.

Israël est en effet le seul pays avec un point fixe à l'ordre du jour de chaque session du Conseil (trois fois par an), une des raisons pour lesquelles les Etats-Unis ont décidé l'an dernier de quitter cet organe onusien.

"Ce n'est pas seulement une forme de sectarisme. C'est un signe de décadence intellectuelle et morale", a déclaré à la foule l'ambassadeur américain, Richard Grenell. Il a également comparé l'antisémitisme à la "toxicomanie".

La semaine dernière, de hauts responsables israéliens venus à Genève ont critiqué point par point l'enquête de l'ONU en reprochant aux enquêteurs d'avoir ignoré des preuves essentielles, comme le rôle du Hamas.

Sources : ONU, AFP

Le transfert de l'ambassade du Brésil à Jérusalem "toujours à l'étude"

20 mars 2019

Le transfert de l'ambassade du Brésil à Jérusalem est "toujours à l'étude", a déclaré mercredi le chef de la diplomatie brésilienne Ernesto Araujo, à dix jours de la visite en Israël du président Jair Bolsonaro.

Jair Bolsonaro doit se rendre en visite dans l'Etat hébreu du 31 mars au 2 avril, après les Etats-Unis et le Chili cette semaine. Le choix des déplacements officiels du nouveau président brésilien, au pouvoir depuis le 1^{er} janvier, souligne sa proximité des gouvernements conservateurs et nationalistes.

Le dirigeant d'extrême droite avait annoncé durant la campagne présidentielle qu'il comptait transférer l'ambassade du Brésil en Israël de Tel Aviv à Jérusalem, comme l'ont décidé les Etats-Unis, avant de rétro-pédaler par peur des représailles commerciales des pays arabes, gros importateurs de viande brésilienne.

Israël considère toute la ville de Jérusalem comme sa capitale, alors que les Palestiniens veulent faire de Jérusalem-Est la capitale de l'Etat auquel ils aspirent. Jusqu'à présent, le Brésil a suivi la ligne de la plus grande partie de la communauté internationale, qui veut que le statut final de Jérusalem soit négocié par les deux parties et que les ambassades s'y installent après un accord.

Source : AFP

Les USA déploient leur système antimissiles THAAD en Israël

04 mars 2019

L'armée américaine a déployé pour la première fois en Israël son système de défense antimissile THAAD, a-t-on appris auprès de sources militaires des deux pays. Le déploiement a commencé en mars et doit permettre de tester la capacité des militaires américains à déployer rapidement ce type d'armement à travers le monde, a déclaré une porte-parole de l'US European Command.

"Cet exercice de déploiement démontre que les forces américaines sont agiles et peuvent répondre rapidement et de manière imprévisible à toute menace", a déclaré l'US European Command.

Un porte-parole de l'armée israélienne a précisé que les éléments du système THAAD se trouvaient sur une base aérienne dans le désert du Néguev, dans le sud d'Israël, et seraient prochainement transportés dans un lieu secret.

Source : Reuters

Washington réduit le niveau de sa représentation auprès des Palestiniens

04 mars 2019

Les Etats-Unis ont rétrogradé le niveau de leur représentation diplomatique auprès des Palestiniens, qui essuient un nouveau coup sévère de la part d'une administration Trump foncièrement pro-israélienne à leurs yeux et censée présenter bientôt ses propositions de paix.

Le consulat général des Etats-Unis à Jérusalem, qui faisait office d'ambassade de fait auprès des Palestiniens depuis les accords d'Oslo dans les années 90, a, comme prévu, cessé d'exister lundi pour être absorbé par l'ambassade des Etats-Unis en Israël, transférée en 2018 de Tel-Aviv à Jérusalem malgré la réprobation internationale.

C'est la dernière en date d'une longue série de mesures perçues par les dirigeants palestiniens comme autant d'atteintes à leur cause. Les responsables palestiniens se sont émus en particulier du fait que les relations entre Américains et Palestiniens se retrouvaient sous l'autorité de l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, David Friedman.

M. Friedman, un proche du président Donald Trump de confession juive, est honni de la direction palestinienne qui voit en lui l'avocat ardent des intérêts israéliens et de la colonisation, et l'un des artisans du transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem.

Depuis l'investiture du président Trump, les Palestiniens n'ont pas digéré que ce dernier ait rompu avec des décennies de consensus international et de diplomatie américaine en annonçant la reconnaissance de Jérusalem comme la capitale d'Israël.

Le statut de Jérusalem est l'une des questions les plus épineuses du conflit israélo-palestinien. Les Palestiniens voient dans la décision de M. Trump la négation de leurs revendications sur Jérusalem-Est, dont ils veulent faire la capitale de l'Etat auquel ils aspirent.

Israël a pris Jérusalem-Est en 1967 et l'a depuis annexée. L'annexion a été déclarée nulle et non avenue par l'ONU. Israël considère tout Jérusalem comme sa capitale indivisible. En mai 2018, les Etats-Unis ont transféré leur ambassade en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem. L'inauguration a coïncidé avec un bain de sang dans le territoire palestinien de la bande de Gaza.

Depuis décembre 2017, le président de l'Autorité palestinienne Mahmoud Abbas a gelé les relations avec l'administration Trump. En rétorsion, le gouvernement américain a annoncé la fin de son aide financière bilatérale à l'Autorité palestinienne, ainsi que ses contributions à l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa).

La fermeture du consulat général intervient alors que l'administration Trump dit vouloir présenter sous peu, après les législatives israéliennes du 9 avril, ses propositions de règlement du conflit israélo-palestinien, attendues depuis des mois.

Le contenu de ce plan, en particulier en ce qui concerne Jérusalem, reste inconnu.

Source : AFP

La France demande la libération de l'Iranienne Nasrin Sotoudeh, qui ne fera pas appel

21 mars 2019

« Elle a été condamnée dans des conditions ahurissantes », a dénoncé ce jeudi le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian.

« Nous ferons tout pour obtenir la libération de Nasrin Sotoudeh », a-t-il promis ce jeudi.

L'avocate des droits humains iranienne purgeait depuis juin 2018 une peine de prison de cinq ans pour des accusations d'espionnage. Mais la célèbre militante a récemment été condamnée à dix années d'emprisonnement supplémentaires et 148 coups de fouet, pour « incitation à la débauche ».

Elle s'était en effet présentée devant le tribunal sans le voile islamique obligatoire pour les femmes dans l'espace public.

Elle a décidé de ne pas faire appel.

« Ça ne servira à rien », estime-t-elle.

L'avocate des droits humains iranienne Nasrin Sotoudeh ne fera pas appel de sa récente condamnation car elle estime que son « procès est injuste », a déclaré dimanche son mari, Réza Khandan.

Âgée de 55 ans, Nasrin Sotoudeh a été récompensée en 2012 du Prix Sakharov décerné par le Parlement européen. Elle a passé trois ans en prison (2010-2013) après avoir défendu des

opposants arrêtés lors de manifestations en 2009 contre la réélection de l'ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad à la présidence.

Elle a aussi défendu plusieurs femmes arrêtées entre décembre 2017 et janvier 2018 pour avoir enlevé leur foulard en public afin de protester contre l'obligation faite aux femmes de porter le voile dans l'espace public.

Le cas de cette militante, très soutenue en France, est en train de se télescoper avec la diplomatie entre les deux pays. « Nous avons fait des efforts considérables ces derniers mois pour préserver l'accord nucléaire (iranien) en dépit du retrait américain.

Nous le faisons parce que nous respectons notre signature, mais l'Iran doit aussi respecter ses engagements et en particulier ceux du pacte international relatifs aux droits civils et politiques », a prévenu Jean-Yves Le Drian.

Source : Le Parisien

Entité de troc européenne : "une mauvaise plaisanterie" pour le guide iranien

21 mars 2019

Le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a qualifié jeudi de "mauvaise plaisanterie" le mécanisme de troc mis en place par l'Union européenne (UE) pour contourner les sanctions américaines contre l'Iran.

"La différence entre ce qu'ils (les Européens) sont obligés de faire et ce qu'ils proposent est aussi grande que la distance entre le ciel et la terre", a déclaré le guide suprême.

"Nous devrions abandonner tout espoir d'aide ou de coopération de la part des Occidentaux pour renforcer notre économie, nous ne devrions pas les attendre", a-t-il ajouté.

Paris, Berlin et Londres ont annoncé fin janvier la création d'une entité baptisée Instex, afin de permettre à l'Iran de continuer à commercer avec des pays de l'UE, malgré le rétablissement par les Etats-Unis de sévères sanctions économiques contre l'Iran et les entreprises qui établiraient des relations commerciales avec ce pays.

Washington a pris ces mesures punitives après son retrait en mai 2018 de l'accord international prévoyant une limitation du programme nucléaire iranien. Mais les Européens, ainsi que la Russie et la Chine, sont eux restés partie à cet accord signé en 2015 et tentent de garantir à l'Iran les retombées économiques prévues par ce texte.

En pratique, l'Instex, basé à Paris, doit fonctionner comme une chambre de compensation permettant à l'Iran de continuer à vendre du pétrole et d'importer en contrepartie d'autres produits ou services nécessaires à son économie.

"Ce canal financier que (les Européens) ont récemment créé ressemble à une plaisanterie, une mauvaise plaisanterie", a indiqué l'ayatollah Khamenei. "Une fois de plus, les Européens nous ont poignardés dans le dos, ils nous ont trahis".

L'Iran a pourtant enregistré cette semaine un organe -l'Institut pour la finance et le commerce spéciaux (STFI)- qui sera le pendant de l'Instex et lui permettra ainsi de commercer avec les Européens, selon l'agence de presse iranienne Isna.

Le gouverneur de la Banque centrale iranienne, Abdolnasser Hemmati, a lui semblé confiant concernant les opportunités que créera ce mécanisme.

"Avec l'enregistrement du STFI, nous nous attendons, en collaboration avec l'Instex, à ce que le commerce entre l'Iran et l'Europe soit facilité".

Le guide suprême iranien a reconnu jeudi que la situation économique est le problème le plus urgent en Iran et que les difficultés des Iraniens pour subvenir à leurs besoins "sont plus importantes".

Source : AFP

Les Iraniens fêtent Norouz malgré un climat morose

20 mars 2019

Si les difficultés économiques et l'inflation galopante créent un climat de morosité, les Iraniens ont bien préparé Norouz, le Nouvel An iranien, qui commence avec l'arrivée du printemps.

Les magasins grouillent de monde un peu partout à travers Téhéran.

Mais cette année, l'ambiance est particulièrement morose en raison de la situation économique, notamment les sanctions américaines, qui, imposées depuis l'été dernier, ont provoqué une chute vertigineuse des prix qui touche de plein fouet le quotidien des Iraniens.

Les vendeurs ambulants sont les premiers à se plaindre.

Des campagnes de boycott pour ne pas acheter certains produits devenus trop chers ont même été lancées sur les réseaux sociaux.

« *Si pendant dix jours personne n'achète de la viande, les prix vont automatiquement baisser* », affirmait un Iranien dont les propos sont approuvés par d'autres passants. Le prix de la viande a été augmenté de plus de 100% en quelques mois.

Beaucoup n'ont pas les moyens d'acheter les produits de base pour la fête de Norouz.

Malgré ces difficultés, les Iraniens tiennent à célébrer Norouz, une fête préislamique qui commence avec l'arrivée du printemps et marque le renouveau de la vie.

Autre signe qui ne trompe pas. Cette année, la fête du feu, qui est célébrée le soir de la veille du dernier mercredi de l'an, a été beaucoup moins spectaculaire que par le passé. « *Les pétards sont trop chers* », dit Mohammad, un coiffeur.

Ce qui n'a pas empêché des jeunes d'allumer des feux dans des parcs et certaines rues, comme le veut la tradition, et de sauter par-dessus, pour marquer la fin de l'année et de l'hiver et l'arrivée du printemps.

Source : RFI

A l'ONU, surprise : l'Iran siège au Comité des Droits des femmes

14 mars 2019

Au lendemain de la condamnation de l'avocate Nasrin Sotoudeh à la prison et au fouet, la présence de l'Iran au sein de cette commission des Nations Unies est vivement critiquée.

Face au télescopage des deux événements, l'incompréhension domine.

Alors que l'Iranienne Nasrin Sotoudeh, avocate des droits des femmes, était condamnée, lundi, à recevoir 148 coups de fouet et dix années supplémentaires de prison, l'ONU a semblé offrir à l'Iran une place au sein du Comité pour la condition des femmes. Une instance chargée de faire des propositions sur tous les types de violences faites aux femmes.

En fait, les documents disponibles sur le site des Nations Unies montrent que la République islamique d'Iran a été choisie il y a plus longtemps pour rejoindre ce groupe de travail dépendant du Conseil économique et social, l'une des six instances de l'Organisation, au rôle consultatif.

L'Iran fait bien partie, pour quatre ans, des 45 membres de cette commission. Parmi lesquels la Norvège, le Japon, le Royaume-Uni, l'Espagne, mais aussi le Qatar, l'Arabie saoudite, le Guatemala ou Haïti.

Source : Le Parisien

Washington demande à l'Onu des restrictions supplémentaires contre Téhéran

08 mars 2019

Les Etats-Unis ont accusé jeudi l'Iran de contrevenir à une résolution du Conseil de sécurité de l'Onu en procédant à un test de missile balistique et au lancement de deux satellites depuis décembre dernier, et ont demandé au Conseil de sécurité de réinstaurer des restrictions plus sévères contre Téhéran.

Suite à l'accord de Vienne sur le programme nucléaire iranien, le Conseil de sécurité des Nations unies a voté en 2015 une résolution "appelant" l'Iran à s'abstenir de travaux sur son programme balistique destinés à produire des armes nucléaires.

Le chef de la diplomatie américaine, Mike Pompeo, avait appelé lors d'une réunion du Conseil de sécurité en décembre à une mesure plus stricte contre Téhéran pour l'empêcher d'effectuer tout lancement de missile balistique.

Les Etats-Unis n'ont pour le moment proposé devant le Conseil de sécurité aucune action concrète contre l'Iran. Une résolution en ce sens devrait toutefois faire l'objet d'un veto de la Russie et de la Chine.

La plupart des sanctions imposées à l'Iran ont été levées en janvier 2016 lorsque l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a confirmé que Téhéran respectait les engagements pris dans le cadre de l'accord de 2015 sur son programme nucléaire.

Un embargo sur les armes et d'autres restrictions imposées par l'Onu sont toujours en vigueur.

Source : Reuters

A Bagdad, le président iranien veut resserrer les liens bilatéraux

11 mars 2019

Le président iranien Hassan Rohani a plaidé lundi à Bagdad pour le renforcement des relations avec l'Irak, pays pétrolier sur lequel le grand allié américain fait pression pour restreindre sa coopération commerciale et politique avec Téhéran.

Dans un Moyen-Orient divisé entre pro-Américains et pro-Iraniens, Bagdad joue un difficile rôle d'équilibriste : ses deux principaux partenaires, l'Iran et les Etats-Unis, étant eux-mêmes grands ennemis.

L'Iran, deuxième fournisseur de l'Irak, y exporte de nombreux produits, mais Téhéran souffre par ailleurs du rétablissement des sanctions de Washington après le retrait unilatéral américain de l'accord sur le nucléaire de 2015.

Bagdad a obtenu une exemption temporaire lors de l'entrée en vigueur du dernier train de sanctions mais Washington ne cesse de l'appeler à diversifier ses fournisseurs. Pourtant, M. Rohani a appelé, aux côtés de son homologue Barham Saleh, à "renforcer et développer les relations" entre les deux pays.

A la tête d'une délégation politique et économique, il a évoqué des accords dans les domaines des transports et de l'énergie notamment.

L'Iran soutient de nombreux partis et groupes armés en Irak, notamment des dignitaires chiites.

L'Iran veut resserrer les rangs chiites face au royaume saoudien, grand rival régional de l'Iran. Ryad a en effet repris langue ces dernières années avec Bagdad, son voisin et deuxième producteur de l'Opep.

Téhéran a joué un rôle majeur face au groupe Etat islamique (EI), contre lequel les Etats-Unis combattaient aussi, menant la coalition internationale dont l'appui aérien a été crucial. L'Iran plaide aujourd'hui pour que la reconstruction de l'Irak soit confiée à ses entreprises.

Les échanges commerciaux entre les deux pays s'élèvent à 12 milliards de dollars par an. La balance penche cependant largement en faveur de l'Iran qui exporte de nombreux produits, notamment énergétiques, en Irak. M. Rohani a affirmé désormais viser un objectif de 20 milliards.

Il va "discuter des moyens de faciliter les échanges commerciaux en dinar irakien ou en monnaies européennes via l'Allemagne ou la Grande-Bretagne pour contourner les sanctions", explique à l'AFP le chercheur Hicham al-Hachémi.

"L'Iran traverse une période difficile" et cherche en Irak "une ligne d'approvisionnement vitale via l'ouverture de nouveaux terminaux d'exportations", abonde le politologue Essam al-Fili. Egalement au programme, l'électricité et l'eau, dans une région où les barrages iraniens et turcs ont réduit les débits des cours d'eau de l'Irak, connu comme le "pays des deux fleuves".

A l'approche de l'été, saison traditionnelle des manifestations dans ce pays souffrant de sécheresse, affrontant des températures parmi les plus élevées du monde et restant sans électricité parfois jusqu'à 20 heures par jour, les autorités tentent de trouver des plans d'urgence.

L'Irak importe actuellement d'Iran 28 millions de m³ de gaz par jour et 1.300 MW d'électricité mais s'est engagé auprès de Washington à présenter un plan de réduction de ces importations avant le 20 mars, date de la fin de l'exemption des sanctions.

Source : AFP

Irak : après l'EI, la vengeance et la peur dans le nord multiethnique

21 mars 2019

Avec la percée fulgurante de l'EI dans le nord de l'Irak à l'été 2014, la cohabitation entre les différentes ethnies et religions du nord montagneux de l'Irak --frontalier de la Syrie-- a volé en éclats.

Et plus d'un an après la "libération" de Mossoul, l'ancienne "capitale" irakienne du califat autoproclamé par l'EI, les tensions communautaires persistent dans la province de Ninive, en particulier à Sinjar, bastion de la minorité yazidie.

D'un côté, les Yazidis, kurdophones et adeptes d'une religion ésotérique monothéiste, disent avoir "le plus souffert" des multiples exactions de l'EI --massacres, enlèvements, viols--, sur lesquelles l'ONU enquête pour établir si elles constituent un génocide.

De l'autre, les Arabes sunnites, accusés d'avoir soutenu l'EI, disent payer le prix fort en raison de leur seule appartenance communautaire.

D'après Human Rights Watch (HRW), des actes de vengeance ont bien été recensés.

De fait, à Sinjar, encore détruite à 70%, seules 6.000 familles sont revenues, en majorité yazidies, et quelques-unes arabes chiites, majoritaires à l'échelle du pays.

Avant 2014, 50.000 familles yazidies, kurdes, arabes, sunnites, chiites et chrétiennes vivaient en bonne entente dans la ville, assurent en chœur les habitants.

Pour Tom Peyre-Costa, porte-parole du Norwegian refugee council (NRC), ce sont surtout les tensions communautaires qui empêchent les habitants de revenir, loin devant les destructions et l'absence de services publics.

Il assure à l'AFP que la réconciliation doit constituer une priorité pour rendre la cohabitation de nouveau possible.

"Il faut un dialogue entre communautés, des procès équitables et une justice transparente. Le gouvernement doit s'assurer que tous les auteurs de crimes sont poursuivis", réclame-t-il.

Des centaines de personnes ont déjà été condamnées en Irak pour appartenance à l'EI, dont au moins 300 à la peine de mort. Mais dans les provinces occupées pendant trois ans par les jihadistes, certains sont toujours accusés d'avoir soutenu l'EI et d'être ensuite passés entre les mailles du filet des forces de sécurité.

Parmi les Yazidis, 3.000 sont toujours portés disparus, principalement des femmes peut-être encore captives de l'EI qui les ont réduites à l'esclavage sexuel. Pour cette communauté, il faudra encore du temps pour revenir à la coexistence multiséculaire d'avant l'EI.

Source : AFP

La Turquie et l'Iran mènent une opération conjointe contre le PKK

18-03-2019

En Turquie, le ministre de l'Intérieur a annoncé ce 18 mars le début d'une offensive militaire contre le parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, une opération menée conjointement avec l'armée iranienne. La Turquie et l'Iran formalisent ainsi leur collaboration contre le PKK alors que les deux pays sont en total désaccord sur d'autres dossiers, notamment sur le dossier syrien.

C'est la première fois qu'une telle opération est lancée ou, du moins, qu'elle est officiellement évoquée.

Le PKK utilise depuis des années la région frontalière entre les deux pays, une zone montagneuse, pour faire passer ses combattants d'un pays à l'autre.

Mais l'annonce pourrait avoir des conséquences régionales plus importantes encore, puisque le fief du PKK se trouve dans les montagnes du nord de l'Irak. Les opérations conjointes de la Turquie et de l'Iran pourraient donc se dérouler dans le ciel irakien : une première pour les deux pays qui collaborent de plus en plus étroitement pour lutter contre le PKK.

Cette annonce tombe à point nommé pour le pouvoir turc, qui multiplie les opérations de séduction à destination de l'électorat nationaliste avant les élections municipales du 31 mars prochain.

Source : RFI

Elections en Turquie : le parti pro-kurde fait campagne à l'ombre des menaces d'Erdogan

21 mars 2019

A l'approche des élections locales du 31 mars, le principal parti pro-kurde de Turquie se bat avec détermination pour faire élire ses candidats, bravant les attaques du président Recep Tayyip Erdogan.

"Lorsqu'on se lance dans un combat collectif, il faut être prêt à affronter des menaces", confie Mehmet Demir, l'un des candidats du Parti démocratique des peuples (HDP) à la mairie de Batman, dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie.

En septembre 2016, Batman a été l'une des premières villes dont le maire élu a été remplacé par un administrateur nommé par le gouvernement, 3 mois après l'instauration de l'état d'urgence à la suite du coup d'Etat manqué. En tout, des administrateurs ont été nommés dans 95 des 102 municipalités remportées par des maires pro-kurdes en 2014.

"La démocratie locale a été suspendue dans le Sud-Est", estime Emma Sinclair-Webb, directrice en Turquie de Human Rights Watch (HRW), qui dénonce une "criminalisation de ce parti", dont des centaines de responsables, dont une quarantaine de maires, sont en prison.

M. Erdogan accuse le HDP, troisième formation au parlement, d'être la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation classée "terroriste" par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Et il a déjà évoqué la possibilité de renommer des administrateurs locaux après les élections.

Des experts estiment que les difficultés économiques que traverse la Turquie -- avec une inflation à deux chiffres et une récession -- risquent de faire perdre le Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir) dans plusieurs villes.

"Aujourd'hui nous voterons pour le HDP. S'ils nomment un administrateur, nous voterons encore (pour le HDP)", affirme sur un ton de défi Ismet Ataç, venu assister au meeting de Batman. "Plus ils nommeront des administrateurs, plus nous réagirons".

Source : AFP

Erdogan appelle à combattre l'islamophobie ; crises diplomatiques avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande alors que la Nouvelle-Zélande exprime sa solidarité avec les musulmans

22 mars 2019

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a appelé vendredi à combattre l'islamophobie au même titre que "l'antisémitisme après l'Holocauste", à l'ouverture d'une réunion de la principale organisation panislamique axée sur le carnage perpétré dans deux mosquées en Nouvelle-Zélande.

"De la même manière qu'elle a combattu l'antisémitisme après la catastrophe de l'Holocauste, l'humanité doit combattre avec la même détermination la haine de l'islam qui est en hausse", a déclaré M. Erdogan.

Ce double attentat contre deux mosquées en Nouvelle-Zélande a suscité une onde de choc mondiale. Cinquante fidèles, dont des enfants, ont été abattus par un suprémaciste blanc australien pendant la prière du vendredi dans la ville de Christchurch, un massacre qu'il a filmé et diffusé en direct sur Facebook.

M. Erdogan a vivement dénoncé l'attaque en Nouvelle-Zélande, y voyant le signe de la "hausse de l'islamophobie" dans les pays occidentaux, accusant notamment les médias de "souffler sur les braises de la haine de l'islam".

M. Erdogan a par ailleurs estimé que la solidarité affichée par la Nouvelle-Zélande avec les musulmans après l'attentat contre les mosquées devrait "être un exemple pour les dirigeants du monde entier". L'appel à la prière a été diffusé vendredi dans toute la Nouvelle-Zélande, suivi de deux minutes de silence, pour rendre hommage aux victimes de l'attentat.

La Nouvelle-Zélande a réagi à ce carnage des mosquées en interdisant jeudi les armes semi-automatiques et fusils d'assaut, ce qui a relancé les appels au contrôle des armes à feu aux Etats-Unis.

En campagne pour des élections locales le 31 mars qui s'annoncent serrées, M. Erdogan s'est saisi de l'attaque en Nouvelle-Zélande pour la présenter comme un événement faisant partie d'un plan plus large visant la Turquie.

Il a plusieurs fois projeté des extraits de la vidéo de l'attaque pendant ses meetings, et diffusé des extraits du "manifeste" publié par l'assaillant sur Internet dans lequel il exprime des menaces envers la Turquie. Erdogan a appelé la Nouvelle-Zélande à rétablir la peine de mort pour l'auteur de l'attaque. La Turquie fera payer le suspect si la Nouvelle-Zélande ne le fait pas, a-t-il ajouté.

Le président turc, actuellement en campagne électorale, a proféré des menaces à l'encontre des ressortissants australiens.

Dans son manifeste, Brenton Tarrant, un suprémaciste blanc, cible la Turquie, appelant au meurtre du président Erdogan et de tous les Turcs d'Europe qui vivent à l'ouest du Bosphore.

En réaction, le président turc a menacé de réserver le même sort à tout Australien islamophobe qui se risquerait aujourd'hui en Turquie qu'aux soldats australiens venus combattre les Ottomans sur leur sol, aux côtés des Britanniques, pendant la Première Guerre mondiale.

« Ils sont repartis dans des cercueils. Soyez certains que nous vous renverrons dans le même état que vos aïeux ».

A Canberra, les menaces du président turc contre les ressortissants australiens ont ulcéré le Premier ministre.

Scott Morrison juge ces propos « extrêmement offensants », car ils insultent la mémoire des Australiens tués sur le front turc en 1915, et « totalement irresponsables » car ils mettent en danger les Australiens actuellement en Turquie.

Scott Morrison a refusé les excuses présentées par l'ambassadeur turc, Korhan Karakoc. Il attend celles du président Erdogan lui-même et exige que la chaîne publique turque cesse sa propagande anti-australienne, faute de quoi il promet de ne pas en rester là.

La Première ministre néo-zélandaise Jacinda Ardern a déclaré mercredi que le ministre des Affaires étrangères, Winston Peters, allait se rendre en Turquie afin de réagir en personne aux déclarations du président turc Recep Tayyip Erdogan. Ardern a déclaré devant les journalistes que Peters allait "remettre les pendules à l'heure, en face-à-face" en Turquie.

Sources : AFP, Reuters, RFI

Micro en main, Erdogan se fait crooner pour charmer les électeurs, alors que le pays est en récession

19-03-2019

Formules assassines, poèmes nationalistes, anecdotes éloquentes : depuis son arrivée au pouvoir, en 2003, le président turc Recep Tayyip Erdogan s'appuie sur de redoutables qualités oratoires que lui envient ses plus farouches opposants.

Alors que la campagne pour des élections locales le 31 mars bat son plein, il a ajouté une nouvelle corde à son arc, vocale cette fois-ci. Surtout connu en Occident pour ses virulentes

diatribes, M. Erdogan commence en effet depuis quelques semaines ses meetings en fredonnant une chanson pour électriser ses partisans.

La musique est depuis toujours un instrument exploité par les hommes politiques de tous bords en Turquie. Mais pour le parti du président Erdogan, l'AKP, elle est devenue une arme incontournable.

Alors que la Turquie traverse une période économique difficile -- le pays est en récession pour la première fois depuis 10 ans --, l'AKP monte le volume dans l'espoir de séduire malgré tout les électeurs frappés au porte-monnaie.

Dans un pays mélomane comme la Turquie, la musique est partout : dans les cafés, les boutiques, les restaurants. C'est donc tout naturellement que lors des rassemblements politiques, des sonos crachent des chansons à en crever les tympanes.

Le morceau à la mode, qui s'intitule "Nereden nereye (d'où à où)", brosse le tableau d'une Turquie qui s'est considérablement développée sous la houlette de M. Erdogan.

Dans cette chanson, pas un mot sur l'évolution de la situation des droits humains qui s'est nettement dégradée en Turquie ces dernières années.

Les textes misent plutôt sur l'image du président fort dont la Turquie aurait besoin qui trouve un écho favorable auprès de la base nationaliste et pieuse de l'AKP.

Pour parvenir à leurs fins, les compositeurs missionnés par l'AKP n'hésitent pas à mettre en musique l'actualité.

C'est sans surprise que la tentative de coup d'Etat contre M. Erdogan dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016 a été mise en chanson. Le morceau est même devenu un tube qui est régulièrement diffusé lors des meetings de l'AKP.

Source : AFP

Demande de suspension des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE

13 mars 2019

Le Parlement européen s'est prononcé mercredi pour la suspension des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, un processus engagé en 2005 mais gelé, de facto, depuis plus de deux ans et demi en raison du recul de la démocratie et de l'Etat de droit dans le pays.

Le coup d'Etat manqué de juillet 2016 a entraîné dans le pays une vaste purge dans tous les milieux et notamment dans la fonction publique, la fermeture de nombreux médias et une concentration des pouvoirs entre les mains du président Recep Tayyip Erdogan.

Source : Reuters

Turquie : violente répression d'une manifestation de femmes

08 mars 2019

En Turquie, des dizaines de rassemblements étaient prévus à l'occasion de la Journée internationale pour les droits des femmes. A Istanbul, des milliers de personnes se sont réunies en début de soirée, une manifestation qui n'était pas autorisée et qui a été violemment dispersée par les forces de l'ordre.

Pourtant les années précédentes les autorités avaient fermé les yeux, même sous état d'urgence après la tentative de putsch en 2016.

La marche du 8 mars était en quelque sorte une exception, un grand rassemblement pacifique et toléré malgré les slogans et les affiches antigouvernementales.

Cette fois-ci, en revanche, les forces de l'ordre ont violemment dispersé la foule de plusieurs milliers de personnes avec gaz lacrymogènes et balles de plastique. C'était déjà le cas en novembre dernier lors d'un autre rassemblement féministe.

Comme un message des autorités, il n'y a plus d'exception pour les rassemblements de masse dont les discours sont hostiles au pouvoir. Une démonstration de force aussi à trois semaines seulement des élections municipales du 31 mars prochain.

Source : RFI, Alexandre Billette

Yémen : 8 enfants tués ou blessés chaque jour malgré la trêve, dénonce l'ONU

20 mars 2019

La Haut-Commissaire aux droits de l'Homme de l'ONU a dénoncé mercredi le lourd tribut payé chaque jour par les enfants au Yémen, malgré une trêve des combats décrétée il y a trois mois dans un port vital du pays.

"Depuis l'accord de Stockholm du 13 décembre, on estime que 8 enfants sont tués ou blessés quotidiennement au Yémen", a déclaré Michelle Bachelet devant le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU à Genève.

Le gouvernement yéménite soutenu par l'Arabie Saoudite et les rebelles Houthis soutenus par l'Iran ont conclu une trêve en Suède incluant un cessez-le-feu à Hodeida, un port crucial sur la Mer Rouge.

Mais le Norwegian Refugee Council (NRC), une ONG qui fournit de l'aide au Yémen, a révélé lundi que 348 civils avaient été tués dans les deux provinces de Hajjah et Taëz depuis le début de la trêve.

Plus de 10.000 personnes ont été tuées depuis mars 2015, lorsque l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis - aidés par la logistique et le soutien politique des Etats-Unis - ont commencé à bombarder les rebelles Houthis.

Selon l'ONG Save the Children, quelque 85.000 enfants yéménites de moins de 5 ans pourraient être morts de famine.

Mme Bachelet a averti que "les civils, dont les enfants, sont aujourd'hui plus vulnérables et affamés qu'ils ne l'ont jamais été depuis mars 2015".

Elle a souligné que plus de deux millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë, dont 360.000 sont menacés de famine.

Mme Bachelet a également dénoncé l'enrôlement d'enfants comme combattants dans les deux camps.

Source : AFP

Yémen : les Houthis disent pouvoir frapper Ryad et Abou Dhabi

17 mars 2019

Les miliciens chiites houthis ont annoncé travailler à la mise au point de moyens balistiques et affirment que leurs forces présentes au Yémen sont prêtes à frapper Ryad, la capitale de l'Arabie saoudite, et Abou Dhabi, celle des Emirats arabes unis, en cas de violation de la trêve onusienne dans le port d'Hodeïda.

L'organisation chiite alignée sur l'Iran a fait savoir par la voix d'un de ses porte-parole qu'elle disposait d'un "stock de missiles" et qu'elle était en mesure de frapper l'Arabie saoudite et les EAU, Etats membres de la coalition qui soutient le gouvernement du président Abd Rabbou Mansour Hadi. Ce conflit est un affrontement indirect entre l'Arabie saoudite et l'Iran.

La coalition accuse les Houthis de ne pas respecter l'accord de cessez-le-feu conclu à Stockholm en décembre, les miliciens chiites ayant refusé de se retirer du port d'Hodeïda, principale porte d'entrée de l'aide humanitaire à destination de millions de Yéménites menacés par la famine.

Les Houthis expliquent vouloir des garanties supplémentaires de l'Onu, affirmant que la coalition profiterait de leur retrait de la ville portuaire.

L'arrêt des combats à Hodeïda est globalement respecté mais les violences se sont accrues dans d'autres parties du pays.

La semaine passée, 10 femmes et 12 enfants ont été tués dans des frappes aériennes contre un village de la province d'Hajjah dans le nord du Yémen.

Depuis l'intervention de la coalition menée par les Saoudiens en 2015, des dizaines de milliers de personnes ont été tuées dans ce conflit.

Source : Reuters

Le prince héritier saoudien a approuvé une campagne contre des dissidents, selon le New York Times

18-03-2019

Plus d'un an avant l'assassinat du journaliste critique du pouvoir saoudien Jamal Khashoggi, le prince héritier, Mohammed ben Salmane, a approuvé une campagne secrète visant à faire taire des dissidents, selon le New York Times.

Ces actions comprenaient surveillance, enlèvement, détention et torture de citoyens saoudiens, a rapporté dans cet article publié dimanche le New York Times, qui cite des responsables américains ayant eu accès à des documents du renseignement.

Selon le New York Times, ce groupe saoudien d'intervention rapide, comme le qualifiaient des responsables américains, a été impliqué dans au moins une dizaine d'opérations à partir de 2017. Certaines des missions clandestines ont été menées par des membres du commando ayant tué et démembré le corps du journaliste Khashoggi en octobre 2018 au consulat saoudien d'Istanbul.

Cela laisse penser que ce meurtre faisait partie d'une vaste campagne contre des dissidents, a précisé le New York Times, citant des responsables et associés de certaines victimes saoudiennes.

Le meurtre de Jamal Khashoggi, collaborateur du Washington Post et critique de Ryad, avait créé une onde de choc dans le monde entier et profondément terni l'image de l'Arabie saoudite. Aux Etats-Unis, des sénateurs républicains avaient affirmé, après avoir été informés des conclusions de la CIA, n'avoir "aucun doute" sur le fait que "MBS" avait "ordonné" le meurtre.

Mais Ryad dément catégoriquement toute responsabilité de Mohammed ben Salmane, et l'administration Trump a clairement fait savoir que l'alliance "stratégique" avec l'Arabie saoudite était, quoi qu'il en soit, prioritaire.

Parmi ses activités, le groupe d'intervention rapide aurait été impliqué dans la détention et les mauvais traitements de militantes pour les droits des femmes arrêtées l'année dernière, selon le New York Times.

Source : AFP

Arabie saoudite : des militantes de la cause des femmes au tribunal

13 mars 2019

Le procès de dix militantes saoudiennes de la cause des femmes s'est ouvert devant un tribunal pénal, braquant une nouvelle fois les projecteurs sur la situation des droits humains dans ce pays ultraconservateur. Plus d'une douzaine de militants avaient été arrêtés en mai 2018, un mois à peine avant la levée historique d'une mesure interdisant aux femmes de conduire.

Cette première audience s'est tenue alors que l'Arabie saoudite tente d'améliorer son image, sérieusement écornée en raison de l'assassinat en octobre du journaliste et opposant saoudien Jamal Khashoggi par un commando venu de Ryad, à l'intérieur même du consulat saoudien à Istanbul.

Loujain al-Hathloul, Hatoon al-Fassi et Aziza al-Yousef figurent parmi les militantes jugées et arrêtées il y a près d'un an, a déclaré le président de la cour Ibrahim al-Sayari à des journalistes et à des diplomates occidentaux.

"Il semble maintenant que les autorités vont inculper les militantes après les avoir maintenues en détention pendant près d'un an sans aucun accès à un avocat et les avoir soumises à la torture, aux mauvais traitements et au harcèlement sexuel", a déclaré à l'AFP Samah Hadid, directrice des campagnes d'Amnesty International pour le Moyen-Orient.

La plupart des militants arrêtés --ayant défendu le droit des femmes à conduire ou demandé la levée du système de tutelle qui impose aux femmes d'avoir la permission d'un parent masculin

pour de nombreuses démarches-- ont été accusés de porter atteinte aux intérêts nationaux et d'aider les "ennemis de l'Etat".

Ils ont été traités de "traîtres" par des médias officiels. Certains ont été relâchés depuis.
"Les allégations de mauvais traitements et le procès de militantes saoudiennes des droits des femmes sont un autre signe de l'escalade de la répression en Arabie saoudite", a souligné à l'AFP Adam Coogle, chercheur pour l'ONG Human Rights Watch.

Ces dernières années, la répression des militants des droits humains a entraîné de nombreuses critiques internationales à l'égard de l'Arabie saoudite, avant même l'affaire Khashoggi.
Début mars, 36 pays ont condamné à l'ONU l'assassinat du journaliste saoudien et réclamé à Ryad une enquête "rapide et approfondie" afin que tous les responsables soient jugés.

Source : AFP

Le Qatar défend son droit d'acheter des armes russes

04 mars 2019

Le ministre des Affaires étrangères du Qatar a affirmé que l'Arabie saoudite n'avait pas à se mêler de l'achat par son pays d'armes et indiqué que Doha envisageait toujours d'acquérir des missiles russes S-400.

La possibilité de l'acquisition par le Qatar de ce système d'armement russe a fait surface l'année dernière, suscitant la colère de l'Arabie saoudite.
Ryad a rompu avec d'autres alliés arabes tout lien avec le Qatar en juin 2017, en l'accusant notamment de soutenir des groupes islamistes extrémistes, ce que dément Doha.

L'année dernière, le roi Salmane d'Arabie saoudite aurait écrit au président français Emmanuel Macron pour lui faire part de la préoccupation de Ryad au sujet de l'achat potentiel par Doha de S-400 et menacer le Qatar d'une action militaire en cas d'aboutissement de la transaction.

Source : AFP

RELATIONS INTERNATIONALES

Sanctions contre des compagnies maritimes : Pékin proteste auprès de Washington

22 mars 2019

La Chine a protesté vigoureusement auprès des Etats-Unis contre les sanctions imposées par Washington à deux entreprises chinoises en lien avec la Corée du Nord, a déclaré vendredi à Pékin le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Geng Shuang.

Le département américain du Trésor a annoncé jeudi que les Etats-Unis imposaient des sanctions à deux compagnies maritimes chinoises soupçonnées d'avoir aidé la Corée du Nord à échapper aux mesures de rétorsion américaines liées à son programme nucléaire.

Le gouvernement américain a par ailleurs publié un avis actualisé répertoriant les 67 navires qui ont selon lui procédé à des transferts illicites de pétrole raffiné à bord de bateaux nord-coréens ou qui auraient exporté du charbon nord-coréen en violation des sanctions.

Source : Reuters

Les négociateurs de Washington de retour la semaine prochaine en Chine

21 mars 2019

Les principaux négociateurs dans le différend commercial entre les Etats-Unis et la Chine vont se retrouver les jeudi et vendredi 28 et 29 mars à Pékin.

Les négociateurs ont l'espoir de conclure les négociations d'ici la fin avril.

Le vice-Premier ministre chinois Liu He se rendra à son tour aux Etats-Unis début avril pour négocier. Donald Trump a repoussé la date butoir qu'il avait fixée au 1^{er} mars dernier pour parvenir à un accord commercial sous peine de relever les droits de douane sur 200 milliards de dollars de produits chinois importés aux Etats-Unis.

Dans la guerre commerciale qu'ils se livrent depuis des mois, les deux pays se sont mutuellement imposés des droits de douanes sur des centaines de milliards de produits, avec un impact sur les coûts, sur la nervosité des marchés financiers, sur les exportations agricoles américaines et sur les chaînes d'approvisionnement.

Les Etats-Unis réclament de Pékin de mettre en œuvre une protection accrue pour les droits de propriété intellectuelle et d'en finir avec une politique qui, selon Washington, contraint les entreprises américaines à procéder à des transferts de technologies au bénéfice d'entreprises chinoises en échange d'un accès au marché chinois.

L'administration Trump dénonce aussi l'ampleur des subventions publiques à l'industrie chinoise.

L'an dernier, la balance des échanges bilatéraux a marqué un déficit commercial record de 419 milliards de dollars pour les Etats-Unis.

Source : Reuters

Chine : ce qui change avec la nouvelle loi sur les investisseurs étrangers

16-03-2019

Le Parlement chinois a approuvé une nouvelle loi destinée à faciliter les investissements étrangers, qui vise notamment à répondre aux inquiétudes des Etats-Unis engagés dans un conflit commercial avec la Chine. Et les investisseurs étrangers sont nombreux : selon l'agence Chine nouvelle, il y avait fin 2018, un million d'entreprises à capitaux étrangers dans le pays.

Cette loi, qui entrera en vigueur en janvier, prévoit l'interdiction des transferts de technologie forcés - l'une des principales exigences de Washington dans leurs négociations commerciales - et punit les "interférences" gouvernementales dans les pratiques des sociétés étrangères.

Les autorités ne pourront donc plus recourir à des moyens administratifs pour imposer les transferts de technologie vers des partenaires chinois. Elles devront aussi garantir la confidentialité des informations récoltées auprès d'entreprises étrangères.

Une avancée qui ne convainc pas complètement la Chambre de commerce européenne à Pékin. Elle souligne en effet que la loi ne mentionne pas explicitement les acteurs privés, elle craint donc que cela n'interdise pas totalement les transferts forcés de technologies.

Le texte entend aussi garantir une plus grande équité à travers l'attribution transparente de marchés publics et une concurrence loyale. Mais les investisseurs étrangers restent exclus d'une cinquantaine de secteurs sensibles. Et puis la Chine n'a pas oublié de se protéger : Pékin pourra prendre des mesures si un pays adopte des restrictions ou des interdictions discriminatoires.

Sources : Reuters, RFI

Les Etats-Unis envisagent de tester un missile de croisière en août ; course aux armements officiellement relancée

14 mars 2019

Les Etats-Unis ont l'intention de procéder en août au test d'un missile de croisière ayant une portée d'environ 1.000 km, a déclaré mercredi un représentant du Pentagone, alors que Washington a annoncé le mois dernier son retrait du traité de 1987 avec la Russie sur les forces nucléaires intermédiaires (FNI).

L'administration de Donald Trump a déclaré début février que les Etats-Unis se retireraient dans six mois du traité FNI, destiné à éliminer tous les missiles de croisière et balistiques américains et russes tirés depuis le sol et ayant une portée se situant entre 500 km et 5.500 km, sauf si Moscou cessait de violer l'accord.

Vladimir Poutine a déclaré le même jour que la Russie cessait à son tour de respecter ses obligations. Le ministre de la Défense a ensuite dit que de nouveaux missiles à portée intermédiaire seraient développés d'ici à 2021.

Source : Reuters

Chine : la hausse du budget militaire 2019 ramenée à 7,5%

05 mars 2019

Le budget militaire de la Chine, le 2^e du monde après celui des Etats-Unis, augmentera de 7,5% en 2019, une décélération par rapport à 2018. Cette annonce intervient à l'heure où Pékin hausse le ton face aux partisans de l'indépendance sur l'île de Taïwan, et où des différends territoriaux, qui ont certes perdu en intensité, subsistent avec ses voisins en mer de Chine méridionale.

Le budget militaire chinois n'a pas dépassé les 10% de croissance depuis 2015 et reste loin derrière celui des Etats-Unis. Ce dernier était en 2018 le premier mondial (643,3 milliards de dollars), devant la Chine (168,2), l'Arabie saoudite (82,9), la Russie (63,1), l'Inde (57,9), le Royaume-Uni (56,1), la France (53,4) et le Japon (47,3).

Source : AFP

Plainte de Huawei contre les Etats-Unis : la Chine apporte son soutien total

08 mars 2019

La Chine a apporté vendredi son soutien total au combat judiciaire lancé la veille par le géant mondial des télécoms Huawei contre les Etats-Unis, assurant qu'elle prendra "toutes les mesures nécessaires" pour défendre l'entreprise privée.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a salué l'initiative de la société, estimant qu'elle ne devait pas se taire tel un "agneau silencieux" face aux Américains. Selon eux, les équipements du groupe pourraient être utilisés par Pékin pour espionner d'autres pays.

Les Etats-Unis ont exclu Huawei du déploiement sur le sol américain de la 5G, la cinquième génération de réseaux mobiles, et interdit aux administrations l'achat de ses produits et services. Ils tentent de convaincre leurs alliés occidentaux d'en faire de même.

La justice américaine veut également juger la directrice financière du groupe chinois, Meng Wanzhou, pour violation des sanctions contre l'Iran. Arrêtée au Canada, elle y est actuellement en liberté surveillée, en attente d'une procédure d'extradition.

Géant mondial des smartphones aux côtés de Samsung et d'Apple, Huawei a annoncé jeudi le dépôt d'une plainte au Texas (sud) contre Washington pour avoir interdit aux administrations l'achat de ses produits.

L'entreprise va également demander des dommages et intérêts en raison des restrictions la visant, qu'elle juge "inconstitutionnelles". Elle accuse par ailleurs les Etats-Unis d'avoir piraté des serveurs et volé des courriels.

L'administration Trump affirme que les équipements de Huawei pourraient être utilisés par les services de renseignements chinois afin d'espionner d'autres pays et perturber leurs communications.

La Chine estime qu'il s'agit d'un prétexte pour contrer l'essor de la compagnie, leader mondial des équipements télécoms, et éviter aux USA d'être dépassés. La prochaine comparution de

Meng Wanzhou dans le cadre de sa procédure d'extradition aura lieu le 8 mai à Vancouver. Elle avait été arrêtée début décembre au Canada, à la demande de la justice américaine.

Dans la foulée, deux Canadiens avaient été interpellés en Chine, dans ce qui est largement perçu en Occident comme une mesure de représailles. Ils sont soupçonnés d'avoir mis en danger la sécurité nationale. Huawei a lancé une intense campagne médiatique ces dernières semaines pour défendre sa réputation.

Après la plainte visant Washington, l'entreprise chinoise a indiqué qu'elle ne prévoyait pas pour l'instant d'attaquer en justice la décision de Canberra de lui bloquer l'accès au déploiement de la 5G en Australie.

Source : AFP

ASIE

La Chine dit avoir arrêté près de 13.000 "terroristes" au Xinjiang

18-03-2019

La Chine a défendu lundi sa politique sécuritaire controversée dans la région du Xinjiang (nord-ouest), frappée dans le passé par des attentats sanglants, affirmant que près de 13.000 "terroristes" avaient été arrêtés depuis 2014.

Pékin fait l'objet de critiques croissantes à l'international en raison du programme d'internement forcé mené dans ce vaste territoire semi-désertique, qui partage des frontières notamment avec le Pakistan et l'Afghanistan.

Près d'un million de Ouïghours et de membres d'autres ethnies musulmanes y seraient détenus dans des camps de rééducation, selon des experts cités par l'ONU. La Chine a d'abord nié l'existence de telles structures, avant d'expliquer qu'il s'agit de "centres de formation professionnelle" contre la radicalisation islamiste.

Le gouvernement chinois affirme dans un document publié lundi qu'il "continuera à frapper sans relâche, et conformément à la loi, tout comportement prônant le terrorisme et l'extrémisme", alors que la population au Xinjiang est placée sous très haute surveillance policière.

Ce "livre blanc" affirme que cette région -- où vit une importante communauté musulmane culturellement proche de l'Asie centrale et dont le mandarin n'est souvent pas la langue principale -- fait depuis longtemps partie du territoire chinois, mais que des "forces terroristes et extrémistes" ont fomenté des actions séparatistes.

Le Xinjiang a été le théâtre au cours de la dernière décennie d'attaques meurtrières commises par des Ouïghours, visant à la fois des civils et les autorités.

"Depuis 2014, le Xinjiang a annihilé 1.588 groupes violents et terroristes, saisi 2.052 engins explosifs, sanctionné 30.645 individus coupables de 4.858 activités religieuses illégales".

Ces chiffres n'ont pas pu être vérifiés de manière indépendante par l'AFP. Les journalistes étrangers qui se rendent dans cette région sont fréquemment l'objet de harcèlement policier et d'une surveillance très étroite.

Selon Adrian Zenz, expert de la sécurité en Chine à l'European School of Culture and Theology (Allemagne), il y aurait désormais jusqu'à 1,5 million de personnes internées au Xinjiang. Ce chiffre "se base sur le fait qu'il y a toute une gamme de différentes structures d'internement, et sur les taux croissants d'internement parmi les Kazakhs et d'autres minorités musulmanes".

Source : AFP

Xinjiang : les USA font planer la menace de "mesures" ciblées

15 mars 2019

Les Etats-Unis envisagent des mesures contre les personnes responsables de violations des droits de l'homme contre les musulmans dans la région chinoise du Xinjiang, a déclaré jeudi un porte-parole du département d'Etat.

Selon les défenseurs des droits de l'homme, un million d'Ouïghours et de membres d'autres minorités musulmanes, comme les Kazakhs - soit près de 10% de la population totale du Xinjiang - sont internés dans des camps de "déradicalisation", privés de tout droit juridique fondamental et soumis à de mauvais traitements.

La Chine a répliqué vertement jeudi à de précédentes critiques du département d'Etat, formulées dans son "rapport annuel sur les droits de l'homme".

Le ministère chinois des Affaires étrangères a dénoncé un rapport bourré de "préjugés idéologiques" et d'accusations sans fondement.

Source : Reuters

Chine : près de 2 millions de femmes déclarées “prêtes à se reproduire” dans une base de données

13 mars 2019

Victor Gevers, un chercheur néerlandais en cybersécurité a mis la main sur une base de données laissée en accès libre. Or, la dernière révélation concernant cette base fait référence à une liste d'1,8 million de femmes chinoises portant la mention « BreedReady », c'est-à-dire « Prêtes à se reproduire ».

Outre le caractère révoltant de cette nouvelle, celle-ci pourrait s'expliquer. Victor Gevers rappelle que la politique de l'enfant unique en vigueur dans pays de 1979 à 2015 a généré « de profonds bouleversements sociaux ». En pratique, cela se traduit par le “manque” de 60 millions de femmes dans le pays, car les enfants de sexe masculin étaient privilégiés.

En février 2019, Victor Gevers avait déjà dévoilé une base de données inquiétante appartenant à une société chinoise nommée SenseNets. Celle-ci faisait référence au tracking de plus de 2,5 millions de Ouïghours musulmans chinois de la province du Xinjiang.

Le 3 mars 2019, Victor Gevers publiait une autre liste exposant les messages privés de plus de 300 millions de citoyens chinois sur QQ et WeChat. Par ailleurs, cette même base contenait de nombreuses autres informations sur les personnes concernées.

Après les toutes dernières révélations de Victor Gevers concernant la base de données des femmes « prêtes à se reproduire », il est possible que dans les prochaines semaines, nous ne soyons pas au bout de nos surprises.

Sources : SciencePost, The Guardian – CNews

Hong Kong veut construire une île artificielle à 70 milliards d'euros

20 mars 2019

Hong Kong veut construire une des plus grandes îles artificielles au monde près de Lantau, son île principale. Le coût du projet est estimé à 70 milliards d'euros. L'objectif : faire face à la pénurie de logements alors que le territoire administré par la Chine compte 7 millions d'habitants.

L'île artificielle dont veut se doter Hong Kong est censée faire gagner 1000 hectares sur la mer, plus de 3 fois la taille de Central Park à New York ou l'équivalent des 6 premiers arrondissements de Paris.

A Hong Kong, le mètre carré est l'un des plus chers de la planète. Le gouvernement veut pouvoir y construire 260 000 nouveaux logements dont plus de 70% de logements sociaux. Les premiers travaux de remblaiement sont sensés commencer en 2025, avec l'objectif d'installer les premiers habitants en 2032.

Des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour dénoncer la construction de cette île artificielle. Les opposants reprochent au gouvernement d'avoir pris leur décision sans consulter le public. Ils dénoncent le coût financier du projet mais aussi son coût environnemental avec des répercussions sur la vie marine, notamment sur le dauphin rose.

Source : RFI

L'Inde et la Chine végétalisent leurs territoires. Une bonne nouvelle pour la planète ?

15 mars 2019

En 17 ans, la planète s'est re-végétalisée d'une surface équivalente à celle de l'Amazonie ! Une tendance que l'on doit principalement à l'Inde et à la Chine. Une bonne nouvelle à prendre avec des pincettes.

La Chine est responsable de plus d'un quart du verdissement ! Une bonne nouvelle pour la planète... mais les effets positifs sur le stockage du carbone ne compensent malheureusement pas la déforestation des zones tropicales sur la période.

L'étude porte sur la période qui s'étend de 2000 à 2017, au cours de laquelle la surface végétale s'est accrue de 5% par an. Au total, cela correspond à la surface de l'Amazonie !.

Cependant, le "verdissement" de l'Inde est surtout dû... à l'intensification agricole, tout en ayant peu d'effet sur les "poumons verts" de la planète qui retiennent le CO₂.

Source : Sciences et Avenir

Pyongyang se retire du bureau de liaison intercoréen de Kaesong

22 mars 2019

La Corée du Nord s'est retirée vendredi du bureau de liaison intercoréen installé dans la ville nord-coréenne de Kaesong, ce qui représente un revers pour les efforts de rapprochement avec Pyongyang entrepris par le président sud-coréen, Moon Jae-in.

La ville nord-coréenne de Kaesong, située juste au nord de la DMZ (zone démilitarisée, qui sert de frontière intercoréenne), est au cœur d'une zone économique spéciale où des entreprises sud-coréennes s'étaient implantées.

L'implication des Sud-Coréens dans la zone économique de Kaesong a cependant cessé du fait des sanctions internationales contre le Nord en raison de son programme nucléaire militaire. Le ministère sud-coréen de l'Unification a fait savoir que Séoul regrettait la décision du Nord et a appelé de ses vœux une normalisation de la situation au bureau de liaison de Kaesong.

Source : Reuters

Séoul prudent sur l'éventualité d'un essai balistique nord-coréen

18-03-2019

Il est trop tôt pour affirmer que les récentes activités observées sur certains sites d'essais balistiques de la Corée du Nord constituent les préparatifs en vue d'un tir de missile, a déclaré lundi le ministre sud-coréen de la Défense lors d'une audition parlementaire.

Au début du mois, plusieurs cercles d'études américains et des responsables sud-coréens évoquaient la possibilité de préparatifs sur le site de lancement Sohae à Tongchang-ri, utilisé par le passé pour le lancement de satellites.

Les observateurs s'appuyaient sur des images d'observation par satellite de ce complexe qui n'a jamais été utilisé, pour l'instant, pour des tirs de missiles.

"Il serait hâtif de qualifier cela d'activités balistiques", a dit le ministre Jeong Kyeong-doo devant la commission de la Défense du parlement sud-coréen.

Vendredi, le vice-ministre nord-coréen des Affaires étrangères Choe Son Hui a déclaré à des diplomates étrangers que le dirigeant Kim Jong-un envisageait de suspendre les discussions avec l'administration américaine et pourrait revenir sur le gel des essais nucléaires et balistiques.

Source : Reuters

La production alimentaire nord-coréenne au plus bas en plus de dix ans, selon l'ONU ; fort risque de malnutrition

06 mars 2019

La Corée du Nord a enregistré l'an passé ses pires récoltes en plus de dix ans, ont annoncé mercredi les Nations Unies, la production ayant été plombée par les catastrophes naturelles, un manque de terres arables et une agriculture inefficace.

Sous le coup de sévères sanctions de la communauté internationale en raison de ses programmes nucléaire et balistique interdits, le pays souffre de pénuries alimentaires chroniques.

Les récoltes de l'an passé se sont élevées à 4,95 millions de tonnes, en baisse de 500.000 tonnes, indiquent les Nations unies dans leur rapport sur les "Besoins et priorités" de 2019.

Il s'agit de "la production la plus basse en plus d'une décennie", a déclaré le coordinateur résident de l'ONU pour le Nord, Tapan Mishra. "Cela s'est traduit par un important déficit alimentaire."

Le résultat est que 10,9 millions de personnes en Corée du Nord, soit 43% de la population totale, ont besoin d'une aide humanitaire, soit 600.000 de plus que l'an passé, d'où un risque accru de malnutrition et de maladies.

Mais alors que le nombre de personnes ayant besoin d'aide augmente, l'ONU a dû réduire son objectif de personnes à aider de 6 à 3,8 millions, car l'organisation cherche à toucher les personnes les plus dans le besoin.

Les financements sont en outre très inférieurs à ce qui serait nécessaire.

M. Mishra précise que seul 24% de l'argent qui avait été demandé l'an passé a été récolté, ajoutant qu'il s'agissait "d'un des plans humanitaires les moins bien financés du monde entier".

Certaines agences ont été contraintes de réduire l'ampleur de leurs programmes, voire d'arrêter des projets, a-t-il dit, en exhortant les donateurs à "ne pas laisser des considérations politiques faire obstacle à la réponse aux besoins humanitaires".

La Corée du Nord est régulièrement condamnée par la communauté internationale pour donner la priorité à ses programmes militaires plutôt que de s'occuper correctement de sa population, un déséquilibre qui est selon certains encouragé par les programmes d'aide humanitaire de l'ONU.

Avant son sommet de la semaine passée à Hanoï avec le leader nord-coréen Kim Jong Un, le président américain Donald Trump a plusieurs fois avancé que la Corée du Nord pourrait devenir une grande puissance économique si elle renonçait à ses arsenaux nucléaire et balistique. Une perspective qui n'a pas suffi à permettre un accord entre les deux hommes.

Le Centre pour les études stratégiques et internationales, basé à Washington, a indiqué, sur la foi de son analyse d'images satellite, que des signes d'activités étaient "évidents" sur un site d'essai de missiles longue-portée, laissant penser que Pyongyang pourrait être engagé dans sa "reconstruction rapide" après l'échec de la réunion de Hanoï.

Source : AFP

Combats sur un site que la Birmanie espère faire classer à l'Unesco

20 mars 2019

Dans l'ouest de la Birmanie, des combats inédits entre l'armée birmane et des rebelles nationalistes dans une ville historique que la Birmanie souhaite faire classer au patrimoine de l'humanité ont fait au moins 8 blessés et refroidi les touristes.

"Huit blessés sont toujours traités à l'hôpital de Mrauk U", a déclaré mercredi à l'AFP Aung Than Tun, responsable sanitaire local. Il a aussi confirmé le décès de deux autres blessés dans de précédents combats, la semaine dernière, dans un village de la zone.

Les échanges de tirs dans cette ville historique, qui est sur les itinéraires de nombreux tour-opérateurs, ont créé la panique.

L'armée a confirmé le déploiement de ses forces après une fuite concernant une attaque imminente de l'Armée d'Arakan (Arakan Army, AA, indépendantistes arakanais) sur la ville.

Ces combats inédits dans l'ancienne capitale de l'Etat d'Arakan compromettent la candidature de Mrauk U au classement de l'Unesco, et la Société birmane d'archéologie a appelé les deux parties à se livrer leurs combats ailleurs que dans la cité historique.

Ces dernières semaines, les affrontements entre les soldats birmans et l'Armée de l'Arakan redoublent dans cette région déjà frappée par la crise des Rohingyas musulmans.

Au total, l'Armée de l'Arakan assure avoir tué 22 membres des forces de l'ordre depuis le début de l'année.

Il y a quelques jours, les tensions ont été accrues dans la région car le leader nationaliste Aye Maung a été condamné à 20 ans de prison à Sittwe, la capitale de l'Etat de l'Arakan.

Aye Maung a été reconnu coupable de haute trahison, après avoir critiqué le gouvernement birman dans un discours.

Selon Rangoun, en janvier 2018, Aye Maung aurait déclaré ceci : « Les Arakanais sont perçus comme des esclaves par la majorité ethnique bamar du pays, ils n'ont pas les mêmes droits que les autres. »

Le leader nationaliste aurait aussi appelé la foule à profiter de la faiblesse du gouvernement et à se battre pour la souveraineté de l'Etat de l'Arakan, faisant allusion au combat armé. Un discours dans la ville de Mrauk U, où des manifestations avaient fait le lendemain 7 morts parmi l'ethnie arakanaise, tués par la police, signe des tensions grandissantes.

Ces derniers mois, les combats se sont intensifiés entre la rébellion et l'armée birmane. Il y a deux semaines, ce sont 9 policiers qui ont été tués par les rebelles arakanais. Des combats causant la fuite de milliers de civils, blessant certains d'entre eux, et alors que l'accès humanitaire a été restreint sur place.

Sources : AFP, RFI, Eliza Hunt

Nord-est birman : un conflit attisé par les investissements chinois

13 mars 2019

Des milliers de personnes ont été déplacées depuis la résurgence en novembre des combats entre les nombreux groupes rebelles du nord-est de la Birmanie.

Le conflit est attisé par le contrôle des richesses locales et le boom des investissements chinois.

L'armée birmane mène aussi depuis des années des actions contre les factions armées de l'Etat Shan, mais elle a décrété, fin décembre, un cessez-le-feu unilatéral à leur égard.

Les violences entre les différentes milices, qui ressurgissent à intervalles réguliers, se sont en revanche de nouveau intensifiées ces dernières semaines.

Elles convoitent les nombreuses richesses de la région et cherchent à gagner de nouveaux territoires. L'Etat Shan, avec ses montagnes couvertes de jungle, est devenu une plaque

tournante de la production de méthamphétamines, un trafic très lucratif profitant aussi aux groupes armés financés en partie grâce à ce commerce.

L'intérêt récent de Pékin pour la région ne fait qu'attiser les convoitises.

L'Etat Shan devrait bénéficier de plusieurs projets, en grande partie alimentés par des investissements chinois dans le cadre du gigantesque programme d'infrastructures des "nouvelles routes de la soie".

Sont notamment prévues plusieurs zones économiques spéciales, une liaison ferroviaire à grande vitesse et une voie rapide qui vont relier la Chine au port de Kyaukphyu. Ce port d'un coût d'1,3 milliard de dollars sera détenu à 70% par un fonds étatique chinois et permettra à Pékin de sécuriser l'acheminement du pétrole et du gaz naturel venus du Moyen-Orient.

Les bénéficiaires qui devraient se dégager de ces différents projets sont "un facteur très important" pour expliquer la récente recrudescence des affrontements entre groupes rebelles, estime David Mathieson, analyste indépendant à Yangon.

"Tous veulent avoir une part du gâteau" et élargir leur zone d'influence, explique-t-il.

Les enrôlements de force par une des factions est fréquent.

De leur côté, des observateurs interrogés par l'AFP soulignent que l'armée a décrété un cessez-le-feu dans l'Etat Shan pour tenter de limiter les combats et montrer à Pékin que la Birmanie fait tout pour sécuriser la zone et protéger ainsi les futurs investissements chinois.

Un gage de bonne volonté envers Pékin d'autant plus important que certains projets chinois en Birmanie ont été mis en veilleuse face à l'opposition des populations locales, notamment la construction d'un barrage hydroélectrique à Myitstone dans le nord du pays.

Des pourparlers sont toutefois en cours pour tenter de le relancer .

Source : AFP

Myanmar : une experte indépendante de l'ONU dénonce l'incendie de villages rohingyas *11 mars 2019*

Une experte indépendante de l'ONU, Yanghee Lee, s'est inquiétée lundi de la poursuite des exactions contre les minorités rohingyas au Myanmar.

Selon Mme Lee, rien n'indique que les conditions se soient améliorées pour les Rohingyas qui restent au Myanmar, se disant « gravement préoccupé par leur avenir ».

Elle a indiqué avoir reçu des informations selon lesquelles des maisons de musulmans rohingyas ont été brûlées.

Ces événements ont lieu au moment même où le gouvernement du Bangladesh a annoncé la fermeture de ses frontières, après que 16.000 personnes l'ont traversée en 2018.

Et alors que le Mémoire d'entente signé entre le gouvernement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) n'a pas encore été totalement mis en œuvre alors qu'il expire dans six mois.

Ils interviennent également dans le contexte où le gouvernement du Bangladesh a annoncé la relocalisation de 23.000 réfugiés musulmans rohingyas des camps de Cox's Bazar vers Bhashan Char, une île récemment émergée dans le Golfe du Bengale.

Source : ONU

Opposants en exil, procédures arbitraires, censure : l'après élection en Thaïlande inquiète *19-03-2019*

Les corps de deux d'entre eux éviscérés et lestés de ciment dans le Mékong, des centaines de civils jugés par les militaires, un contrôle accru des réseaux sociaux: les opposants sont inquiets pour l'avenir, après les élections de dimanche prochain en Thaïlande.

Fin décembre 2018, les corps de deux dissidents thaïlandais qui émettaient des programmes radio antijunte et antimonarchie depuis le Laos voisin, où ils s'étaient réfugiés après le coup d'Etat militaire de 2014, ont été retrouvés dans le Mékong.

Les auteurs n'ont pas été identifiés, mais l'affaire a fortement marqué les esprits.

"Nous avons été choqués et nous sommes effrayés. On nous a dit d'arrêter complètement nos activités sur internet", raconte à l'AFP un opposant exilé au Laos, sous couvert de l'anonymat.

Depuis 2016, trois autres militants thaïlandais ont disparu dans ce pays d'Asie du Sud-Est, "probablement assassinés", d'après Human Rights Watch (HRW).

Tous avaient épousé la cause du républicanisme, un tabou considéré comme un crime de lèse-majesté, passible de quinze ans de prison ici.

Ils sont une trentaine à être encore cachés au Laos, selon HRW. Ils vivent à plusieurs pour des questions de sécurité, sortent peu et subsistent grâce à un petit réseau de sympathisants aux quatre coins du monde.

Après le coup d'Etat, plusieurs dizaines d'universitaires et activistes ont fui vers les pays voisins, l'Europe ou les Etats-Unis.

Depuis près de cinq ans, l'opposition a été réduite au silence.

Les rassemblements politiques ne sont à nouveau autorisés que depuis fin 2018, à l'approche des élections de dimanche, les premières depuis 2011.

Ceux qui ont défié avant cela l'interdiction de réunion à caractère politique ont souvent été traînés en justice.

Par ailleurs, au moins 1.800 civils font l'objet de poursuites devant des tribunaux militaires alors que, d'après les règles internationales, ils devraient être poursuivis devant des instances civiles, selon HRW.

Plus de 90 journalistes ou blogueurs ont été accusés de lèse-majesté, près de 70 d'atteinte à la sécurité de l'Etat. Et le pays a reculé de dix places depuis 2014 dans le classement de Reporters Sans Frontières, au 140^e rang sur 180.

Et les activistes s'inquiètent pour l'après élection.

"Rien n'indique que la situation va s'améliorer. Prayut Chan-O-Cha est en bonne voie pour conserver le pouvoir", estime Sunai Phasuk, de HRW, évoquant les ambitions du chef de la junte de rester Premier ministre.

"Il pourra s'appuyer sur la nouvelle Constitution antidémocratique et un contrôle des réseaux sociaux renforcé avec la loi sur la cybersécurité", adoptée fin février, ajoute-t-il. Cette loi controversée oblige tout citoyen à fournir des informations en cas de "suspicion raisonnable" ou d'"urgence".

Source : AFP

Loi sur la cybersécurité en Thaïlande : le chef de la junte se veut rassurant

14 mars 2019

Le chef de la junte militaire au pouvoir en Thaïlande a affirmé jeudi que la loi controversée sur la cybersécurité dont le pays vient de se doter ne servirait pas à installer "des écoutes téléphoniques".

"Quand je parle de cybersécurité, ne faites pas de confusion avec les droits de l'homme", a déclaré à un parterre d'investisseurs réunis à Bangkok le général Prayut Chan-o-Cha, assurant que la nouvelle loi visait à renforcer la sécurité des transactions en ligne.

Le Parlement thaïlandais a adopté le 28 février une loi sur la cybersécurité critiquée tant par les défenseurs des droits de l'homme, qui la jugent liberticide, que par des sociétés inquiètes d'une surveillance de leurs transactions financières et données commerciales. Le royaume s'apprête à organiser le 24 mars les premières législatives depuis le coup d'Etat militaire de 2014.

Le chef de la junte espère bien conserver le pouvoir à l'issue du scrutin.

La nouvelle loi instaure un organisme gouvernemental doté de très larges pouvoirs, habilité à surveiller, sans autorisation judiciaire préalable, le trafic internet, à contraindre particuliers ou entreprises privées à fournir des informations, à ordonner la suppression de contenus.

L'Asia Internet Coalition, une association professionnelle rassemblant des entreprises comme Google et Facebook, a mis en garde contre la formulation trop vague de la loi et le risque qu'elle octroie au gouvernement le pouvoir de s'emparer des données des utilisateurs.

Depuis son arrivée au pouvoir, la junte a cherché à faire taire les critiques sur le web. Son chef s'emploie à présent à redorer son image grâce à Instagram et Facebook pour montrer un visage moins dur et plus proche du peuple.

Source : AFP

Les Philippines quittent la CPI, qui enquête sur leur président

17-03-2019

Les Philippines doivent se retirer officiellement dimanche de la Cour pénale internationale (CPI), qui enquête sur les violences commises dans le cadre de la répression féroce du trafic de

drogue lancée par leur président, Rodrigo Duterte. Depuis la fondation de la CPI en 2002, ce sera le deuxième pays à le faire, après le Burundi en 2017.

La CPI a vu son prestige écorné ces dernières années par l'échec de procédures qui se sont achevées par des acquittements ou les menaces d'Etats de quitter l'instance. Le départ des Philippines est dû à l'ouverture d'une enquête préliminaire en février 2018 contre son président, instigateur à partir de 2016 d'une lutte brutale contre le trafic de stupéfiants (milliers de morts).

Les dirigeants de la Cour de La Haye ont déjà indiqué que cette enquête se poursuivrait malgré tout, ses statuts précisant que le départ d'un Etat membre ne clôt pas les procédures le concernant.

Selon les chiffres de la police, 5.176 usagers ou trafiquants ont été tués en tentant d'échapper à une arrestation. Mais des organisations de défense des droits de l'homme estiment que leur nombre est en réalité au moins trois fois supérieur, et critiquent une "guerre contre les pauvres" qui masque les graves lacunes de l'Etat de droit.

Outre le Burundi qui est passé aux actes, d'autres pays africains ont envisagé ou menacé de partir (Afrique du Sud, Gambie, Kenya et Zambie) en accusant les juges d'être partiaux. L'un des succès récents de la CPI a été d'enregistrer l'adhésion début mars de la Malaisie, l'un des rares Etats membres asiatiques.

Source : AFP

Sri Lanka : le président Sirisena refuse d'enquêter sur la guerre civile

06 mars 2019

Nouvelle lutte au sommet au Sri Lanka : le président Maithripala Sirisena annonce qu'il ne souhaite pas enquêter sur les atrocités de la guerre civile, qui s'est terminée en 2009 après 37 ans de conflit. Mais son gouvernement n'est pas d'accord.

Le président Sirisena prend de court une fois de plus les Sri-Lankais en annonçant qu'il va demander aux Nations unies de revenir sur leur résolution qui appelle à des enquêtes crédibles sur de possibles atrocités commises lors de la guerre.

Pourtant, Maithripala Sirisena a été élu il y a quatre ans sur la promesse faite aux Tamouls de demander des comptes aux militaires, accusés d'avoir tué au moins 40 000 civils Tamouls dans les derniers jours du conflit.

Mais depuis, le président a tenté d'évincer son Premier ministre et de mettre à la place Mahinda Rajapaksa, qui était le président du Sri Lanka lorsque les Tamouls ont été écrasés. Et même si, selon l'ONU, Colombo a accompli depuis 2015 des gestes symboliques pour une réconciliation et mené à bien quelques réformes, il estime aussi que les mesures prises ne sont pas à la hauteur.

Source : RFI

Japon : soupçonné de corruption, le patron des JO 2020 annonce son départ

19 mars 2019

Le patron des Jeux olympiques 2020 de Tokyo, Tsunekazu Takeda, annonce sa décision de quitter en juin la présidence du Comité olympique japonais à la suite de sa mise en examen par la justice française pour corruption active.

Maitre d'œuvre de la candidature japonaise et de sa victoire en 2013 à Buenos Aires, il est accusé d'avoir autorisé des versements suspects pour gagner la voix de membres africains du CIO. Il rejette toutefois les accusations portées contre lui.

Selon la justice française, avant le vote de Buenos Aires pour l'attribution de JO 2020 brigués par Tokyo, Istanbul et Madrid, Tsunekazu Takeda a fait verser 1,8 million d'euros à la famille du Sénégalais Lamine Diack, alors président de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF).

Source : RFI

À un mois des élections, l'Inde renforce son contrôle des réseaux sociaux

14 mars 2019

Les règles encadrant la campagne électorale vont désormais s'appliquer aux réseaux sociaux pour mieux lutter contre les « fake news ». La désinformation a récemment atteint des sommets en Inde et représente une menace pour les législatives prévues du 11 avril au 19 mai.

Après dix jours de bombardement médiatique, les publicités à la gloire du premier ministre Narendra Modi ont brusquement disparu lundi des journaux indiens. Le code de conduite encadrant la campagne électorale est entré en vigueur la veille, dès l'annonce du calendrier des législatives qui doteront la plus grande démocratie du monde d'un nouveau premier ministre.

Un scrutin à la mesure de ce pays de 1,34 milliard d'habitants, qui s'étendra du 11 avril au 19 mai. « Aucune publicité louant les actions du gouvernement ne doit être diffusée avec l'argent des finances publiques », a rappelé la Commission électorale, avant d'annoncer de nouvelles règles pour limiter aussi le comportement agressif des partis sur Internet.

Face à l'ampleur de la désinformation, la Commission va pour la première fois contrôler la campagne sur les réseaux sociaux. D'après le commissaire en chef des élections, les principales plateformes de réseaux sociaux - Facebook, WhatsApp, Twitter, Google et Share Chat - se sont engagées à ne diffuser que les publicités politiques déjà validées par la Commission électorale.

Les SMS et les messages vocaux, très utilisés pour faire campagne en Inde, sont dorénavant soumis à cette règle de précertification des publicités, comme le sont déjà les spots électoraux diffusés à la radio ou sur Internet.

Les plateformes doivent également supprimer les contenus offensants repérés par les experts de la Commission. Les comptes des partis et des personnalités politiques seront surveillés de près. Les candidats devront d'ailleurs fournir des détails relatifs à leurs comptes Twitter ou Facebook pour se présenter aux élections.

Les dépenses qu'ils effectueront pour promouvoir leur candidature sur ces plateformes seront alors directement inscrites au registre des dépenses de campagnes. Les réseaux sociaux devront

enfin assurer une « période de silence » de 48 h avant le vote. Une mesure difficile à contrôler, les électeurs des différentes régions du pays n'étant pas appelés à voter en même temps.

Le pays, dont un tiers des habitants est connecté, est particulièrement vulnérable aux « fakes news » sur Internet, aux conséquences parfois dramatiques. En 2018, des dizaines de personnes ont été lynchées à mort par des habitants, après la propagation de fausses rumeurs via l'application WhatsApp.

La lutte contre la désinformation est un défi majeur en cette période d'élections, dans un contexte de tensions ethniques et sociales attisées par les partis. Les mouvements nationalistes hindous profitent de la récente crise autour du Cachemire avec le Pakistan, majoritairement musulman, pour mobiliser leur électorat.

Depuis l'attentat qui a tué 40 paramilitaires sur le territoire indien mi-février, la désinformation a pris des proportions considérables sur les réseaux sociaux. Ces fausses nouvelles ont exacerbé le sentiment nationaliste et antimusulman à travers le pays, même dans les villages les moins connectés.

Source : LeFigaro.fr / Alice Brogat

Mongolie : l'air vicié force des milliers d'enfants à l'exode

14 mars 2019

La Mongolie, ses steppes à perte de vue, ses lacs et ses nomades... Un paysage de carte postale caché l'hiver par l'épais brouillard toxique qui englobe la capitale, où des milliers d'enfants sont contraints à l'exil à cause des risques pour leur santé.

Oulan-Bator, où vit près de la moitié de la population de ce pays de plus de 3 millions d'habitants, est l'une des villes les plus polluées du monde, victime du chauffage au charbon encore couramment utilisé.

La majorité des habitants résident dans des bidonvilles en périphérie, dans des tentes traditionnelles – les yourtes – sans eau courante ni système d'évacuation. Pour des milliers de parents, le dilemme est cornélien : garder ses enfants auprès de soi au risque de mettre leur vie en danger ou les envoyer vivre au vert pour les préserver de la pollution ?

Dans ce pays enclavé entre la Russie et la Chine et grand comme trois fois la France, l'air toxique provoque un véritable exode hors de la capitale. Les experts préviennent que la pollution est désastreuse pour les enfants, pouvant causer retard de développement, maladies chroniques, voire la mort. L'hiver, les hôpitaux sont pleins.

Selon certaines mesures, Oulan-Bator, capitale la plus froide du monde, est aussi la plus polluée. Les particules fines sont nocives car elles pénètrent profondément dans les poumons. Leur concentration atteignait 3.320 microgrammes par m³ en janvier, soit 133 fois la recommandation de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

De quoi attiser les tensions sociales. Les habitants les plus fortunés d'Oulan-Bator n'hésitent pas à accuser les migrants des bidonvilles et à réclamer leur expulsion. Mais pour ces derniers, le chauffage au charbon est le seul accessible.

Pour tenter d'enrayer le problème, les autorités ont interdit les mouvements migratoires à l'intérieur du pays en 2017. Et depuis mai 2018, le chauffage au charbon n'est théoriquement plus autorisé. Sans résultat probant pour le moment.

Les habitants qui en ont les moyens, eux, fuient à l'étranger durant les périodes de forte pollution. Les effets de la pollution sont désastreux pour les adultes, mais les enfants sont encore plus vulnérables.

Source : AFP

Kazakhstan : des dizaines de manifestants anti-régime interpellés

22 mars 2019

La police a interpellé plusieurs dizaines de manifestants antigouvernementaux, vendredi dans les deux plus grandes villes du Kazakhstan, au surlendemain de la démission surprise du président Nursultan Nazarbaïev, ont constaté des journalistes de Reuters.

Ces manifestations étaient organisées par l'adversaire de Nazarbaïev, le banquier en fuite et opposant politique Moukhtar Abliazov, qui accuse le président démissionnaire d'organiser une succession dynastique qui verrait sa fille Dariga accéder à la fonction suprême.

Dariga Nazarbaïeva a été élue présidente de la chambre haute du parlement cette semaine, tandis que Kassim-Jomart Tokaïev, l'ex-dirigeant du Sénat, était chargé d'assumer l'intérim de la présidence du pays. Une élection présidentielle est prévue l'année prochaine au Kazakhstan.

Plusieurs dizaines de partisans d'Abliazov, qui vit en France, sont descendus dans les rues d'Almaty, ex-capitale et plus grande ville du pays, et d'Astana, l'actuelle capitale qui, sur proposition de Tokaïev, est appelée à être rebaptisée Nur-Sultan.

Source : Reuters

Kazakhstan : le nouveau président, un diplomate loyal et expérimenté

20 mars 2019

L'homme qui a remplacé mercredi Noursoultan Nazarbaïev à la présidence du Kazakhstan, après environ trois décennies de règne, a connu une riche carrière au sein de l'élite politique de ce vaste pays d'Asie centrale.

Kassym-Jomart Tokaïev, 65 ans, doit occuper la fonction de président jusqu'à l'élection d'avril 2020. L'ex-président Nazarbaïev, "Père de la Nation" kazakhe, selon son titre officiel, conserve néanmoins des pouvoirs importants après sa démission surprise mardi.

Diplomate chevronné, M. Tokaïev est né au Kazakhstan en 1953 dans une famille de l'intelligentsia soviétique. En 1975, il sort diplômé du prestigieux institut d'Etat des relations internationales de Moscou (MGIMO).

Il commence ensuite une carrière de diplomate qui fera de lui une personnalité politique de premier plan après l'indépendance du Kazakhstan en 1991. Il est nommé à deux reprises ministre des Affaires étrangères, ainsi que Premier ministre de 1999 à 2002.

Mais c'est son poste de président du Sénat qui exprime le mieux la confiance que lui accorde Noursoultan Nazarbaïev. Tokaïev a occupé cette fonction à deux reprises, de 2007 à 2011, puis à partir de 2013 jusqu'à sa prestation de serment mercredi. Il a été remplacé à ce poste par la propre fille de M. Nazarbaïev, Dariga Nazarbaïeva.

Selon la constitution kazakhe, le président du Sénat assure la succession du chef de l'Etat en cas de vacance du pouvoir. Kassym-Jomart Tokaïev a également été Secrétaire Général adjoint des Nations Unies entre 2011 et 2013, ce qui avait fait de lui le premier citoyen kazakh à occuper un poste aussi élevé dans une organisation internationale.

Ces dernières années, il a essayé de corriger son image d'homme de l'ombre peu connu du grand public en postant régulièrement des messages sur le réseau social Twitter. En 2017, l'un de ses tweets était notamment une attaque virulente contre le président à l'époque du Kirghizstan, Almazbek Atambaïev, dont le pays entretient des relations parfois tendues avec le Kazakhstan.

Ses marques répétées de loyauté à l'égard de l'ex-président, et son attitude solennelle lui ont valu d'être critiqué pour son manque de charisme.

L'opposant en exil et ancien ministre de l'Energie Moukhtar Abliazov, condamné pour détournements de fonds au Kazakhstan, avait ainsi un jour comparé M. Tokaïev à un meuble.

Mardi, Moukhtar Abliazov, qui est considéré comme l'ennemi juré de Noursoultan Nazarbaev, a repris cette formule en affirmant dans un message sur Facebook que l'ex-chef d'Etat kazakh avait nommé "le meuble à la présidence".

"Mais ce ne sera pas pour longtemps !", a-t-il ajouté.

Source : AFP

L'Afghanistan célèbre sa première Journée nationale des journalistes

18-03-2019

L'Afghanistan a célébré lundi 18 mars sa première Journée nationale des journalistes, alors qu'il est l'un des pays les plus dangereux au monde pour eux. La violence à l'encontre des journalistes est en hausse et a déjà coûté la vie à quatre d'entre eux depuis le début de cette année.

Le dernier meurtre remonte à vendredi, lorsque des hommes armés ont abattu Sultan Mahmood Khairkhaw, journaliste de radio et de télévision basé dans la province de Khost (sud-est).

L'essor de médias libres est considéré comme l'un des plus grands succès de l'Afghanistan post-talibans.

Le pays compte plus d'une centaine de chaînes de télévision, 284 stations de radio et quelque 400 journaux et magazines, selon un récent rapport gouvernemental. La plupart de ces organisations sont privées.

Selon l'organisation Reporters sans frontières (RSF), l'année 2018 a été la plus meurtrière pour les journalistes d'Afghanistan et 60 reporters et employés de médias ont été tués depuis l'invasion américaine de 2001.

Source : RFI

En Afghanistan, la jeunesse veut la paix mais pas celle des talibans

17-03-2019

Assis dans son salon de beauté pour hommes à Kaboul, Zabihullah, rêve de paix pour l'Afghanistan, mais pas au prix d'un retour de la police religieuse traquant et frappant les gens pour leurs coiffures ou leurs vêtements.

Enfant, il travaillait chez un barbier alors que les talibans étaient au pouvoir dans les années 90. "Je me souviens que la police religieuse des talibans amenait chaque jour de jeunes hommes pour qu'on leur rase la tête en punition car ils avaient osé se faire une coiffure", souligne le jeune homme de 25 ans, qui a lui-même les cheveux longs attachés en arrière.

Les talibans ont été chassés en 2001 et Kaboul regorge à présent de salons comme le sien, pleins de clients branchés en quête de la dernière tendance occidentale, musique pop en fond sonore. La population de l'Afghanistan, estimée à 35 millions de personnes, est très jeune, avec près des deux tiers sous la barre des 25 ans. Des millions d'entre eux ont grandi en milieu urbain.

Zabihullah fait partie de cette génération qui comprend de nombreux militants, journalistes, mannequins ou vedettes des réseaux sociaux et qui est vent debout contre l'idéologie des talibans.

Mais à mesure que les pourparlers de paix entre insurgés et Etats-Unis se prolongent et font état de progrès croissants, ils se rendent compte que les talibans pourraient revenir dans le jeu politique, ce qui les inquiète profondément. "Je ne veux pas d'une paix dans laquelle je perdrais mes libertés", lâche Zabihullah.

Les femmes, que les talibans avaient à l'époque confinées à l'espace domestique et contraintes à porter la burqa, sont sur la même ligne que la jeunesse, prévenant qu'elles ont changé depuis 2001 et ne sont pas prêtes à faire des compromis quant à leurs droits.

Cependant, les habitants des campagnes, où dominant des traditions très conservatrices et patriarcales, à l'opposé du relatif cosmopolitisme de villes comme Kaboul, semblent souvent moins réticents à accepter les restrictions exigées par les talibans.

Les talibans affirment pour leur part avoir modéré leurs positions sur certaines questions sociales. Ceux qui vivent actuellement sous leur joug ne sont toutefois pas de cet avis. Le mouvement n'a à ce stade pas indiqué clairement quel rôle il entend jouer dans la gouvernance du pays et dans la société civile.

Source : AFP

Tensions entre Washington et Kaboul sur les négociations avec les taliban

15 mars 2019

Les Etats-Unis et l'Afghanistan ont eu jeudi une querelle publique à propos des pourparlers de paix menés par des négociateurs américains avec des représentants des taliban, un représentant afghan accusant Washington de vouloir "délégitimer" le gouvernement afghan en l'excluant des discussions.

Hamdullah Mohib, ancien ambassadeur de l'Afghanistan à Washington et actuel conseiller à la sécurité nationale du président afghan Ashraf Ghani, s'en est pris à l'émissaire spécial américain Zalmay Khalilzad qu'il a accusé de manque de transparence.

Une nouvelle série de pourparlers entre négociateurs américains et représentants des talibans a été bouclée sans qu'un accord ne soit conclu sur la date du retrait des forces étrangères d'Afghanistan.

"Soit Khalilzad ne sait pas négocier, (soit) il y a peut-être d'autres raisons cachées", a dit Mohib à propos du négociateur en chef des Etats-Unis lors d'une conférence de presse à l'ambassade afghane.

"La raison pour laquelle il délégitime le gouvernement afghan et l'affaiblit, renforçant par la même occasion les Taliban, ne peut avoir qu'une seule orientation. Et ce n'est certainement pas la paix", a-t-il poursuivi.

Cette critique stridente, qui souligne les tensions entre Washington et Kaboul autour des modalités du processus de paix, a provoqué une réprimande de la part du département d'Etat américain.

Source : Reuters

Afghanistan : frappes aériennes contre des membres d'al-Qaïda à Ghazni

14 mars 2019

Une trentaine de terroristes, dont plusieurs membres d'al-Qaïda ont été tués dans des frappes aériennes jeudi 14 mars dans le sud de l'Afghanistan, selon une déclaration du ministère de la Défense afghan.

Cette information rappelle que le groupe al-Qaïda est toujours présent en Afghanistan bien qu'aucune attaque perpétrée au cours de ces dernières années en Afghanistan n'ait été revendiquée par l'organisation terroriste fondée entre autres par Oussama ben Laden.

Source : RFI

Pakistan : 6 policiers tués dans une attaque au Baloutchistan

20 mars 2019

Six policiers pakistanais ont été tués dans une attaque dans la province instable du Baloutchistan (sud-ouest), qui a été revendiquée par les talibans, ont annoncé mercredi des responsables locaux.

Les talibans pakistanais ont revendiqué cette attaque dans un courriel envoyé aux médias. Dimanche, 4 personnes avaient été tuées et 7 blessées dans une attaque à la bombe dans cette province pétrolière et gazière.

Frontalière avec l'Afghanistan et l'Iran, la province du Baloutchistan est secouée par une insurrection séparatiste et des violences islamistes, qui ont fait des centaines de morts ces dernières années.

Source : AFP

Le Pakistan sanctionne des groupes islamistes mais peine à convaincre

16 mars 2019

Devant la mosquée du Jamaat-ud-Dawa (JuD), toute référence à ce groupe considéré comme terroriste a disparu. Deux semaines après la crise aiguë qui l'a opposé à l'Inde, le Pakistan est sous forte pression pour éliminer les organisations extrémistes actives sur son territoire et convaincre de sa bonne foi.

Les premières arrestations de militants islamistes ont été annoncées le 5 mars, moins d'une semaine après la grave confrontation qui a opposé New Delhi et Islamabad au sujet de la région disputée du Cachemire.

L'Inde accuse de longue date le Pakistan d'héberger des terroristes sur son sol et de s'en servir comme base pour l'attaquer, notamment dans le cas de l'attentat-suicide du 14 février à Pulwama, qui a déclenché la crise.

Plus d'une centaine d'interpellations ont eu lieu au total selon les autorités, de même que le gel des comptes et la saisie de biens. D'après un décompte de l'AFP, les autorités ont déclaré avoir pris le contrôle de plus de 700 mosquées, madrasa et dispensaires.

"Le gouvernement ne permettra à aucun groupe insurgé d'utiliser le sol pakistanais pour aucune sorte d'activité terroriste en dehors du pays", a lancé le Premier ministre Imran Khan peu après. "Nous sommes un pays responsable", a-t-il ajouté, plaidant pour un "Pakistan stable et pacifique", ayant tout à gagner à se présenter sous un jour attractif pour les investisseurs.

Mais le Pakistan aura fort à faire pour convaincre que cette opération, qui n'est pas la première de ce type, est sincère. Le blocage par son allié chinois, mercredi au Conseil de sécurité de l'ONU de sanctions contre le chef du groupe Jaish-e-Mohammad (JeM) Masood Azhar, a renforcé la suspicion que les mesures prises sont essentiellement cosmétiques.

Si Azhar avait été placé sur liste noire, le Pakistan aurait été moralement contraint de l'arrêter, explique un diplomate. "Le Pakistan cherche-t-il tout simplement à nous bernier ?", s'interroge ce diplomate. "Je dirais que oui." L'Inde non plus ne fait pas mystère de son scepticisme quant aux mesures annoncées par le Pakistan.

La France a annoncé vendredi le gel des avoirs de Masood Azhar "à titre national".

La répression a visé notamment le JeM, qui avait revendiqué l'attaque de Pulwama, et le JuD, organisme de charité considéré comme une émanation du groupe Lashkar-e-Taiba (LeT), accusé par l'Inde et les Etats-Unis d'être responsable des attentats de Bombay en 2008.

Le JuD est très actif et populaire dans le pays pour son aide humanitaire aux pauvres. "On nous a ordonné de fermer nos centres de santé et de remettre nos ambulances et nos séminaires" aux autorités, a déclaré à l'AFP Aqbar Khan, cadre du JuD à Peshawar. "Nos leaders nous ont demandé de tout accepter et de faire profil bas."

Pour la chercheuse du Wilson center Huma Yusuf, "la fermeture de grandes infrastructures est une étape très importante, mais (qui) ne montre pas que l'ensemble du réseau a été démantelé". "Il y a toujours des milliers d'activistes dans le pays. Que fait-on d'eux ?

Selon elle, il "s'agit clairement d'une réaction forte" aux pressions diplomatiques et à celles du Groupe d'action financière (Gafi), un organisme qui menace de le placer prochainement sur une liste noire des pays finançant le terrorisme.

Une telle décision constituerait un revers majeur pour le Pakistan et pourrait affaiblir son économie, déjà dans le rouge.

Mais même une telle perspective ne pourrait pas suffire à convaincre les puissantes agences militaires pakistanaises de couper les ponts avec les islamistes.

Source : AFP

L'Iran exhorte le Pakistan à agir "de manière décisive contre les terroristes"

10 mars 2019

Le président iranien Hassan Rohani a exhorté le Pakistan à agir "de manière décisive contre les terroristes anti-Iraniens", lors d'un entretien téléphonique avec le Premier ministre pakistanais, a-t-on indiqué de source officielle dimanche.

Cette conversation entre M. Rohani et Imran Khan, intervient un mois après un attentat meurtrier contre les forces de sécurité iraniennes dans la province du Sistan-Balouchistan, frontalière du Pakistan. Téhéran affirme que l'attentat à la voiture piégée ayant tué le 13 février 27 membres des Gardiens de la Révolution, a été commis par un Pakistanais.

L'attentat a été revendiqué par le groupe jihadiste Jaïch al-Adel (Armée de la Justice), formé en 2012 par d'ex-membres d'une organisation sunnite extrémiste ayant mené une rébellion au Sistan-Baloutchistan jusqu'en 2010 et considéré comme "terroriste" par Téhéran.

Le chef des Gardiens de la Révolution, Mohammad Ali Jafari, avait accusé l'armée et les renseignements pakistanais de soutenir ce groupe. Et l'ambassadrice du Pakistan avait été convoquée au ministère iranien des Affaires étrangères qui avait exhorté Islamabad à "affronter sérieusement les groupes terroristes actifs" à la frontière irano-pakistanaise.

Lors d'un entretien téléphonique avec le Premier ministre pakistanais samedi soir, le président Rohani a appelé à préserver les bonnes relations entre les deux pays, et accusé les ennemis traditionnels de Téhéran.

"Nous ne devons pas permettre que des décennies d'amitié et de fraternité entre les deux pays soient affectées par des groupuscules terroristes, dont nous savons tous les deux qui les arme et les finance", a dit le président iranien.

Il faisait allusion aux Etats-Unis et Israël, ainsi qu'à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis, qu'il accuse d'aider les groupes jihadistes responsables des attaques menées depuis le Pakistan.

Source : AFP

EURASIE

Route de la Soie : le président chinois arrive en Italie ; les investissements chinois en Europe, un boom entre inquiétudes et tensions

21 mars 2019

Le président chinois, Xi Jinping, est arrivé jeudi soir à Rome, première étape d'une mini-tournée qui doit aussi le conduire à Monaco et en France, dans un contexte d'inquiétudes face au projet de "nouvelles routes de la soie" lancé par Pékin. Xi Jinping va signer un protocole d'accord en vue de faire de l'Italie le premier pays du G7 à rallier les "nouvelles routes de la soie".

Ce projet pharaonique lancé par Pékin en 2013 prévoit des investissements de plus de 1.000 milliards de dollars dans des infrastructures routières, ferroviaires et maritimes.

Un millier de policiers supplémentaires ont été déployés dans Rome pour assurer la sécurité de cette visite, qui doit se poursuivre samedi après-midi à Palerme.

La décision de l'Italie de rejoindre le projet chinois a suscité la perplexité de ses alliés occidentaux, mais aussi des réserves au sein de l'aile souverainiste du gouvernement populiste italien.

Car si la Pologne et la Grèce ont déjà franchi le pas, les "nouvelles routes de la soie" sont parfois soupçonnées en Europe de l'ouest d'être un moyen pour la Chine d'étendre son influence politique.

Les divisions sont également vives sur l'attitude à adopter face à Huawei, alors que les Etats-Unis redoutent que les produits du géant chinois des télécoms, en particulier dans le développement de la 5G, ne permettent à Pékin d'espionner les communications de l'Occident.

La Chine a investi au moins 145 milliards d'euros en Europe depuis 2010, mais la tendance est au ralentissement, à l'heure où plusieurs États durcissent leurs mesures pour encadrer les acquisitions du géant asiatique.

L'Union européenne reste divisée sur l'attitude à adopter face à Pékin.

Le suédois Volvo Cars (automobile), l'italien Pirelli (pneus), les français Club Med (tourisme), St Hubert (margarines) et Lanvin (mode), les allemands Kuka et KraussMaffei (machines-outils) : autant de fleurons passés sous pavillon chinois.

Depuis 2000, 60% des investissements chinois en Europe viennent de groupes étatiques contrôlés par Pékin. Les pays d'Europe orientale n'ont accueilli que 1,5% des investissements chinois dans l'UE en 2018, et l'Europe du Sud 13%, selon Rodhium. Ces régions se montrent cependant particulièrement bienveillantes envers Pékin.

Rome s'apprête à signer un protocole d'accord pour intégrer les « Routes de la soie », colossal projet d'infrastructures piloté par Pékin, à la suite de plusieurs pays européens (Grèce, Portugal, Hongrie, Pologne). Athènes a cédé en 2016 son port du Pirée au géant chinois du fret Cosco, qui contrôle également en Espagne les ports à conteneurs de Valence et Bilbao.

Le Portugal a tissé d'étroits liens avec Pékin à la faveur de la crise financière, recevant, selon Rodhium, 6 milliards d'euros de capitaux chinois, visant notamment sa première banque privée,

l'assureur Felidade et le gestionnaire du réseau électrique (REN). Et Lisbonne ne s'est pas opposé à l'OPA lancée sur l'électricien Energias de Portugal (EDP), premier groupe du pays.

En République tchèque, une visite de Xi Jinping en 2016 avait scellé des investissements massifs du chinois CEFC dans des médias, le transport aérien et un club de football. Le patron de CEFC, Ye Jianming, avait même été nommé conseiller économique du président tchèque Milos Zeman.

Le 14 février, le Parlement européen a approuvé un cadre de contrôle des investissements étrangers dans l'Union européenne dans les secteurs stratégiques (intelligence artificielle, télécoms, robotique...)

Poussé à l'origine par la France, l'Allemagne et (à l'époque) l'Italie, inquiètes de voir des groupes étrangers s'offrir à moindre coût et d'une manière jugée déloyale une expertise et des technologies clés, le texte a été adopté début mars par les États-membres.

La Commission n'aura certes pas elle-même la possibilité de bloquer un investissement, mais quatorze pays sont déjà dotés d'un dispositif de filtrage et les législations se durcissent. Paris a précisé depuis 2014 les secteurs à surveiller, avant qu'Emmanuel Macron n'en fasse un cheval de bataille.

Selon Rodhium, presque la moitié des investissements chinois dans l'UE en 2018 relevaient de secteurs jugés « sensibles ».

Les États-Unis, engagés dans une guerre commerciale et une rivalité technologique avec Pékin, multiplient les avertissements.

Washington exerce une pression particulière sur l'Allemagne, menaçant de ne plus partager d'informations confidentielles si Berlin n'écarte pas les équipementiers télécoms chinois des réseaux 5G. De même, les États-Unis se sont farouchement opposés mi-mars à l'OPA chinoise sur l'énergéticien portugais EDP.

Enfin, un responsable de la Maison Blanche, Garrett Marquis, a enjoint début mars l'Italie de ne pas légitimer les « Routes de la soie », estimant que les firmes italiennes n'en bénéficieront pas nécessairement et que la réputation de Rome sera « ternie à long terme ».

Pour l'UE, définir une position commune risque de s'avérer difficile dans la mesure où chaque capitale européenne s'emploie à attirer l'investisseur chinois.

L'UE est le premier partenaire commercial de la Chine et elle-même est le second marché des biens et services européens, après les États-Unis.

Les barrières à l'entrée de la Chine sont plus hautes que celles de l'UE dans la quasi-totalité des secteurs économiques. A la différence des États-Unis, qui a une flotte basée au Japon pour exercer une influence locale, l'UE ne peut guère impressionner la Chine sur un plan militaire et son approche est donc technique.

Sources : AFP, RFI, Reuters

Pays-Bas : percée de la droite populiste au Sénat, revers pour Rutte

21 mars 2019

Une jeune formation anti-immigration et eurosceptique est entrée en force au Sénat des Pays-Bas, où elle est désormais le plus grand parti après avoir détrôné celui du Premier ministre Mark Rutte, mis en difficulté trois jours après une fusillade "terroriste" à Utrecht.

Présent dans la chambre basse mais absent jusque-là du Sénat, le parti Forum pour la démocratie (FvD) de Thierry Baudet, 36 ans, est sorti grand vainqueur des élections provinciales qui servent à désigner les représentants à la chambre haute du parlement.

Le FvD, un parti existant depuis seulement deux ans, sera désormais le plus important au Sénat avec 13 sièges, suivi de près par le VVD de M. Rutte, qui en conserve 12 après le décompte de 98,5% des votes, ont rapporté jeudi la télévision publique NOS et l'agence de presse néerlandaise ANP.

Les résultats de ce scrutin, qui ont bouleversé le paysage politique néerlandais, sont suivis avec attention au-delà des frontières, à l'approche des européennes de mai, qui pourraient également voir une forte poussée des partis populistes.

Ces élections sont intervenues juste après la fusillade qui a fait trois morts lundi dans un tramway à Utrecht, dont le suspect va comparaître vendredi devant un juge d'instruction pour homicides à des fins "terroristes", a annoncé jeudi le parquet.

Mark Rutte est au pouvoir depuis huit ans. Mais ce revers le rend vulnérable en l'obligeant à obtenir le soutien de partis extérieurs à la coalition. Il n'exclut pas une éventuelle collaboration avec le FvD "sur certains sujets", a-t-il déclaré à des journalistes lors d'un déplacement à Bruxelles.

Thierry Baudet n'a pas manqué de se servir de la fusillade d'Utrecht pour sa campagne. "Les gouvernements successifs de Rutte ont laissé les frontières grandes ouvertes et battu toujours plus de records d'immigration, laissant entrer des centaines de milliers de personnes de cultures totalement différentes de la nôtre", a lancé M. Baudet.

"Nous l'avons vu lundi à Utrecht, des violeurs et des voleurs sont en liberté. C'est une honte", a-t-il ajouté, en référence au passé judiciaire du suspect d'origine turque de la fusillade. Les Pays-Bas ont déjà connu plusieurs dirigeants populistes flamboyants. Mais les populistes ont également gagné du terrain à travers l'Europe ces dernières années.

Source : AFP

La droite européenne sanctionne a minima le populiste Orban

20 mars 2019

La droite européenne a décidé mercredi de sanctionner a minima le dirigeant hongrois Viktor Orban après ses dérapages populistes contre Bruxelles ou l'immigration, pour ne pas se priver d'un allié de poids, avant le renouvellement du parlement de Strasbourg.

En suspendant provisoirement de ses rangs la formation du Premier ministre hongrois, le Fidesz, le Parti populaire européen (PPE) a mis en quelque sorte son "enfant terrible" sous surveillance. Une punition qui n'a visiblement pas impressionné M. Orban.

Concrètement, le Fidesz n'aura plus le droit de participer aux réunions du PPE, sera privé de ses droits de vote et ne pourra pas présenter de candidats à des postes en interne.

Aucune durée de suspension n'est mentionnée. Un comité de trois Sages devra rendre à l'automne un rapport d'évaluation sur la conduite du Fidesz.

Tout sourire à l'issue du vote, M. Orban s'est même vanté : "ce n'est pas possible de nous expulser, ou de nous suspendre, nous avons gagné quatre élections".

De fait, le Premier ministre hongrois a évité une exclusion définitive du PPE, comme l'avait notamment réclamé le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

Fin février, M. Orban s'était attiré les foudres de plusieurs de ses pairs après une campagne d'affichage contre M. Juncker, qui montrait ce dernier ricanant aux côtés du milliardaire américain juif d'origine hongroise, George Soros, et où il l'accusait de soutenir l'immigration sur le Vieux continent.

Mais il n'était pas possible de se prononcer pour l'exclusion totale car certains au PPE craignaient qu'exclure Orban n'ouvre la voie à une scission entre l'Est et l'Ouest du continent. Ils s'inquiétaient également de le voir se jeter dans les bras du vice-Premier ministre italien et ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, le chef de la Ligue (extrême droite).

M. Orban doit désormais remplir plusieurs conditions s'il veut rester au sein du PPE : l'arrêt de la campagne anti-Bruxelles, s'abstenir de telles campagnes à l'avenir et le maintien à Budapest de l'Université d'Europe centrale (CEU) fondée en 1991 par George Soros.

Concernant l'Université d'Europe centrale, sa bête noire, M. Orban ne bouge pas. Cet établissement de droit américain, s'estimant chassé par le Premier ministre nationaliste, va déménager l'essentiel de ses activités à Vienne.

Source : AFP

L'Allemagne avance avec Huawei sur sa 5G malgré les menaces américaines

19 mars 2019

L'Allemagne a lancé mardi les enchères pour l'octroi des chantiers de sa future 5G, refusant de bannir les équipementiers chinois comme Huawei, malgré les menaces de Washington de revoir la coopération sécuritaire transatlantique.

La chancelière Angela Merkel a déclaré mardi vouloir "n'exclure aucun entrepreneur ou acteur (de la 5G)", tout en annonçant l'inscription dans la loi allemande d'exigences accrues en terme de sécurité des réseaux.

"Nous donnons à chacun sa chance, mais bien sûr sans être naïf, nous voyons bien que les lois en Chine sont très différentes des nôtres", a ajouté la chancelière lors d'une conférence de presse en marge d'un sommet économique à Berlin.

Du fait de son avance technologique, le géant chinois est devenu un leader incontestable de la nouvelle génération ultrarapide de l'internet mobile. Et se passer de son expertise risque de freiner le développement de cette technologie cruciale en Europe.

Mais pour Washington, ses antennes sont une version contemporaine du cheval de Troie, les Américains soupçonnant l'entreprise de transmettre des données à Pékin, en vertu d'une loi obligeant à la collaboration.

L'Australie, le Japon et la Nouvelle-Zélande ont déjà exclu les équipementiers chinois pour ces raisons, et d'autres y réfléchissent, les services de renseignement occidentaux ayant été nombreux à adresser des mises en gardes à leurs gouvernements.

Les Etats-Unis ont pour leur part mis une pression toute particulière sur l'Allemagne, première économie européenne. Berlin est devenue une des cibles favorites de Donald Trump qui lui reproche pêle-mêle ses excédents commerciaux, la faiblesse de ses dépenses militaires ou encore ses approvisionnements en gaz auprès de la Russie.

L'ambassadeur américain Richard Grenell a ainsi adressé une lettre au ministre allemand de l'Economie Peter Altmaier, proche d'Angela Merkel, pour lui signifier que la partage d'informations confidentielles pouvait être revue si Berlin ne bannissait pas les Chinois de son internet ultra-rapide.

La menace s'est accentuée la semaine dernière, quand le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général américain Curtis Scaparrotti, a affirmé que les forces de l'Otan cesseraient de communiquer avec leurs collègues allemands si Berlin s'associait avec des groupes comme Huawei.

Source : AFP

Activités supposées d'espionnage par Huawei : l'Otan enfonce le clou

14 mars 2019

Le géant chinois des télécommunications est en pointe dans la technologie 5G, la cinquième génération des réseaux mobiles. De nombreux pays pourraient faire appel à Huawei pour développer cette technologie, ce que redoutent les Etats-Unis. Ce que redoute également l'Otan, organisation de coopération militaire entre des pays européens et nord-américains.

Les Etats-Unis, l'Australie, le Japon ou encore la Grande-Bretagne ont déjà annoncé que Huawei ne déploierait pas leur réseau 5G en raison des liens étroits que l'entreprise entretiendrait avec le gouvernement chinois, et du risque d'espionnage que Huawei pourrait représenter.

Source : RFI, Reuters / Yves Herman

Blanchiment d'argent : le Parlement européen critique les Etats

14 mars 2019

Le Parlement européen a « regretté » jeudi le rejet, par les gouvernements de l'Union européenne, de la liste noire du blanchiment de capitaux proposée par la Commission européenne, et mis en cause le lobbying exercé par certains pays visés.

Les 28 Etats de l'UE ont décidé le 7 mars dernier de contester cette liste provisoire de 23 pays et territoires parmi lesquels l'Arabie Saoudite et quatre territoires américains, les Samoa américaines, les Iles vierges américaines, Porto Rico et Guam.

« Le lobbying et la pression diplomatique des pays figurant sur la liste ont été et feront partie intégrante du processus de recensement des pays à haut risque », souligne le Parlement dans une résolution soutenue par tous les groupes politiques, à l'exception de l'extrême droite.

La commissaire européenne à la Justice, Vera Jourova, a elle-même déclaré, lors d'une audition devant le Parlement européen, qu'elle avait été soumise à un lobbying intense de la part de certains des pays inscrits sur la liste, citant l'Arabie saoudite, les Etats-Unis et le Panama.

La liste des pays tiers à haut risque est destinée à compléter la directive européenne relative à la prévention du blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme. Elle n'expose pas les pays qui y sont mentionnés à des sanctions mais impose aux acteurs financiers de l'Union européenne une vigilance renforcée dans les transactions.

Source : Reuters

Immigration : coup de pouce financier de l'UE aux pays d'accueil des migrants

14 mars 2019

Le Parlement européen adopte le Fonds asile et migration (Fami). Dix milliards d'euros pour la prochaine mandature seront alloués aux Etats membres pour faire face aux défis migratoires que connaissent les pays de l'Union européenne.

Le Fami pour la période 2021-2027 est doublé par rapport à la période actuelle. Dix milliards d'euros seront donc alloués à renforcer le régime d'asile européen commun, mais surtout pour financer l'accueil, la prise en charge et l'intégration des demandeurs d'asile. Ils doivent désormais être validés dans le prochain budget de l'Union après les élections de mai prochain.

Sources : RFI, Reuters / Darrin Zammit Lupi

La redevance contre les déchets en mer instaurée au niveau européen

13 mars 2019

Le Parlement européen a voté mercredi le projet de directive instaurant une redevance pour tous les navires faisant escale dans un port de l'Union européenne en contrepartie de la possibilité d'y abandonner la totalité de leurs déchets.

Pour que cette redevance ne devienne pas une incitation à larguer les déchets en mer, elle sera prélevée automatiquement, que les déchets soient ou non déposés dans le port.

Les ports de l'UE, quelle que soit leur taille, seront quant à eux, invités à s'équiper d'installations de gestion et de recyclage des différents déchets.

La directive, qui a fait l'objet d'un accord de principe entre le Parlement et les Etats membres, doit encore être adoptée formellement par le Conseil européen en vue d'une entrée en vigueur dans les deux ans.

Source : Reuters

Le SPD veut prolonger le moratoire sur les ventes d'armes à Ryad

19 mars 2019

Le Parti social-démocrate (SPD) allemand veut prolonger de six mois le moratoire sur les ventes d'armes allemandes à l'Arabie saoudite, décidé après le meurtre du journaliste Jamal Khashoggi en octobre dernier, a-t-on appris mardi de sources proches du parti, dont le groupe parlementaire s'est réuni à Berlin.

Le SPD appartient à la coalition au pouvoir à Berlin, dirigée par l'Union chrétienne-démocrate (CDU) d'Angela Merkel, qui est en désaccord sur ce sujet. A la suite de l'assassinat du journaliste saoudien Jamal Khashoggi à Istanbul, l'Allemagne a décidé unilatéralement de suspendre ses ventes d'armes à l'Arabie saoudite, son deuxième marché après l'Algérie.

Sous la pression de ses partenaires de défense européens, France et Royaume-Uni en tête, de nombreux membres de la CDU souhaitent mettre fin à ce moratoire, qui doit s'achever à la fin mars, estimant qu'il nuit à la réputation commerciale de l'Allemagne et à ses ambitions de développer une défense européenne commune.

Source : Reuters

Guerre de Bosnie : Radovan Karadzic condamné en appel à la prison à vie

21 mars 2019

La justice internationale a condamné mercredi en appel l'ex-chef politique des Serbes de Bosnie Radovan Karadzic à la prison à vie pour "l'étendue et la cruauté systématique" de ses crimes pendant la guerre de Bosnie (1992-95), durcissant sa peine initiale de 40 ans de prison.

Radovan Karadzic, 73 ans, avait été condamné en première instance en 2016 par le Tribunal pénal international international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), à La Haye, à 40 ans de prison pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

La justice le juge responsable de persécutions, meurtres, viols, traitements inhumains ou transferts forcés, notamment lors du siège de près de quatre ans de la capitale bosniaque Sarajevo, au cours duquel plus de 10.000 personnes sont mortes.

Le Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux (MTPI), qui a pris le relais du TPIY après sa fermeture en 2017, a rejeté mercredi l'appel de Karadzic, le condamnant "à la prison à vie".

L'Union européenne et les Etats-Unis ont tous deux salué ce verdict jugé crucial pour la réconciliation dans les Balkans, une région que l'Europe tente de prendre sous son aile et de soustraire à l'influence russe.

M. Karadzic était jugé pour sa responsabilité dans le siège de Sarajevo et le massacre de l'enclave de Srebrenica en 1995, le pire perpétré en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale,

que la justice internationale a qualifié de génocide. Il est également mis en cause dans le déplacement de populations sur des bases ethniques dans plusieurs autres villes du pays.

8.000 hommes et adolescents bosniaques musulmans ont été tués en juillet 1995 lors du massacre de Srebrenica, dont Radovan Karadzic a été l'un des artisans.

Le procureur Serge Bremmetz a estimé devant la presse qu'"on se souviendra(it) de Karadzic comme d'une criminel de guerre responsable de d'horribles souffrances humaines".

Toujours considéré comme un "héros" par beaucoup des siens, Karadzic avait fait appel sur 50 points de sa condamnation, dénonçant un "procès politique". L'accusation, qui demandait la prison à vie, avait, elle aussi, fait appel du jugement de première instance, jugé trop clément.

La décision concernant Radovan Karadzic est l'une des dernières de la justice internationale dans le cadre de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie après la chute du communisme en 1991.

Après la mort pendant son procès de l'ancien président serbe Slobodan Milosevic en 2006, Karadzic est le plus haut responsable à avoir dû rendre des comptes pour la guerre de Bosnie.

En 2017, le TPIY avait condamné à perpétuité pour des chefs d'inculpation similaires l'alter ego militaire de Karadzic, le général Ratko Mladic. L'ancien commandant de l'armée des Serbes de Bosnie, surnommé le "boucher des Balkans", a également fait appel.

Environ 100.000 personnes sont mortes et 2,2 millions de personnes se sont trouvées sans abri lors des combats qui se sont déroulés en Bosnie entre 1992 et 1995, opposant Musulmans, Serbes et Croates.

Source : AFP

Italie : Salvini ne sera pas jugé pour séquestration de migrants ; l'Italie saisit un nouveau navire humanitaire bloqué au large de ses côtes

20 mars 2019

Le Sénat italien a bloqué mercredi la tenue d'un procès contre le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini (extrême droite), accusé de séquestration de personnes pour avoir interdit plusieurs jours en août le débarquement de dizaines de migrants.

Dans la nuit du 15 au 16 août, les garde-côtes italiens avaient secouru 177 migrants en détresse, essentiellement érythréens, et les avaient transférés sur le Diciotti, l'un des deux gros navires des garde-côtes italiens désormais cantonnés à Catane (Sicile).

Le Diciotti a navigué plusieurs jours au large de l'île italienne de Lampedusa, où quelques malades ont été évacués, puis il a accosté à Catane, où seuls les mineurs puis les femmes ont pu débarquer.

Les hommes n'ont été autorisés à descendre que le 25 août au soir, après que l'Eglise d'Italie, l'Irlande et l'Albanie se sont engagés à les prendre en charge. La plupart des migrants concernés ont cependant rapidement déserté leur centre d'accueil pour poursuivre vers le nord. Certains sont installés en région parisienne.

Après avoir ouvert une enquête pour séquestration de personnes contre M. Salvini, le parquet de Catane avait requis début novembre le classement de l'affaire.

Mais le tribunal des ministres, composé de trois magistrats tirés au sort, a demandé au Sénat la permission d'entamer ce procès. M. Salvini est en effet sénateur de Calabre.

La Constitution permet au Parlement de bloquer des poursuites contre un ministre si les élus considèrent qu'il a agi dans le cadre de ses fonctions et dans l'intérêt supérieur de l'Etat. L'affaire a provoqué des remous au sein du Mouvement 5 étoiles, allié gouvernemental de M. Salvini, dont le refus de toute forme d'immunité pour les politiques était l'un des principes de base.

L'homme fort du gouvernement a assuré que sa politique de fermeté, qui a quasiment stoppé les arrivées de migrants déjà en très forte baisse avant son arrivée au pouvoir, avait sauvé "des milliers de vies": "Moins de départs, moins d'arrivées, moins de morts", a-t-il martelé.

Pour l'année 2019, M. Salvini a ainsi évoqué un bilan de "un mort récupéré en mer", même si l'Organisation internationale pour les migrations (IOM) fait état de 152 morts et disparus en Méditerranée centrale.

Signe de la fermeté, la police a placé mardi soir sous séquestre le Mare Jonio, affrété par un collectif de gauche, tout en laissant débarquer sur l'île italienne de Lampedusa les 49 migrants que le navire avait secourus lundi dans les eaux internationales au nord de la Libye.

La justice a confirmé mercredi le placement sous séquestre du navire dans le cadre d'une enquête pour aide à l'immigration clandestine, qui vise pour l'instant le commandant du Mare Jonio.

Depuis l'arrivée au pouvoir de M. Salvini en juin 2018, plusieurs navires de secours -- humanitaires et militaires -- se sont retrouvés bloqués au large de l'Italie ou de Malte jusqu'à ce que d'autres pays européens acceptent une répartition des migrants secourus.

Source : AFP

Lutte contre les passeurs en Italie : "Les vrais responsables, ils restent là-bas"

19-03-2019

Cherno Jallow, Gambien de 22 ans, Cheikhaya Dieng, Sénégalais de 26 ans, et Fofana Lamine, Ivoirien de 25 ans, viennent de purger plus de trois ans de prison parce que les passeurs libyens les avaient mis aux commandes du canot sur lequel ils ont affronté la Méditerranée.

Rencontrés par l'AFP à la prison de Trapani (Sicile), peu avant leur libération, ils témoignent de leur parcours.

Tous trois ont quitté leurs pays fin 2015 pour trouver du travail et soutenir leur famille, et chacun a tenté sa chance en Libye.

"Les vrais responsables, ils restent là-bas. Il y a des noirs comme moi qui travaillent avec les Libyens, ce sont eux les trafiquants. Ils restent en Libye parce qu'eux, ils y gagnent bien leur vie", se désole Cheikhaya.

Source : AFP

Italie : décès d'une ex-mannequin témoin dans des procès contre Berlusconi

16 mars 2019

Un voile de mystère entoure le récent décès de l'ex-mannequin d'origine marocaine, Imane Fadil, 34 ans, témoin dans des procès contre l'ancien chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi et ses soirées « bunga-bunga » qui ont marqué le début des années 2010.

Imane Fadil était considéré comme un témoin-clé des soirées libertines organisées par Silvio Berlusconi dans sa somptueuse villa proche de Milan. Lors du premier procès dit « Rubygate », elle raconte que l'ancien président du Conseil lui a offert deux mille euros pour sa première visite à la Villa Arcore, en 2011, et décrit des scènes sexy jouées par d'autres lolitas.

Les années passent et Imane se fait discrète. Elle se concentre sur son projet de livre racontant sa vie durant les années « bunga-bunga » et celles des procès. Le 14 janvier dernier, le tribunal de Milan refuse qu'elle se constitue partie civile dans le troisième procès de la série Ruby où Berlusconi est accusé de subornation de témoin.

Deux semaines plus tard, Imane est hospitalisée près de Milan. Elle confie à son avocat qu'elle craint d'avoir été empoisonnée. Imane meurt au bout d'un mois d'agonie. L'hôpital a finalement reconnu que des analyses ont détecté la présence de quatre substances radioactives dans son sang. Et le parquet de Milan vient d'ouvrir une enquête pour homicide volontaire.

Source : RFI

Plainte au parquet antiterroriste contre le sucrier français Tereos

20 mars 2019

Le géant français du sucre Tereos est visé par une plainte pour « actes de terrorisme et complicité d'actes de terrorisme » auprès du parquet antiterroriste de Paris. Plusieurs partenaires accusent la direction d'avoir continué à livrer du sorbitol en Syrie, un dérivé du sucre utilisé comme propulseur d'engins explosifs, retrouvé en 2016 dans des entrepôts de l'EI.

Le sorbitol est un dérivé du sucre. Mélangé à du nitrate de potassium, il facilite la propulsion d'explosifs. Des sacs de sorbitol estampillés Tereos avaient été retrouvés fin 2016 dans des entrepôts de l'organisation Etat islamique, à l'occasion d'une mission de l'ONG Conflict Armament Research, mandatée par l'Union européenne.

Le groupe sucrier avait alors assuré qu'il avait interrompu ses ventes en Syrie depuis. Les plaignants affirment, au contraire, que Tereos a continué à livrer du sorbitol en Syrie en 2017. Tereos s'estime victime d'une campagne de déstabilisation, sur fond de crise liée au plongeon des cours du sucre. Elle va porter plainte pour « dénonciation calomnieuse ».

Source : RFI

Les ventes d'armes françaises progressent, mais pas en Afrique

11 mars 2019

La France enregistre une forte progression de ses ventes d'armes. Selon un constat du Sipri, un observatoire international du marché de l'armement, dans son dernier rapport, les exportations françaises ont augmenté de 43% au cours des cinq dernières années.

Parmi les cinq principaux pays exportateurs, aucun autre n'a enregistré une aussi forte progression. Les ventes d'armes françaises correspondent à 6,8% du marché international. Mais ce n'est pas grâce à l'Afrique sub-saharienne.

Depuis 2014, les pays au sud du Sahara ont, passé commande, en priorité, à la Russie, à la Chine et aux Etats-Unis. La France n'arrive qu'au quatrième rang avec 6,1% des exportations.

Aucun pays du G5 Sahel, des Etats en guerre contre le jihadisme, ne figure parmi les principaux importateurs.

Les grands acheteurs sont, plutôt, dans l'ordre, le Nigeria, l'Angola, le Soudan. Le Cameroun et le Sénégal sont juste derrière.

Ces pays africains se sont quelque peu détournés d'un fournisseur qu'ils connaissaient bien.

Si la France a perdu des parts de marché en Afrique, elle a avancé ses pions au Moyen-Orient. Des clients comme l'Egypte et le Qatar, qui lui ont commandé des avions de combat, pèsent lourd dans la balance.

Source : RFI

L'"égoïsme" américain en matière de commerce ne peut durer

19 mars 2019

L'approche "égoïste" des Etats-Unis en matière de commerce n'est pas soutenable mais il est trop tôt pour dire que les négociations commerciales avec l'Union européenne sont condamnées à l'échec, a déclaré mardi Jyrki Katainen, vice-président de la Commission européenne.

Dénonçant des pratiques déloyales, l'administration Trump a taxé les importations d'acier et d'aluminium et déclenché une guerre commerciale avec la Chine afin de rééquilibrer les échanges commerciaux des Etats-Unis, déficitaires de plus de 600 milliards de dollars en 2018.

La Commission, qui négocie les accords commerciaux au nom des 28 Etats membres de l'Union européenne, est en discussions avec Washington depuis juillet dernier au sujet des échanges de produits industriels.

Les capitales européennes mettent au point les derniers détails du mandat de négociation de la CE et Washington de son côté doit décider d'ici mi-mai d'imposer ou non des tarifs douaniers sur les importations de voitures européennes, comme Donald Trump en a brandi la menace.

Interrogé sur la perspective d'une réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Katainen a admis que la tâche était compliquée.

"Le Japon, la Chine et l'UE sont disposés à réformer l'OMC, les Etats-Unis ne se sont pas montrés très intéressés mais sont disposés à coopérer", a-t-il dit.

"Même si les autorités américaines peuvent penser que l'égoïsme vaut mieux que la coopération, ce n'est pas une manière de pensée soutenable. Nous avons besoin de meilleures relations commerciales à l'avenir, avec des règles fixées par la communauté internationale."

Le représentant américain au Commerce, Robert Lighthizer, a affirmé la semaine dernière que l'OMC utilisait une partition "dépassée" qui ignorait la montée en puissance de la Chine et la révolution de l'internet.

Source : Reuters

Le fonds souverain norvégien, le plus gros au monde, se désengage de certaines compagnies pétrolières

08 mars 2019

Le fonds souverain de la Norvège, le plus gros au monde, pourrait se désengager du pétrole et du gaz non pour des raisons financières. Alimenté par des pétrodollars, il va se désengager de certaines compagnies pétrolières pour réduire l'exposition de la Norvège à l'or noir, une décision qui épargne toutefois les majors comme ExxonMobil et Total.

Si cette proposition est dictée par des considérations financières et non pas environnementales, le désengagement, même partiel, d'un investisseur qui pèse plus de 1.000 milliards de dollars est aussi perçu comme un coup porté aux énergies fossiles polluantes.

"Il s'agit de réduire et disséminer les risques" encourus face à un recul permanent du prix du pétrole, a expliqué vendredi la ministre des Finances, Siv Jensen, soulignant qu'il ne fallait pas y voir un signe de défiance concernant l'avenir de l'industrie pétrolière.

Le projet porte uniquement sur les compagnies spécialisées dans l'amont du secteur pétrolier, à savoir l'exploration et la production. Cela pourrait potentiellement toucher l'américaine Chesapeake, la canadienne Encana, la chinoise CNOOC, la française Maurel et Prom ou encore la britannique Tullow.

Il exclut en revanche les groupes présents en aval (distribution, raffinage ...) ou intégrés (actifs sur tous les segments), tels que les géants ExxonMobil, Shell, BP et Total.

La proposition du gouvernement porte sur 7,5 milliards de dollars d'actifs sur les quelque 37 milliards détenus par le fonds dans le secteur du pétrole et du gaz fin 2018.

La Norvège est le plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest. Pétrole et gaz naturel représentent près de la moitié des exportations et 20% des revenus de l'Etat, lesquels vont abonder le fonds souverain où Oslo pioche ensuite pour financer son budget.

Pour limiter - un peu - la vulnérabilité des finances publiques à une chute prononcée des cours comme celle observée en 2014, la banque centrale préconisait de cesser de placer cet argent dans des valeurs pétrolières et de vendre les actifs existants.

Pour les organisations de défense de l'environnement et les acteurs de la lutte contre le changement climatique, cette décision constitue un succès bienvenu à l'heure où la planète semble mal engagée pour tenir les objectifs de l'Accord de Paris.

"Si cela passe au Parlement, cela produira une onde de choc sur le marché, portant le plus grand coup à ce jour à l'illusion que le secteur des énergies fossiles a encore des décennies d'activité comme si de rien n'était", a réagi Yossi Cadan, un responsable de l'ONG 350.org.

"La décision devrait être perçue comme une alerte rouge pour les banques privées et les investisseurs dont les actifs pétroliers et gaziers deviennent de plus en plus risqués et moralement intenable", a-t-il ajouté.

Vu les sommes en jeu, un désengagement devrait prendre du temps. Mais il pourrait faire des émules, tant les placements du fonds norvégien, qui détient l'équivalent de 1,4% de la capitalisation boursière mondiale, sont scrutés de près sur les marchés.

Source : AFP

Brexit : dernière chance de Theresa May pour faire voter son accord

22 mars 2019

La Première ministre britannique Theresa May, attendue vendredi à Londres après avoir obtenu de l'Union européenne un report du Brexit, affronte à nouveau le défi de convaincre son parlement d'adopter son accord de retrait de l'UE, et ce dès la semaine prochaine.

Les 27 ont décidé jeudi soir d'accorder au Royaume-Uni deux options pour un report du Brexit au-delà de la date initialement prévue du 29 mars, fixant désormais au 12 avril la date fatidique, près de trois ans après le référendum qui a décidé d'une sortie de l'UE.

"La décision d'aujourd'hui souligne l'importance pour la Chambre des Communes de voter l'accord de Brexit la semaine prochaine", a déclaré dans la foulée Theresa May à l'issue de longues heures de négociations avec les 27.

"Je retournerai demain matin au Royaume-Uni et je travaillerai dur pour rallier des soutiens pour faire passer l'accord", a-t-elle lancé à l'adresse des parlementaires, qui ont déjà massivement rejeté à deux reprises, le 15 janvier et le 12 mars, son traité de retrait conclu après 17 mois de difficiles négociations.

Anticipant d'ailleurs un possible rejet de ce traité, les 27 ont donné à la Première ministre le choix : soit l'accord est voté et le Royaume-Uni effectue une sortie ordonnée de l'UE, bénéficiant pour ce faire d'un court report technique fixé au 22 mai.

Soit l'accord est rejeté pour la 3^e fois et Londres aura jusqu'au 12 avril pour décider d'organiser des élections européennes. S'il décidait de les tenir, le Royaume-Uni pourrait alors demander un nouveau report, dont la durée n'a pas été fixée.

Pour ajouter à l'ambiance survoltée, une pétition en ligne demandant au gouvernement britannique de renoncer au Brexit a été déposée jeudi sur le site du Parlement, obtenant un succès fulgurant, avec 2,7 millions de signatures vendredi matin.

Mais Theresa May a toujours refusé cette hypothèse, estimant que son "devoir" était de concrétiser la décision prise par les Britanniques lors du référendum de juin 2016.

Les Européens, eux, ne cachent plus leur agacement face à cette crise.

Source : AFP

Au Royaume-Uni, les meurtres au couteau atteignent un nouveau record

13 mars 2019

Selon l'Office des statistiques nationales (ONS), 285 personnes ont été tuées par arme blanche entre avril 2017 et mars 2018 en Angleterre et au Pays de Galles, soit un record depuis 1946. Le ministre britannique des Finances Philip Hammond a annoncé le déblocage de 100 millions de livres (plus de 116 millions d'euros) accordée à la police pour lutter contre.

Cet argent permettra par exemple de financer des heures supplémentaires afin que la police puisse combattre ce qu'il a qualifié d'« épidémie ». Le gouvernement est sous le feu des critiques, notamment en raison des baisses d'effectifs dans la police au moment où une série de meurtres au couteau, notamment d'adolescents, suscitent l'émoi dans le pays.

Selon des statistiques de la Metropolitan Police, 48 % des personnes arrêtées pour port d'armes blanches ont entre 10 et 19 ans. Couteaux «Rambo», poignards «zombie» ou simples couteaux de cuisine sont en vente libre à tous les coins de rue ou sur Internet, alors que le trafic d'armes à feu est très limité en Grande-Bretagne.

Sources : Le Figaro, AFP

Présidentielle en Slovaquie : la libérale Caputova en position de force contre Sefcovic, sur fond de lutte contre la corruption et la mafia

17-03-2019

La libérale Zuzana Caputova, critique du gouvernement de gauche, est arrivée largement en tête du premier tour de l'élection présidentielle en Slovaquie samedi et affrontera le commissaire européen Maros Sefcovic lors du second tour le 30 mars.

L'avocate environnementaliste obtient 40,55% des voix contre 18,66% pour M. Sefcovic, soutenu par le parti au pouvoir, selon les chiffres de l'Office des statistiques portant sur 99,88% des voix. Les résultats officiels du vote doivent être annoncés dimanche à midi.

Selon l'institut de sondage Focus, Mme Caputova part avec une avance très confortable dans la perspective du second tour, avec 64,4% d'intentions de vote contre 35,6% pour Maros Sefcovic. La participation s'est élevée à 48,73%.

Mme Caputova avait participé l'an dernier à des manifestations après l'assassinat du journaliste Jan Kuciak, crime qui a mis à mal le gouvernement en place et provoqué une profonde crise politique en Slovaquie.

"Caputova attire ceux qui ont horreur de la corruption et qui sont mécontents de ce qu'ils considèrent comme un gouvernement qui pense plus à lui-même qu'aux intérêts des citoyens", a déclaré à l'AFP Kevin Deegan-Krause, expert de l'Europe centrale à la Wayne State University à Détroit (Etats-Unis).

Jan Kuciak et sa fiancée ont été assassinés en février 2018, alors que le journaliste était sur le point de publier une enquête sur des liens présumés entre des hommes politiques slovaques et la mafia italienne. Jeudi, à deux jours du scrutin, le parquet a relancé l'affaire en inculquant le multimillionnaire Marian Kocner, accusé d'avoir commandité l'assassinat.

La vague d'indignation qui avait déferlé sur le pays à la suite de cette affaire a entraîné la démission du Premier ministre Robert Fico, qui reste cependant le chef de Smer-SD et un proche allié du Premier ministre Peter Pellegrini.

Quatre personnes ont été inculpées pour cet homicide en 2018.

Source : AFP

La cheffe de la diplomatie autrichienne prône des "liens forts" avec Moscou

12 mars 2019

La ministre autrichienne des Affaires étrangères, Karin Kneissl, a prôné mardi le maintien de "liens forts" avec la Russie, à l'occasion d'une rencontre avec son homologue russe Sergueï Lavrov à Moscou.

La ministre apparentée au parti d'extrême droite FPÖ, qui avait fait scandale en août dernier en valsant avec le président russe Vladimir Poutine à son mariage au moment où son pays présidait l'Union européenne, a fait l'éloge des "relations bilatérales traditionnellement excellentes" entre Moscou et Vienne.

"Nous suivons les principes de l'Union européenne" qui a introduit une série de sanctions contre Moscou depuis 2014 en raison de son rôle présumé dans le conflit ukrainien, "mais en même temps, nous essayons de maintenir des liens forts avec la Russie", a souligné Mme Kneissl, selon ses propos traduits en russe.

La visite de la cheffe de la diplomatie autrichienne intervient quatre mois après un scandale d'espionnage en Autriche où un ancien colonel a été accusé d'avoir travaillé pendant des décennies pour les services spéciaux russes.

Révélee début novembre par le chancelier conservateur Sebastian Kurz, qui a dénoncé un procédé "inacceptable", cette affaire a jeté une ombre sur les relations austro-russes, jusque-là empreintes de cordialité.

Source : AFP

Manifestation à Belgrade contre le président Vucic

17 mars 2019

Plusieurs milliers de manifestants se sont rassemblés dimanche devant le palais du président serbe Aleksandar Vucic pour réclamer une plus grande liberté de la presse et des élections libres.

Les policiers anti-émeutes ont fait usage de gaz au poivre pour repousser des manifestants qui tentaient d'amener une camionnette avec des haut-parleurs à proximité de la résidence présidentielle, a constaté un photographe de Reuters.

Les manifestants, qui organisent des rassemblements chaque fin de semaine depuis plus de trois mois, ont appelé à la démission de Vucic.

La contestation a gagné plusieurs autres villes de Serbie mais dans des proportions bien moindres.

Samedi soir, les protestataires ont brièvement occupé les locaux de la télévision publique pour dénoncer la couverture médiatique qu'ils jugent insuffisante de leur mouvement.

S'exprimant après les événements de samedi soir, le président Vucic a déclaré : "je n'ai pas peur".

Le chef de l'Etat a déjà affirmé qu'il n'accepterait pas les demandes de l'opposition en faveur d'une réforme électorale et d'une plus grande liberté de la presse, "même s'il y a cinq millions de personnes dans les rues". Il a, en revanche, dit être prêt à convoquer des élections anticipées pour vérifier la popularité de son parti.

Source : Reuters

Moscou dénonce de nouvelles sanctions de l'UE

16-03-2019

La Russie a promis samedi de riposter à de nouvelles sanctions de l'Union européenne prises en réaction à l'incident survenu entre les marines russe et ukrainienne dans le détroit de Kertch en novembre dernier.

Les forces russes avaient ouvert le feu sur trois navires de la marine ukrainienne et les avaient arraisonnés, en affirmant qu'ils étaient entrés illégalement dans les eaux territoriales russes. Le détroit de Kertch sépare la mer d'Azov de la mer Noire, et il est enjambé depuis mai dernier par un long pont russe reliant le territoire russe à la péninsule de Crimée, annexée par Moscou.

Les Etats-Unis, le Canada et l'Union européenne ont dévoilé simultanément vendredi de nouvelles sanctions contre Moscou en lien avec l'incident de Kertch. Les sanctions imposées par l'UE concernent quatre hauts responsables des services de sécurité et de l'armée.

Source : Reuters

L'Europe dénonce l'inertie russe face à la torture en Tchétchénie

11 mars 2019

Le Comité de prévention de la torture (CPT), un organe du Conseil de l'Europe, a dénoncé lundi l'absence de réaction du gouvernement russe face aux actes de torture pratiqués selon cette instance depuis vingt ans dans les prisons de Tchétchénie et d'autres républiques du Caucase du nord.

Ce groupe d'expert met également en cause le refus du gouvernement russe d'enquêter ou de lui donner accès aux enquêtes relatives aux allégations de mauvais traitements, comme l'imposent ses engagements vis-à-vis de l'organisation de défense de la démocratie et des droits de l'homme.

Les pratiques constatées sont essentiellement le fait des forces de l'ordre et se déroulent souvent dans un contexte de détention illégale.

Les victimes de ces actes peuvent être détenues sous l'accusation de terrorisme, de trafic de drogue ou parce qu'elles sont homosexuelles.

La pratique de la torture sur les prisonniers sévit également dans les républiques russes du Daghestan, d'Ingouchie, de Kabardino-Balkarie et d'Ossétie du Nord, selon le CPT. C'est la quatrième fois, depuis 2001, que le Comité de prévention de la torture publie une déclaration concernant la situation dans les lieux de détention des républiques russes du Caucase du nord.

Source : Reuters

Nouvelle mise en examen pour l'oligarque russe Souleimane Kerimov

20 mars 2019

Le milliardaire russe Souleimane Kerimov a été mis en examen mardi pour complicité de fraude fiscale aggravée, a indiqué ce mercredi le procureur de la République française Jean-Michel Prêtre, confirmant une information révélée par Nice Matin.

L'homme d'affaires, représentant du Daghestan à la chambre haute du Parlement de Russie, a versé un cautionnement de 20 millions d'euros selon le magistrat. La justice française soupçonne Souleimane Kerimov d'avoir dissimulé le vrai prix d'achat de villas de luxes sur la Côte-d'Azur, notamment au Cap d'Antibes, pour se soustraire à l'imposition en France.

Des accusations niées par l'oligarque, qui avait déjà été mis en examen dans cette même affaire pour blanchiment aggravé de fraude fiscale en novembre 2017. La chambre de l'instruction de la cour d'appel d'Aix en Provence avait annulé cette mise en examen en juin dernier.

Source : Reuters

Russie-Etats-Unis : un oligarque russe poursuit le Trésor américain

16 mars 2019

Un oligarque russe, magnat de l'aluminium, lance des poursuites contre le Trésor américain. Oleg Deripaska accuse le ministère des Finances de lui imposer des sanctions qu'il juge illégales et qui lui ont déjà fait perdre des milliards de dollars.

Si les mesures de rétorsion imposées à son groupe ont été levées au début de cette année, l'homme d'affaires reste, lui, sous le coup des sanctions imposées dans le cadre de l'enquête sur la supposée ingérence russe dans la présidentielle américaine. Des sanctions qu'il espère voir levées, s'estimant injustement pris pour cible.

Oleg Deripaska figure depuis 2018 sur la liste des sanctions américaines. Ce proche des cercles du pouvoir russe a eu des relations d'affaires avec Paul Manafort, l'ancien directeur de campagne de Donald Trump, condamné à un total de sept ans et demi de prison, notamment dans le cadre de l'enquête russe.

Le milliardaire a accepté de réduire ses participations au sein du géant de l'aluminium Rusal, et de sa filiale En + Group, ce qui a conduit à une levée des sanctions visant ses entreprises en janvier 2019.

Mais lui-même reste sous le coup de ces restrictions qui, selon la plainte déposée contre le Trésor américain ont conduit à « la destruction complète de sa réputation et de sa richesse », évaluée, au début du mois, par le magazine *Forbes* à plus de 3 milliards et demi de dollars.

Source : RFI

Quatre ans de prison pour le militant russe Oïoub Titiev

18-03-2019

Le militant russe des droits de l'homme Oïoub Titiev a été condamné lundi à quatre ans d'enfermement dans une colonie pénitentiaire pour possession de drogue, une accusation qu'il dit montée de toutes pièces par les autorités.

Oïoub Titiev est président de l'antenne tchéchène de Mémorial, organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme. Il a reçu l'an dernier le prix Vaclav Havel du Conseil de l'Europe.

La Tchétchénie, république majoritairement musulmane du sud de la Russie, est dirigée par Ramzan Kadirov avec le soutien du Kremlin. Il est accusé de nombreuses violations des droits de l'homme, charges qu'il rejette.

Avant son arrestation, Oïoub Titiev dirigeait une équipe recensant les disparitions, les cas de torture ou d'incendies punitifs contre des habitations en Tchétchénie.

Natalia Estemirova, qui l'avait précédé à ce poste, a été enlevée et abattue en 2009. Aucune condamnation n'a été prononcée pour ce meurtre.

Source : Reuters

Cinq ans après l'annexion, Poutine vante la "sécurité énergétique" apportée à la Crimée

18-03-2019

Vladimir Poutine a inauguré lundi deux centrales électriques construites par la Russie en Crimée afin d'apporter la "sécurité énergétique" à cette péninsule ukrainienne, cinq ans après son annexion alors saluée par une majorité de Russes mais que Kiev et les Occidentaux continuent de dénoncer.

A Sébastopol, grand port de Crimée sur la mer Noire, le président russe a mené la cérémonie de lancement d'une centrale et donné le coup d'envoi par visioconférence de celui d'une autre centrale à Simféropol, capitale de la région.

La Crimée était presque totalement dépendante du reste de l'Ukraine avant son annexion, et des coupures de courant attribuées par Moscou à des actes de sabotage ont poussé la Russie à investir massivement pour moderniser les infrastructures. M. Poutine avait d'abord inauguré en mai un pont construit pour relier la péninsule au territoire russe via le détroit de Kertch.

De vastes célébrations sont organisées dans toute la Russie pour l'anniversaire de l'annexion, conduite après l'intervention des forces spéciales russes puis la tenue d'un référendum, contesté par la communauté internationale. Elle répondait à l'arrivée au pouvoir à Kiev d'un gouvernement pro-occidental après le soulèvement du Maïdan.

Le passage de la Crimée sous contrôle russe, acté le 18 mars 2014, est considéré comme un "rattachement" en Russie et dénoncé comme une "annexion illégale" par l'Ukraine et la majorité de la communauté internationale.

Cette décision a entraîné de lourdes sanctions européennes et américaines qui ont durement frappé l'économie russe.

La diplomatie ukrainienne a dénoncé un voyage du président russe qui "viole la souveraineté territoriale de l'Ukraine".

"Il y a un sentiment de fraîcheur, d'indépendance et de liberté", a dit à l'AFP Valentina Dorojko, enseignante à la retraite de Simféropol. "Rien que ces cinq dernières années, la situation s'est largement améliorée", a renchéri une autre habitante, Marina Tichtchenko.

Oleg Ivanov, un quadragénaire, regrette pour sa part les sanctions imposées par les Occidentaux sur la Crimée. Vendredi, les Etats-Unis, l'UE, l'Australie et le Canada ont infligé de nouvelles sanctions contre des responsables russes pour "la poursuite de leur agression en Ukraine". A Bruxelles, l'Otan a dénoncé le renforcement "en cours" du dispositif militaire russe en Crimée.

"Ces cinq dernières années ont été marquées par une ambiance de terreur, ouverte ou dissimulée, contre ceux qui habitent en Crimée, en violation du droit international", a déclaré à l'AFP le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Pavlo Klimkine.

Les Tatars de Crimée, communauté musulmane locale majoritairement opposée à l'annexion de la péninsule, subissent notamment une forte pression de la part des autorités russes. Leur assemblée a été interdite et qualifiée d'"organisation terroriste", et la chaîne de télévision de cette minorité a été fermée.

Source : AFP

Arrivés en Russie pour le Mondial, des milliers d'Africains menacés d'expulsion

06 mars 2019

Dans l'appartement qu'il occupe en banlieue de Moscou, Lamin ne conserve que quelques vêtements et une Bible, apportée dans ses bagages quand il est arrivé en Russie, comme des milliers d'autres Africains, avec un visa de supporter pour le Mondial de football.

Près de huit mois après la fin de la compétition, le Gambien de 23 ans vit dans deux pièces avec neuf autres personnes, dont le bébé âgé de quelques semaines d'un couple de Congolais, et cherche à éviter l'expulsion.

Lamin est arrivé avec un "Fan ID", document dispensant les supporters de visa pour passer la frontière. Si la plupart de ses détenteurs sont venus pour les matches, d'autres comptaient rester et trouver du travail. Certains pensaient demander l'asile politique ou de faire de la Russie un tremplin vers l'Europe.

Leurs espoirs ont été douchés : le ministère russe de l'Intérieur accentue ses efforts pour expulser ces invités indésirables.

Lamin, dont le nom a été changé à sa demande, explique qu'il a fui un conflit familial dans sa Gambie natale et assure que sa vie est en danger.

Avec l'aide du Comité d'assistance civique, une organisation qui travaille avec les réfugiés, il a déposé une demande d'asile, sans grand espoir : en 2017, la Russie n'a accordé ce statut qu'à 33 personnes, selon les chiffres officiels.

Le "Fan ID" était à l'origine valide seulement pendant la période de la Coupe du monde, mais au vu du succès de la compétition pour l'image du pays, le président Vladimir Poutine a prolongé cette durée jusqu'à fin 2018.

Selon le ministère de l'Intérieur, près de 12.000 personnes sont restées illégalement en Russie après la fin de ce délai. Elles n'étaient plus que 5.500 en février.

Selon Daniel, qui dirige un centre pour les immigrés à Moscou, la Coupe du monde a amené la plus grande vague d'arrivées depuis l'Afrique qu'il ait vu en dix ans de travail.

Des immigrées ont été victimes des réseaux de prostitution, comme Victoria, arrivée du Nigeria lors du Mondial.

Une femme est venue la chercher à l'aéroport et l'a emmenée dans un appartement. "Ils ont pris mon passeport et mon Fan ID", se souvient la jeune fille de 22 ans.

Après avoir été forcée à se prostituer pendant plusieurs mois, Victoria est entrée en contact avec l'ONG Alternativa et a réussi à s'enfuir. L'organisation, spécialisée dans la lutte contre le trafic d'êtres humains, l'a aidé à obtenir la permission de rester jusqu'à l'été et elle a trouvé du travail dans un magasin de réparation de chaussures.

Source : AFP

L'Azerbaïdjan organise d'importants exercices militaires, colère de l'Arménie

11 mars 2019

L'Azerbaïdjan a lancé ce lundi de vastes exercices militaires critiqués par l'Arménie alors que les deux pays s'apprêtent à entamer des pourparlers sur la région disputée du Nagorny-Karabakh.

Les exercices interviennent alors que le Premier ministre arménien Nikol Pachinian et le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev doivent se rencontrer, pour la première fois, afin de discuter du sort de la région disputée du Nagorny-Karabakh (ou Haut-Karabakh).

Si aucune date n'a encore été fixée pour ces pourparlers, les deux parties ont exprimé leur volonté de les organiser.

La porte-parole de la diplomatie arménienne, Anna Nagdalian, a assuré à l'AFP que l'Arménie n'accepterait pas que les pourparlers se déroulent « *le revolver sur la nuque* ».

Le Nagorny-Karabakh est une enclave à majorité arménienne, rattachée en 1921 à l'Azerbaïdjan par les autorités soviétiques, qui a proclamé unilatéralement son indépendance en 1991, avec le soutien de l'Arménie. La guerre entre les deux communautés du Karabakh a éclaté en 1988.

Un cessez-le-feu avait été conclu en 1994, après une guerre ayant fait 30.000 morts et des centaines de milliers de réfugiés. Aucun traité de paix n'a toutefois été signé entre Bakou et Erevan et des heurts se produisent régulièrement.

Sources : RFI, AFP / Tofik Babayev

AMERIQUES

Venezuela : arrestation du chef de cabinet de Guaido, Washington mécontent

22 mars 2019

Les autorités vénézuéliennes ont procédé jeudi à l'aube à l'arrestation du chef de cabinet de l'opposant Juan Guaido, une nouvelle mesure de répression prise par le gouvernement du président en exercice Nicolas Maduro à laquelle les Etats-Unis ont promis de répondre.

Le gouvernement vénézuélien accuse Roberto Marrero d'être impliqué dans une "cellule terroriste" qui s'apprêtait selon lui à mener des attaques contre des personnalités politiques de haut rang. L'opposition nie ces accusations et considère qu'il s'agit d'un acte d'intimidation.

Des hauts représentants de l'administration américaine ont averti à plusieurs reprises Nicolas Maduro qu'il ne devait pas s'en prendre à Juan Guaido et à son entourage, sans que l'on sache vraiment quelles mesures supplémentaires pourraient être prises.

Les Etats membres du "Groupe de Lima", qui rassemble 14 pays d'Amérique et des Caraïbes, ont condamné son arrestation.

Le président en exercice Nicolas Maduro continue à tenir tête à la contestation. Pour lui, Guaido n'est qu'une marionnette des Etats-Unis qui doit répondre de ses actes devant la justice.

Source : Reuters

Venezuela : Anges ou démons, les "colectivos" défendront Maduro "coûte que coûte"

14 mars 2019

Quand le courant manque, Jorge collecte de l'eau pour la communauté. Mais il se tient aussi prêt à se battre "coûte que coûte" pour Nicolas Maduro au sein de son "colectivo", la cellule de base du chavisme.

A 43 ans, il appartient au "colectivo Che Guevara" qu'il a rejoint après un passé de délinquant dont l'a sorti, assure-t-il, l'ancien président socialiste Hugo Chavez (1999-2013).

"C'était un moment difficile et Chavez m'a sorti de la rue. Depuis je suis étroitement lié à la Révolution", raconte-t-il.

Pourtant, le seul terme de "colectivo" suffit à en effrayer beaucoup qui l'associent aux hommes armés qui s'en prennent à l'opposition.

Circulant à bord de motos et en groupes, généralement armés, la capuche sur la tête, ils surgissent au milieu des manifestations. Ce que leurs cibles appellent "le cirque bolivarien".

Ce type d'attaques a souvent été dénoncé par le passé, comme le 23 février à la frontière colombienne et brésilienne, quand ils sont intervenus contre les partisans de l'opposant Juan Guaido pour empêcher le passage de l'aide humanitaire offerte par les Etats-Unis. 7 personnes ont été tuées par balles et au moins 300 blessées, selon l'opposition.

Ces incidents, attribués par Washington aux "tueurs" de Maduro, ont été condamnés par la Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, Michelle Bachelet.

"Les recours aux forces paramilitaires et aux polices parallèles sont une longue histoire dans la région. Et c'est très inquiétant de les voir opérer aussi ouvertement au Venezuela".

Mais Ysmar Sánchez, coordinateur du Front de défense et de protection socialiste bolivarienne, nie absolument que le gouvernement finance et arme ces "colectivos", même s'il reconnaît que dans son groupe, on retrouve des militaires et des policiers.

Il a même des collègues chargés d'éloigner les délinquants qui se font passer pour des "colectivos", affirme-t-il à l'AFP. "Notre tâche est surtout sociale, mais nous sommes aussi une force combattante quand il s'agit de défendre la patrie. S'il survient des violences, nous allons sortir pour y mettre fin, on ne va pas laisser faire", confie-t-il.

Dans la période de tension que traverse le Venezuela, avec une lutte pour le pouvoir entre Maduro et Guaido, qui s'est autoproclamé président par intérim et bénéficie du soutien de plus de cinquante pays, dont les Etats-Unis, le rôle que pourraient jouer les "colectivos" est observé avec inquiétude.

"Les colectivos existent pour diverses raisons : ils sont chargés des activités éducatives, agricoles, productives, artistiques et sportives. Il en existe sans doute de diverses sortes, mais parmi eux, beaucoup sont impliqués dans des violences d'ordre politique", explique Pedro Afonso del Pino, professeur de droit constitutionnel à l'Université Centrale du Venezuela.

Une intervention militaire comme celle qu'a évoqué Donald Trump pourrait déclencher une violence incontrôlable de la part de ces groupes, comme en Syrie ou en Libye, prévient pour sa part l'analyste politique Luis Vicente Leon.

Pour M. del Pino, ce sera même "un des défis" à régler en cas de changement de gouvernement. Il lui faudra "décider que faire de ces groupes, s'il les garde ou non, quel est leur puissance de feu et leur pouvoir économique. Si une transition ne prend pas en compte une partie au moins d'entre eux, il sera difficile de contrôler ces groupes", s'inquiète-t-il.

Source : AFP

Le HCR ouvre un centre d'accueil pour les réfugiés vénézuéliens en Colombie

08 mars 2019

Face à l'exode vénézuélien, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés a ouvert un centre d'accueil destiné à aider les réfugiés et les migrants vulnérables fuyant ce pays. « Etabli conjointement avec les autorités colombiennes, ce centre a été installé près de la ville frontalière de Maicao, dans la région de La Guajira », a déclaré Andrej Mahecic, porte-parole du HCR.

Premier pays d'entrée des milliers de Vénézuéliens qui fuient la situation socio-politique, la Colombie a dû réagir avec ce centre d'accueil.

Plus de 350 personnes pourront être prises en charge à Maicao mais le dispositif devrait être élargi.

Plus de 3,4 millions de Vénézuéliens vivent à l'étranger et 2,7 millions d'entre eux ont quitté le pays depuis 2015. La Colombie est le pays le plus touché par cet important mouvement de population, avec plus de 1,1 million de réfugiés et de migrants vénézuéliens.

La ville de Maicao rassemble l'une des populations de réfugiés vénézuéliens les plus élevées par habitant. Des centaines de personnes sont vulnérables, particulièrement des enfants, des personnes âgées, des personnes souffrant d'un handicap ou dans un état de santé grave, sont obligées de vivre dans la rue, faute d'options alternatives en matière d'hébergement.

Selon une récente évaluation du HCR, un nombre important de Vénézuéliens vivant à Maicao vivent dans la rue ou dans des campements sauvages et 81% des personnes interrogées ont déclaré avoir besoin d'un abri.

Pour faire face à l'urgence de la situation des réfugiés et migrants du Venezuela, l'ONU et ses partenaires ont lancé un Plan régional de réponse pour 2019. Il nécessite 738 millions de dollars pour répondre aux besoins de 2,2 millions de Vénézuéliens et de 500.000 personnes dans les communautés hôtes de 16 pays de la région.

Source : ONU

Colombie : vers la reprise des pulvérisations de glyphosate contre la drogue ?

08 mars 2019

Pour ou contre les épandages aériens de glyphosate pour éliminer les champs de coca, l'arbuste dont on tire la cocaïne ? En 2015, la Cour constitutionnelle colombienne avait ordonné la suspension de ces épandages. Le président Duque demande aujourd'hui aux magistrats de revenir sur cette décision.

La Colombie est depuis 30 ans le premier producteur de cocaïne et un grand consommateur de glyphosate. C'est même un des rares pays au monde à avoir permis les épandages aériens de l'herbicide, sous la pression de Washington.

En 2015, la Cour constitutionnelle ordonnait la suspension de ces épandages, en invoquant le principe de précaution. Problème : les cultures illicites sont depuis reparties à la hausse. C'est d'ailleurs l'argument d'Ivan Duque pour reprendre les épandages.

Source : RFI, Marie-Eve Detoef

Brésil : l'ex-président Temer pris dans la nasse de "Lavage express"

21 mars 2019

L'ancien président brésilien Michel Temer a été arrêté jeudi à Sao Paulo, tombant lui aussi dans les filets de la tentaculaire enquête anticorruption Lava Jato (Lavage express), moins de trois mois après avoir quitté le pouvoir.

Cette arrestation est un coup de théâtre, même si elle ne constitue pas une surprise, l'ex-chef de l'Etat faisant au total l'objet d'une dizaine d'enquêtes anticorruption.

Il est soupçonné d'être "le chef d'une organisation criminelle" qui négociait des pots-de-vin sur des contrats de génie dans la centrale nucléaire d'Angra 3, à 150 km de Rio, a précisé le parquet.

Le parquet a évoqué un "système criminel sophistiqué" ayant permis fin 2014 des détournements de l'ordre de 1 million de réais (500.000 dollars au taux de change de l'époque) sur des projets de génie électro-mécanique dans la centrale, qui n'est toujours pas achevée à ce jour.

Mais il ne pourrait s'agir que du sommet de l'iceberg, cette organisation ayant obtenu "la promesse ou le versement de 1,8 milliard de réais" (470 millions de dollars), en lien avec divers organismes ou entreprises publics.

Michel Temer, 78 ans, qui a quitté le pouvoir à la fin 2018 après près de deux ans et demi de mandat, devient le deuxième président du Brésil emprisonné après avoir été pris dans les rets de Lavage express.

L'ancien président de gauche Luiz Inacio Lula da Silva, 73 ans, en prison depuis avril 2018, a été condamné à deux peines de prison de plus de 12 ans chacune pour corruption et blanchiment d'argent.

Le juge Marcelo Bretas, chargé de Lava Jato à Rio, a également ordonné la détention préventive de l'ancien ministre des Mines et de l'Energie Moreira Franco, et de cinq autres suspects, dont des hommes d'affaires.

Michel Temer a cédé les clés du palais du Planalto le 1^{er} janvier à Jair Bolsonaro, après un court mandat paralysé par l'inaction et plombé par la récession économique et une avalanche de scandales. Jair Bolsonaro, élu notamment grâce à son image de "Monsieur propre", a fait de la lutte anticorruption une priorité, dans un pays plombé par les affaires depuis des décennies.

L'enquête Lavage express, lancée il y a exactement cinq ans, a mis au jour le plus grand scandale de corruption de l'Histoire du Brésil, autour de contrats du groupe public pétrolier Petrobras et avec des grands groupes du BTP.

Elle a conduit derrière les barreaux de très nombreux responsables politiques de tous bords et des chefs d'entreprises de premier plan.

Au total, des peines de 2.242 années de prison ont été prononcées avec 155 condamnations dans le cadre de Lavage express, qui a étendu ses ramifications dans toute l'Amérique latine.

Source : AFP

Trump prêt à faire du Brésil un allié majeur, "peut-être" dans le cadre de l'Otan

20 mars 2019

Donald Trump, qui recevait mardi à la Maison blanche son homologue brésilien Jair Bolsonaro, a loué les efforts du Brésil pour faire acheminer une aide humanitaire au Venezuela et a annoncé que leurs deux pays s'étaient engagés à réduire les barrières commerciales.

Evoquant une "formidable rencontre", le président américain a ajouté qu'il envisageait d'inscrire le Brésil sur la liste des alliés majeurs des Etats-Unis, pourquoi pas même de faire entrer le Brésil dans l'Otan avec un statut particulier.

La Colombie est devenue en 2018 le seul pays latino-américain à rejoindre l'Organisation du traité de l'Atlantique-Nord avec le statut de "partenaire mondial". Concrètement, cela signifie qu'elle ne prendrait pas nécessairement part à une action militaire - alors que les membres de plein droit sont tenus par une clause de solidarité en matière de défense.

Bolsonaro, l'ancien officier qui a entamé son mandat présidentiel le 1^{er} janvier dernier, a dit pour sa part qu'il se réjouissait du soutien apporté par Washington à la candidature du Brésil à l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

La huitième puissance économique mondiale a fait acte de candidature en 2017.

A l'entame de leur rencontre, sous les objectifs des caméras et des photographes, les deux présidents élus sur des programmes populistes anti-élites se sont échangés des maillots de football de leur équipe nationale.

Le dirigeant brésilien, qui a calqué sa campagne présidentielle de 2018 sur celle de Trump deux ans plus tôt, se présente comme un admirateur du président américain, de sa politique et, plus globalement, de l'"American Way of Life".

Mardi, les deux dirigeants ont affiché leur proximité, rejetant le socialisme, célébrant leurs efforts conjugués pour évincer Nicolas Maduro du pouvoir au Venezuela.

Bolsonaro avait appuyé la politique du président américain en matière d'immigration, y compris la construction d'un mur à la frontière mexicaine.

Source : Reuters

Nicaragua : opposition et gouvernement retrouvent la table des négociations

22 mars 2019

Le gouvernement nicaraguayen et l'opposition ont retrouvé jeudi la table des négociations pour tenter de sortir le pays de la crise politique, après l'engagement du pouvoir du président Daniel Ortega de libérer sous trois mois tous les opposants incarcérés.

Les pourparlers, relancés le 27 avril après plusieurs mois d'interruption, étaient dans l'impasse depuis lundi. L'opposition avait alors suspendu sa participation pour protester contre la violente répression menée samedi contre des manifestants qui réclamaient la libération de tous les "prisonniers politiques".

Elle considérait par ailleurs la libération conditionnelle de 150 opposants depuis la reprise du dialogue comme "insuffisante". Mercredi, le gouvernement a finalement cédé aux exigences de l'opposition en annonçant qu'il procéderait sous trois mois à la libération de tous les opposants détenus depuis avril 2018, date des premières manifestations antigouvernementales.

Selon une liste établie par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH), un organe autonome de l'Organisation des Etats américains (OEA), 647 opposants sont emprisonnés au Nicaragua depuis cette date. Le gouvernement évoque 350 prisonniers, tandis qu'un comité de familles de détenus avance le chiffre de 807.

Parallèlement, Commission interaméricaine des droits de l'Homme (CIDH) a ajouté le Nicaragua à sa liste noire des pays ayant failli au respect des droits humains, dans son rapport annuel présenté jeudi.

"La réponse étatique répressive" aux manifestations depuis 2018 a été "massive, systématique et grave", indique la CIDH, qui évoque "un usage excessif et arbitraire de la force policière, l'utilisation de groupes parapoliciers ou de gros bras avec l'approbation des autorités de l'Etat".

Plusieurs observateurs ont souligné que le président Daniel Ortega, 73 ans, s'est vu contraint de céder sous la menace de nouvelles sanctions de la part de Washington et de l'Union européenne, et sous la pression interne des représentants du secteur économique.

Longtemps alliés du pouvoir, ces derniers subissent de plein fouet la récession provoquée par onze mois d'une crise politique qui a fait 325 morts, essentiellement dans les rangs de l'opposition, et poussé à l'exil plus de 50.000 Nicaraguayens.

Après avoir dirigé le pays de 1979 à 1990 à l'issue de la révolution sandiniste, Daniel Ortega est revenu au pouvoir en 2007. Les opposants accusent l'ex-guérillero d'avoir instauré une dictature. Ils réclament son départ et celui de la vice-présidente, son épouse Rosario Murillo.

Le chef de l'Etat dénonce une tentative de putsch de l'opposition avec le soutien de l'Eglise et de Washington.

Outre la libération des opposants, l'opposition réclame le rétablissement des libertés publiques, une réforme de la loi électorale et des élections anticipées.

Equateur : l'eau des volcans se raréfie, source d'angoisse pour les indiens

21 mars 2019

Lorsque les sources se sont asséchées, les indigènes ont levé les yeux : là-haut, le glacier coiffant la cime du volcan Chimborazo avait reculé.

La lande humide des montagnes des Andes n'est plus une réserve d'eau sauvage et préservée : ce "paramo" et ses sols spongieux ont été colonisés par l'agriculture.

Se considérant pourtant comme des gardiens de la nature, les paysans indigènes ont causé sans le vouloir de graves dommages à cet écosystème vital, à l'égal des métis installés plus bas, au pied de ce volcan de 6.310 m d'altitude, dans la province de Chimborazo (centre).

La faute à l'"ignorance", déplore le leader indien Gustavo Paca, 49 ans.

Personne n'imaginait que le glacier pouvait diminuer.

Les scientifiques estiment que l'activité humaine accélère le phénomène naturel de la fonte.

Les sols du paramo, dont la végétation particulière retient l'eau comme une éponge, ont été dégradés par les cultures et l'élevage.

Les habitants en souffrent. "Ils dépendent de l'eau des glaciers pour leurs cultures, leurs animaux, leur consommation", précise Bolivar Caceres, expert de l'Institut national de météorologie et d'hydrologie (Inamhi).

Depuis un demi-siècle, le Chimborazo a peu à peu perdu son imposante coiffure de glace.

Alors les indigènes s'en vont, pioche en main, chercher de nouvelles sources qu'ils connectent par des tuyaux jusqu'aux villages. Mais ces expéditions doivent grimper chaque fois plus haut dans le paramo, dont l'eau approvisionne environ 15.000 personnes.

Quand les scientifiques ont commencé à enregistrer un recul du glacier du Chimborazo en 1962, sa masse dure représentait 27 km². Elle n'était plus que de 7,6 km² en 2016.

Le géant "a perdu 72,4% de sa couverture" neigeuse, précise M. Caceres.

Son tout proche voisin, le volcan Carihuairazo (5.020 m), est dans un état encore plus critique.

Cinq autres sommets d'Equateur sont atteints.

Si autrefois, les indigènes disposaient de sources à environ cinq kilomètres de leurs villages, ils doivent aujourd'hui parcourir jusqu'à 17 km et monter à plus de 4.000 m d'altitude.

Ils espèrent qu'il n'est pas trop tard. Certaines communautés ont régénéré le paramo.

Le paramo andin, qui s'étend du Pérou au Venezuela en passant par la Colombie, occupe environ 1,5 million d'hectares en Equateur (6% du territoire).

Là où il y avait des cultures, il ne reste que des étendues sablonneuses. L'angoisse des indigènes de ne plus trouver d'eau s'accroît à la même allure que la fonte du glacier du Chimborazo.

Source : AFP

Guatemala : mandat d'arrêt contre une ex-juge anticorruption et candidate à la présidence

20 mars 2019

Lorsqu'elle était procureure générale du pays, Thelma Aldana a fait tomber l'ex-président Otto Pérez, avant de s'attaquer au président actuel, Jimmy Morales.

Pour beaucoup de Guatémaltèques, elle est celle qui a le plus fait dans son pays pour lutter contre la corruption qui ronge tous les rouages du pouvoir.

Mais depuis le lundi 18 mars, l'ex-procureure générale Thelma Aldana, candidate à la présidentielle du 16 juin, est l'objet d'un mandat d'arrêt, accusée d'avoir recouru à des emplois fictifs.

Des poursuites qui, pour ses défenseurs, ont tout d'une persécution politique visant à empêcher la participation à l'élection de celle qui, quand elle était à la tête du parquet général du pays, a fait tomber un président, une vice-présidente et d'innombrables entrepreneurs et personnalités politiques corrompues avant de s'attaquer au chef de l'Etat actuel lui-même, Jimmy Morales.

Ex-présidente de la Cour suprême, cette magistrate de 63 ans a travaillé pendant quatre ans, entre 2014 et 2018, en tant que chef du parquet, aux côtés de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (Cicig), mise en place par l'ONU en 2006 pour démanteler les appareils de sécurité clandestins de la guerre civile et lutter contre la corruption.

Ensemble, M^{me} Aldana et la Cicig ont mis au jour un réseau de corruption impliquant, entre autres, le président Otto Pérez (2012-2015).

En août 2018, M^{me} Aldana a de nouveau mis en ébullition le monde politique guatémaltèque en demandant le retrait de l'immunité du président Jimmy Morales.

Elle entendait ainsi pouvoir enquêter sur les accusations de financement illégal de la campagne électorale victorieuse du chef de l'Etat, qui avait pourtant fait du combat implacable contre la corruption son cheval de bataille.

Le président Morales, mis sous pression dès 2017 par M^{me} Aldana et la Cicig, s'en est pris à la mission anticorruption de l'ONU, puis annonçant purement et simplement la fin de l'accord avec la Cicig, une décision rejetée par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

A la faveur d'une décision de la Cour constitutionnelle qui a ordonné aux autorités de ne pas entraver son travail, la Commission a cependant l'intention de continuer son labeur jusqu'à la fin de son mandat, le 3 septembre. Menacée de mort, M^{me} Aldana vit sous haute sécurité et fait l'objet de mesures de protection de la Commission interaméricaine des droits humains.

Source : Le Monde, Angeline Montoya

Ces Cubains qui défient le gouvernement grâce aux réseaux sociaux

19-03-2019

Critiques, insolents parfois, mais pas forcément opposants: une nouvelle génération de Cubains défie le gouvernement socialiste à travers les réseaux sociaux, interroge les ministres sur les problèmes du quotidien et met son grain de sel dans la vie de l'île.

C'est peut-être le revers de la médaille pour le président Miguel Diaz-Canel, au pouvoir depuis avril dernier, qui a fait de l'informatisation de la société sa priorité numéro un.

Devenu le premier dirigeant cubain à ouvrir un compte Twitter, il a demandé aux membres de l'exécutif et hauts fonctionnaires de faire de même.

Puis la 3G a été déployée dans le pays - l'un des derniers au monde le faire - en décembre, dopant l'accès à internet de la population, désormais connectée depuis son téléphone. En trois mois, 1,8 million d'habitants (sur une population de 11,2 millions) s'y sont abonnés.

Les Cubains n'ont pas tardé à profiter de cet espace interactif inédit.

Brandissant le hashtag #AldeaTwitter (village Twitter), ces internautes cubains revendiquent leur caractère apolitique... et aussi citoyen. Ainsi, quand, le 27 janvier, une puissante tornade a dévasté plusieurs quartiers de La Havane, des habitants se sont organisés pour venir en aide aux milliers de sinistrés, sans attendre le gouvernement comme c'était le cas auparavant.

Source : AFP

L'incroyable corruption du commerce légal des opiacés aux États-Unis

20 mars 2019

La compagnie pharmaceutique Insys a soudoyé des médecins pour qu'ils prescrivent un spray au fentanyl lié à des centaines de décès.

Le procès de ses dirigeants est en cours à Boston.

Depuis 2012, la compagnie pharmaceutique américaine Insys a généré des centaines de millions de dollars de profits grâce à Subsys, un spray buccal au fentanyl, un opiacé qui, sous cette forme, est cinquante fois plus puissant que l'héroïne et a été lié à plus de 900 décès par overdose.

Les autorités sanitaires américaines n'ont officiellement approuvé ce médicament que pour les malades de cancer souffrant de douleurs aiguës. Le spray est tellement dangereux que les médecins qui le prescrivent doivent normalement suivre une formation spécialisée.

Mais dans l'espoir d'étendre leur marché, la direction d'Insys a payé nombre de docteurs pour que le médicament soit prescrit dans des cas de douleurs relativement mineures, comme des migraines ou des maux de dos, sans aucune prise en compte des dangers potentiels.

Depuis la commercialisation de Subsys, de nombreuses procédures judiciaires ont été lancées, dont celle initiée par la famille de Sarah Fuller, une trentenaire qui a commencé à utiliser le spray pour des douleurs causées par un accident de voiture et a été retrouvée morte un an plus tard avec un taux mortel de fentanyl dans le sang.

Les parents de la jeune femme ont intenté un procès dans leur État, le New Jersey, mais ils suivent également de très près celui du gouvernement américain contre Insys, le premier procès pénal contre des dirigeants pharmaceutiques depuis le début de la crise des opiacés aux États-Unis.

Les autorités fédérales américaines accusent le PDG d'Insys, John Kapoor, ainsi que quatre anciens cadres d'avoir mis en place un système de corruption généralisée au sein duquel des médecins recevaient de l'argent pour prescrire Subsys à des personnes qui n'en avaient pas besoin.

S'ils sont reconnus coupables de fraude et corruption, les accusés risquent jusqu'à vingt-cinq ans de prison. Deux anciens dirigeants de l'entreprise et plusieurs professionnels médicaux ont déjà été inculpés dans cette affaire. Ils coopèrent désormais avec les autorités et témoignent contre les cadres d'Insys lors du procès, qui s'est ouvert à Boston fin janvier 2019.

Pour motiver les médecins, une ancienne stripteaseuse embauchée en tant que commerciale, Sunrise Lee, passait parfois du temps avec eux.

En 2011, la Food and Drug Administration (FDA), l'organisme public qui supervise les médicaments aux États-Unis, avait créé un programme pour contrôler les prescriptions abusives d'opiacés –par exemple lorsque du Subsys est prescrit pour des cas de migraines.

Or cette mission de supervision a été confiée aux compagnies pharmaceutiques elles-mêmes. Les entreprises qui vendaient les opiacés étaient donc censées en limiter l'usage, une approche qui n'a pas du tout fonctionné.

« Ils ont demandé au loup de garder la bergerie, de nombreuses personnes en ont souffert, mais la FDA n'a rien fait », a déclaré le chercheur de l'Université Brandeis Andrew Kolodny au New York Times.

Ces dix dernières années, le nombre de prescriptions pour opiacés a quadruplé aux États-Unis. Dans le même temps, le nombre de décès par overdose, que ce soit à cause d'opiacés obtenus légalement ou illégalement, a explosé.

Chaque jour, 130 personnes en moyenne meurent d'une overdose d'opiacés; en 2017, plus de 47.000 décès ont été recensés.

L'une des causes de cette crise est le manque de régulation de l'industrie pharmaceutique américaine.

Les entreprises qui vendent des médicaments dangereux ont le droit de faire de la publicité directement aux malades, et n'importe quel généraliste peut prescrire des produits au fentanyl comme Subsys.

Quasiment sans aucune restriction, la compagnie pharmaceutique Purdue Pharma a ainsi dépensé plus d'un milliard de dollars en marketing et lobbying dans les années 1990 pour encourager les médecins à prescrire l'antidouleur OxyContin, un opiacé hautement addictif.

Lorsque des utilisateurs et utilisatrices se sont plaintes d'être devenues accros, Purdue Pharma a continué à minimiser les risques.

Après des années de profits, la situation est finalement en train de se retourner contre ces compagnies.

Purdue Pharma fait actuellement l'objet de 1.548 plaintes judiciaires déposées par des hôpitaux, des villes, des États et des individus. Toutes ces procédures ont été consolidées en un procès géant, qui commencera en septembre 2019 dans l'Ohio.

Source : Slate.fr

Trump met en doute la légitimité du procureur spécial Mueller

20 mars 2019

Le président américain Donald Trump a mis en doute mercredi la légitimité du procureur spécial Robert Mueller en charge de l'enquête russe, s'insurgeant contre le fait qu'il puisse rédiger un rapport alors qu'il n'a, contrairement à lui, pas été élu.

Le rapport de M. Mueller, qui enquête sur une éventuelle collusion entre la Russie et l'équipe de campagne de Donald Trump lors de la présidentielle de 2016, est présenté comme imminent depuis plusieurs semaines mais aucune date de fin des investigations n'a été annoncée.

Ancien patron du FBI sous les présidents George W. Bush (républicain) et Barack Obama (démocrate), Robert Mueller a été nommé en mai 2017 comme "procureur spécial" par le ministère de la Justice afin de garantir l'indépendance des investigations sur ce dossier sensible car touchant au cœur du pouvoir.

Source : AFP

Les démocrates visent une fondatrice de salons de "massage" liée à Trump

19-03-2019

Les leaders démocrates du Congrès demandent au FBI d'enquêter sur la fondatrice d'une chaîne de salons de massage en Floride apparemment liée à Donald Trump. Quatre élus du parti

d'opposition disent vouloir que les enquêteurs fédéraux examinent les "informations parues sur les activités présumées de Mlle Li 'Cindy' Yang et son apparente relation avec le président".

Une chaîne de salons de massage fondée par Li Yang est "soupçonnée d'implication" dans le trafic d'êtres humains et la prostitution de femmes immigrées transformées contre leur gré en "travailleuses sexuelles", écrivent les élus démocrates dans ce courrier adressé au FBI et aux autres services fédéraux d'investigation.

Source : Reuters

Sept ans et demi de prison au total pour l'ex-directeur de campagne de Trump

13 mars 2019

L'ancien directeur de campagne de Donald Trump, Paul Manafort, devrait passer sept ans et demi au total derrière les barreaux pour des malversations débusquées dans le cadre de l'enquête russe. L'ex-consultant républicain de 69 ans a dissimulé des activités de conseil auprès d'Ukrainiens pro-russes et a demandé à des témoins de mentir à la justice.

La juge Amy Berman Jackson explique que Paul Manafort n'est "ni l'ennemi public numéro un, ni une victime", en soulignant que les faits jugés par son tribunal n'avaient rien à voir avec une possible collusion entre Moscou et l'équipe de campagne de Donald Trump lors de la présidentielle de 2016.

Ce sujet, au cœur des investigations du procureur spécial Robert Mueller, "n'a pas été soumis au tribunal. Point barre", a-t-elle dit.

Dans sa décision, la magistrate a souligné les "mensonges répétés et sur plusieurs années" de Paul Manafort, destinés selon elle à "assurer le maintien de son train de vie" luxueux.

Très irrité par l'enquête russe, Donald Trump avait loué le "courage" de celui qui a dirigé sa campagne pendant deux mois, l'opposant au "traître" Michael Cohen, son ancien avocat qui a fini par se retourner contre lui.

Source : AFP

Urgence nationale : Trump oppose son veto à la résolution du Congrès

15 mars 2019

Donald Trump a opposé vendredi son veto à une résolution du Congrès fédéral américain annulant la procédure d'urgence nationale décrétée pour débloquer des fonds destinés à la construction d'un mur à la frontière avec le Mexique.

Il s'agit du premier veto de la présidence Trump. Pendant les deux premières années de son mandat, le président n'a jamais eu à utiliser son droit de veto, grâce au caractère accommodant d'un Congrès totalement contrôlé par les républicains. La donne a changé depuis que les démocrates ont gagné la Chambre des représentants aux élections de mi-mandat de novembre.

Lors de la signature de ce veto, dans le bureau ovale de la Maison blanche, Donald Trump a pris soin de faire venir à ses côtés des représentants de la police des frontières et des proches de personnes tuées par des immigrants clandestins aux Etats-Unis.

Le chef de la Maison blanche avait déclenché l'arme de l'urgence nationale il y a un mois après le refus du Congrès de lui octroyer les 5,7 milliards de dollars de budget qu'il réclamait pour construire son mur anti-migrants à la frontière mexicaine.

Jeudi, le Sénat américain avait voté par 59 voix contre 41 une résolution annulant la procédure d'urgence nationale, infligeant un sérieux revers pour le président américain, dans la mesure où 12 élus républicains s'étaient joints aux démocrates pour approuver le texte.

Sur Twitter, Trump avait aussitôt promis d'opposer son veto.

Le veto présidentiel renvoie la résolution de nouveau devant le Congrès, où la Chambre des représentants à majorité démocrate procédera de nouveau à un vote, pour tenter de court-circuiter le veto de Trump. Ce vote aura lieu le 26 mars. La Chambre des représentants ne devrait cependant pas réussir à réunir suffisamment de voix pour surmonter le veto présidentiel.

Source : Reuters

Etats-Unis : un parrain de la mafia abattu à New York

14 mars 2019

La guerre des gangs est-elle rouverte à New York ? C'est ce que laisse craindre l'assassinat mercredi soir devant son domicile, situé sur l'île de Staten Island, du parrain du clan des Gambino, l'une des 5 grandes familles de la mafia américano-italienne qui se disputent le terrain à New York.

C'est une première depuis 1985, selon les médias américains qui estiment qu'une guerre de succession pourrait expliquer cet assassinat. Francesco « Franky Boy » Cali, 53 ans, était né en Sicile et plusieurs médias avaient rapporté son intronisation à la tête du clan Gambino, l'une des grandes familles de la mafia italo-américaine de New York.

Chef du clan des Gambino, l'un des syndicats du crime new-yorkais le plus puissant dans les années 1990, on le disait discret et extrêmement prudent depuis l'assassinat de son prédécesseur Paul Castellano à la sortie d'un restaurant de New York en 1985.

Depuis aucun parrain new-yorkais n'avait fait l'objet d'un meurtre. Selon la presse américaine, Cali aurait pu chercher à développer le trafic d'héroïne et d'oxycodone, un anti-douleur dérivé des opiacés qui fait des ravages aux Etats-Unis, mais un marché aujourd'hui largement contrôlé par les cartels mexicains.

Elle est cependant largement passée au second plan depuis le début des années 2000. Concurrencée d'abord par les cartels mexicains dans le domaine du trafic de drogue, mais aussi par les organisations liées à l'ancienne Union soviétique ou l'Asie, elle est néanmoins restée active, comme en témoigne une série de coups de filet réalisés en 2016 et 2017.

Source : RFI, Reuters / Brendan McDermid

Chelsea Manning, l'ex-informatrice de WikiLeaks, à nouveau écrouée

08 mars 2019

Chelsea Manning (prénomée Bradley avant son changement de genre), l'ex-analyste du renseignement américain qui avait fait fuiter des milliers de documents classés secret-défense, a été placée en détention vendredi en raison de son refus de témoigner dans une enquête sur WikiLeaks.

L'ancienne informatrice de WikiLeaks refuse de répondre aux questions d'un grand jury supervisant une enquête sur l'organisation fondée par Julian Assange.

La native de l'Oklahoma affirme bénéficier d'un droit constitutionnel à ne pas être interrogée par ce grand jury, dont elle dénonce par ailleurs l'opacité des actes de procédure.

En 2010 le soldat Manning avait fait fuiter grâce à WikiLeaks plus de 700.000 documents confidentiels ayant trait aux guerres d'Irak et d'Afghanistan, dont plus de 250.000 câbles diplomatiques qui avaient plongé les Etats-Unis dans l'embarras.

L'ex-analyste du renseignement a purgé 7 ans de prison sur les 35 de sa condamnation, ayant bénéficié d'une commutation de peine octroyée par l'ancien président Obama. Pour beaucoup d'Américains Chelsea Manning est une héroïne des libertés qui a payé très cher des révélations utiles sur les morts de civils sous les bombardements américains en Irak et en Afghanistan.

Pour de nombreux autres, c'est une traîtresse coupable de collusion avec l'ennemi. Donald Trump l'avait lui-même qualifiée de "traîtresse".

Résultat, totalement inconnue lors de son arrestation, elle est aujourd'hui célèbre sur tous les continents.

Né en Australie, Julian Assange vit lui réfugié à l'ambassade d'Équateur à Londres depuis juin 2012. S'il en sort, il risque d'être arrêté par les autorités britanniques et d'être par la suite extradé aux Etats-Unis.

Source : AFP

Premières sanctions de Washington contre la Cour pénale internationale

15 mars 2019

Les Etats-Unis ont mis vendredi à exécution leur menace sans précédent contre la Cour pénale internationale (CPI), en annonçant des restrictions de visa pour tenter d'empêcher toute enquête de l'institution contre des militaires américains, notamment en Afghanistan.

De premières interdictions de visa ont déjà été prononcées, concernant surtout Fatou Bensouda, la procureure de l'institution. Début novembre 2017, elle avait annoncé qu'elle allait demander aux juges l'autorisation d'ouvrir une enquête sur des crimes de guerre présumés commis dans le cadre du conflit afghan, notamment par l'armée américaine.

Dans une attaque d'une virulence inédite contre cette juridiction internationale chargée de juger les crimes de guerre et contre l'humanité, dont Washington n'est pas membre, la Maison

Blanche avait menacé en septembre dernier ses juges ou procureurs de sanctions s'ils s'en prenaient à des Américains ou à Israël.

L'institution judiciaire "continuera à faire son travail indépendamment, sans se laisser décourager, en accord avec son mandat", a réagi vendredi la CPI.

Mike Pompeo, secrétaire d'Etat américain, a également menacé de prendre "des mesures supplémentaires, y compris des sanctions économiques, si la CPI ne change pas d'attitude".

Les relations entre Washington et la juridiction ont toujours été tumultueuses. Les Etats-Unis ont refusé d'y adhérer et ont tout fait, notamment par des accords bilatéraux avec de nombreux pays, pour éviter que des Américains puissent être visés par ses enquêtes.

Mais l'administration de Donald Trump, élu sur le slogan "America First", ou "l'Amérique d'abord", a poussé à l'extrême la défiance à l'égard de plusieurs institutions multilatérales, et érigé la CPI en symbole d'un ordre mondial qu'elle souhaite chambouler.

L'organisation non gouvernementale Human Rights Watch a dénoncé vendredi "une tentative brutale de punir les enquêteurs de la CPI pour la simple raison qu'ils font leur travail, à savoir enquêter sur des crimes de guerre".

Pour Stephen Pomper, de l'organisation de prévention des conflits International Crisis Group, "les Etats-Unis devraient travailler à traquer les criminels de guerre, pas à intimider les procureurs". "Cela sape vraiment la légitimité des sanctions américaines", a estimé cet ancien conseiller du démocrate Barack Obama à la Maison Blanche.

Source : AFP

Yémen : le Sénat US vote contre le soutien à la coalition saoudienne

14 mars 2019

Le Sénat américain a approuvé mercredi une résolution demandant à ce que les Etats-Unis cessent de soutenir la coalition menée par l'Arabie saoudite dans le conflit au Yémen.

Une résolution en ce sens avait déjà été approuvée par le Sénat en décembre dernier mais bloquée ensuite à la Chambre des représentants, où les républicains étaient alors majoritaires.

Plusieurs républicains ont joint leur voix à celles des démocrates pour soutenir la résolution, demandant à ce que l'armée américaine mette fin à son implication dans le conflit au Yémen - notamment l'aide fournie à la coalition saoudienne pour ses frappes aériennes.

D'après les parlementaires, le rôle des Etats-Unis dans le conflit au Yémen viole l'obligation constitutionnelle voulant que le Congrès, et non le président, valide toute entrée en guerre des Etats-Unis.

Il s'agit d'un camouflet pour Donald Trump, et d'une condamnation claire de la position qu'il a adoptée à l'égard de l'Arabie saoudite, pays qu'il considère comme un allié indispensable pour contenir l'influence de l'Iran au Moyen-Orient et pour réguler les cours mondiaux du pétrole.

Le Sénat entend aussi envoyer un message fort à l'Arabie saoudite pour son implication dans la crise humanitaire au Yémen et pour l'assassinat du journaliste et opposant Jamal Khashoggi.

Il appartient désormais à la Chambre des représentants, qui avait approuvé une résolution en ce sens le mois dernier, de se prononcer sur cette nouvelle résolution.

La Maison blanche a prévenu que Donald Trump aurait recours à son droit de veto présidentiel si cette résolution venait à être adoptée par le Congrès. Il s'agirait d'une première depuis l'accession de Trump à la présidence.

L'administration Trump, ainsi que de nombreux sénateurs républicains, considèrent cette résolution comme inappropriée, les Etats-Unis ne prenant pas part au combat au Yémen. Pour outrepasser un veto présidentiel, la résolution devra obtenir au moins deux tiers des voix dans les deux chambres, soit plus de soutien que le texte n'en a obtenu jusqu'à présent.

Source : Reuters

Trump va mettre fin aux avantages douaniers de l'Inde et de la Turquie

05 mars 2019

Donald Trump a notifié lundi le Congrès des Etats-Unis de son intention de mettre fin au traitement commercial préférentiel dont bénéficient l'Inde et la Turquie, qui permet à ces deux pays d'exporter aux Etats-Unis des produits sur lesquels ne sont pas imposés de droits de douane.

Le président américain, chantre de l'"Amérique d'abord", a promis de réduire le déficit commercial des Etats-Unis. Il a notamment critiqué à plusieurs reprises l'Inde pour les tarifs douaniers élevés qu'elle impose aux produits importés américains. Le déficit commercial des Etats-Unis avec l'Inde s'est établi à 27,3 milliards de dollars en 2017.

Avec 5,6 milliards de produits indiens importés aux Etats-Unis libres de droits de douane, l'Inde est actuellement le plus important bénéficiaire du Generalized System of Preference (GSP) qui concerne 120 pays et vise à promouvoir le développement économique des bénéficiaires en éliminant les barrières commerciales sur des milliers de produits.

Source : Reuters

Empêtré dans une crise, Trudeau dément toute pression sur une affaire judiciaire

07 mars 2019

Le Premier ministre canadien Justin Trudeau a démenti toute intervention "inappropriée" de sa part pour influencer une procédure judiciaire visant un géant du BTP, dans l'espoir de désamorcer la plus grave crise politique de son mandat.

En chute libre dans les sondages depuis que cette affaire a éclaté et à sept mois des élections législatives, le dirigeant libéral a tenté de reprendre la main avec une conférence de presse matinale consacrée exclusivement à ce sujet.

Le dossier SNC-Lavalin, du nom de l'entreprise accusée d'avoir versé des pots-de-vin en Libye, a déjà coûté à M. Trudeau deux ministres, son plus proche conseiller, et a catapulté l'opposition

conservatrice en tête des intentions de vote. M. Trudeau a martelé qu'il n'y avait "eu aucune pression inappropriée" sur l'ex-ministre de la Justice Jody Wilson-Raybould dans ce dossier.

Cette dernière, qui a claqué la porte du gouvernement il y a trois semaines, a affirmé avoir subi des "pressions" du bureau de M. Trudeau pour l'inciter à intervenir auprès des procureurs afin qu'ils négocient un accord à l'amiable avec le géant du BTP SNC-Lavalin.

La société est accusée par la police fédérale d'avoir versé des millions de dollars de pots-de-vin à des responsables libyens.

Un tel accord à l'amiable, moyennant paiement d'une lourde amende, est possible en vertu d'une réforme récente du code pénal canadien.

Accusé d'avoir voulu épargner SNC-Lavalin pour des raisons électoralistes, M. Trudeau a admis avoir rappelé à Mme Wilson-Raybould, lors d'une rencontre mi-septembre, qu'il était élu de Montréal, où est situé le siège de la société.

"J'ai soulevé le dossier de SNC-Lavalin", a-t-il reconnu, pointant les 9.000 emplois directs menacés au Canada par une éventuelle condamnation au pénal. Le cas échéant, le groupe serait notamment interdit de contrats publics pendant 10 ans, ce qui compromettrait son avenir économique.

"Mais ce commentaire n'était pas de nature partisane", a assuré le dirigeant canadien, répétant avoir alors "réaffirmé que la décision (de conclure un accord à l'amiable ou non, NDLR) revenait à la procureure générale".

Toutefois, a-t-il admis après avoir suivi le témoignage de son ex-ministre devant une commission parlementaire, "je comprends maintenant qu'elle a interprété différemment" ses interventions et celles de son bureau dans ce dossier.

Source : AFP

AFRIQUE

RDC : un financement urgent est nécessaire pour répondre aux énormes besoins humanitaires (ONU)

21 mars 2019

La République démocratique du Congo qui est confrontée à l'une des crises humanitaires les plus importantes et les plus complexes au monde, a besoin d'un soutien financier rapide et durable pour venir en aide aux personnes vulnérables, ont déclaré jeudi la Directrice exécutive de l'UNICEF, Henrietta Fore, et le chef de l'humanitaire de l'ONU, Mark Lowcock.

« La transition politique relativement pacifique en République démocratique du Congo est une opportunité que nous devons saisir. Nous pouvons répondre à la crise humanitaire massive et prolongée. Mais il est urgent que les bailleurs de fonds fournissent un financement supplémentaire généreux alors que les besoins continuent de dépasser les ressources ».

Alors que la RDC a fait des progrès ces dernières années dans certaines régions, notamment en réduisant le nombre d'enfants décédés avant l'âge de 5 ans et en scolarisant de plus en plus d'enfants, la situation humanitaire globale reste alarmante.

Le nombre de personnes confrontées à la faim est passé de 7,7 millions en 2017 à 13 millions l'an dernier. Au moins 4 millions d'enfants souffrent de malnutrition. Le choléra, la rougeole et Ebola continuent de faire de nombreuses victimes.

Le plan nécessite 1,65 milliard dollars pour fournir une assistance à 9 millions de personnes.

Source : ONU

RDC : 260.000 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère dans la région du Kasai (UNICEF)

13 mars 2019

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) estime que 260.000 enfants de la région du Kasai en République démocratique du Congo (RDC) souffrent de malnutrition aiguë sévère et ont besoin d'un traitement vital.

Des milliers d'enfants du Kasai qui ont fui avec leur famille vers les provinces voisines du Kwilu et du Kwango souffrent également de malnutrition.

Et le retour d'au moins 300.000 Congolais depuis l'Angola met une pression supplémentaire sur les centres de santé, les écoles et autres services de base au Kasai.

En raison de la violence et de l'insécurité entre 2016 et 2018, le Kasai a été confronté à des déplacements de population à grande échelle, à des violations des droits de l'enfant et à des niveaux importants de malnutrition chez les mineurs.

Même si des poches d'insécurité subsistent encore aujourd'hui, des milliers de familles qui avaient fui dans la brousse sont maintenant retournées dans leurs communautés.

Au cours des deux dernières années, l'UNICEF et ses partenaires ont traité 200.000 enfants souffrant de malnutrition sévère dans la région du Kasai.

Source : ONU

RDC : Trois membres de la commission électorale sanctionnés par les USA

21 mars 2019

Les Etats-Unis ont imposé jeudi des sanctions à trois dirigeants de la commission électorale indépendante (Céni) de République démocratique du Congo (RDC) qu'ils accusent d'avoir entravé le processus démocratique lors du scrutin présidentiel de décembre.

"Cette initiative fait suite à des actes de corruption répétés de la part de hauts responsables de la Commission électorale nationale indépendante et de l'ancien gouvernement Kabila (...) pour entraver et retarder les préparatifs d'élections crédibles et ouvertes", a déclaré Sigal Mandelker, sous-secrétaire au Trésor pour le terrorisme et le renseignement financier.

Washington avait déjà interdit il y a un mois la délivrance de visas à six hauts fonctionnaires de RDC, dont ceux qui ont été sanctionnés jeudi.

Felix Tshisekedi, chef de file de l'opposition, a été déclaré vainqueur du scrutin du 30 décembre, qui a suscité les inquiétudes de la communauté internationale.

Par ailleurs, l'installation en RDC des sénateurs nouvellement élus est suspendue. La décision a été annoncée à l'issue d'une réunion interinstitutionnelle dirigée par le président Félix Tshisekedi lundi 18 mars, suite aux allégations de corruption ayant émaillé ces élections et aux manifestations qui s'en sont suivies dans le pays.

Et l'élection des gouverneurs, prévue le 26 mars, est reportée à une date ultérieure. En RDC, gouverneurs et vice-gouverneurs sont élus au suffrage universel indirect, soit par les députés provinciaux. Les procureurs généraux près la Cour de cassation sont également appelés à élargir leurs enquêtes pour que « corrompus et corrupteurs soient identifiés et poursuivis ».

Pour rappel, le procureur général de la République avait demandé le 9 mars à la Commission électorale nationale indépendante de reporter ces élections afin de lui permettre d'avoir des éléments probants sur les allégations de corruption. Cette proposition avait été rejetée par la Céni qui estimait que les enquêtes ne devraient pas avoir d'incidence sur le calendrier électoral.

Sources : Reuters, RFI

RCA : le gouvernement salue le nouvel accord trouvé sous l'égide de l'UA

22 mars 2019

En Centrafrique, le gouvernement s'est dit, ce jeudi, « satisfait des avancées » après la tenue, la veille, d'une réunion avec 14 groupes armés. Une réunion organisée par l'Union africaine à Addis Abeba et au terme de laquelle les parties se sont mises d'accord sur la formation d'un gouvernement encore plus « inclusif » que celui qui avait été négocié à Khartoum.

Source : RFI

Tchad : 23 soldats tchadiens tués par Boko Haram

22 mars 2019

Des insurgés islamistes du groupe Boko Haram ont tué au moins 23 soldats tchadiens au cours de la nuit de jeudi à vendredi, a-t-on appris auprès de deux sources proches des services de sécurité tchadiens.

L'attaque s'est produite dans la ville tchadienne de Dangdala, près des berges du lac Tchad. Les assaillants seraient venus du Niger voisin, a indiqué l'une de ces sources.

Il s'agirait, si l'information est officialisée, de l'attaque la plus meurtrière menée en territoire tchadien par les insurgés de Boko Haram.

Source : Reuters

HRW accuse les forces du Burkina Faso d'avoir exécuté des civils

22 mars 2019

Les forces de sécurité du Burkina Faso ont exécuté sommairement plus de 115 civils depuis le milieu de l'année dernière au cours d'opérations contre des islamistes armés, lesquels ont tué dans les mêmes conditions plus de 40 personnes, a affirmé vendredi l'ONG de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW).

Le Burkina Faso a connu ces trois derniers mois une nette recrudescence des attaques islamistes, les organisations djihadistes cherchant à étendre leur influence dans le Sahel.

Toutes ces violences se sont produites non loin des frontières septentrionales du Burkina Faso, en limite avec le Mali et le Niger, d'avril 2018 à janvier 2019, indique HRW dans son rapport.

"Des dizaines de personnes ont été tuées", explique Corinne Dufka, directrice de HRW pour le Sahel. "Les villageois vivent dans la peur car aussi bien les islamistes armés que les forces gouvernementales font montre d'un mépris absolu pour la vie des gens".

Source : Reuters

Lutte antiterroriste : visite du Conseil de sécurité au Mali et au Burkina, entre autres à l'initiative de la France

22 mars 2019

Le Conseil de sécurité de l'ONU se rend au Mali et au Burkina Faso jusqu'à dimanche. Une visite. Au menu des discussions : la mise en œuvre de l'accord de paix et la lutte antiterroriste dans un contexte d'expansion de la menace, notamment au Burkina.

La France avait fait du Sahel une des priorités de son action diplomatique. Elle démontre avec cette nouvelle visite du Conseil de sécurité sur place qu'elle n'est pas prête à renoncer malgré les obstacles qu'elle rencontre.

En premier lieu, celui de Washington qui ne souhaite pas s'engager sur un financement pérenne de la force antiterroriste du G5 Sahel. Principale conséquence de ce manque de soutien : les délais dans l'opérationnalisation de cette force.

Avec ce déplacement entre Bamako et Ouagadougou, Paris espère donc convaincre Washington de l'intérêt de faire monter en puissance le G5 alors que les attaques n'ont jamais été aussi nombreuses depuis 2016, selon un rapport du secrétaire général de l'ONU.

Autre sujet d'inquiétude pour les diplomates : l'avenir de la Minusma, la mission de l'ONU au Mali. Son mandat arrive à échéance en juin prochain et les Américains ont déjà laissé entendre qu'ils pourraient demander une réduction des troupes. Ces discussions seront au centre d'une réunion à New York autour du ministre des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian le 29 mars.

Source : RFI

Au Sahel, la situation humanitaire se dégrade en raison d'une insécurité croissante (ONU) *06 mars 2019*

De hauts responsables des Nations Unies ont tiré mercredi la sonnette d'alarme face à la montée des conflits et de l'insécurité dans le Sahel qui a provoqué des déplacements massifs de populations.

Environ 4,2 millions de personnes sont déplacées dans le Sahel, contre 3,2 millions en 2018, en raison de l'escalade de la violence armée dans certaines régions du Mali, dans le bassin du lac Tchad et dans le Liptako-Gourma, une région à cheval sur le territoire du Burkina Faso, du Mali et du Niger.

Le nombre de personnes déplacées au Mali a triplé pour atteindre environ 120.000. La région du bassin du lac Tchad enregistre 2,7 millions de déplacements forcés, alors que plus de 100.000 personnes ont été déracinées au Burkina Faso, dont plus de la moitié depuis le début de 2019.

« Nous assistons à une urgence humanitaire sans précédent au Burkina Faso où une recrudescence d'attaques armées a provoqué des déplacements internes massifs », a déclaré Ursula Mueller, Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires de l'ONU.

« Des milliers de familles, de jeunes enfants, d'hommes et de femmes survivent dans des conditions extrêmement difficiles, certaines dans des tentes surpeuplées et sans suffisamment de nourriture, d'eau ou de soins médicaux ».

Mme Mueller qui est également Coordinatrice adjointe des secours d'urgence estime essentiel d'intensifier l'aide d'urgence en cours au Burkina Faso et de renforcer nos efforts dans le Sahel en général, « où l'insécurité croissante génère directement une détérioration de la situation humanitaire ».

Dans le Sahel, des millions de personnes sont encore sous le choc des conséquences de la crise alimentaire et nutritionnelle de l'année dernière. La violence armée prolongée dans certaines parties a aggravée l'impact de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et des épidémies et sape les efforts déployés pour sortir les communautés de la vulnérabilité chronique.

L'agriculture, le commerce et d'autres moyens de subsistance et activités économiques sont souvent gravement compromis dans les régions touchées par le conflit.

Suite à la grave sécheresse qui a décimé les pâturages, le bétail et les cultures en 2018, la situation de millions de familles touchées reste fragile.

Les experts estiment à 9,5 millions le nombre de personnes qui se retrouveront en situation d'insécurité alimentaire critique durant la période de soudure de 2019 (entre juin et août) dont 4,4 millions dans le bassin du lac Tchad.

Cette année, la communauté humanitaire sollicite 2,4 milliards de dollar afin d'aider environ 15,3 millions de personnes au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, au Niger, au Nigeria et au Tchad.

Source : ONU

Cameroun : un ancien ministre délégué à la justice enlevé en zone anglophone

21 mars 2019

Un ancien ministre a été enlevé dans la nuit de mardi à mercredi à Bamenda, dans la région du Nord-Ouest. Emmanuel Ngafeeson a été pendant 7 ans secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Justice chargé de l'administration pénitentiaire.

Son enlèvement n'a pas été revendiqué mais comme tous ceux enregistrés dans ces régions anglophones en conflit, les regards sont tournés vers les combattants séparatistes qui y défient l'armée.

Pour les sources sécuritaires, aucun doute, cet autre enlèvement est l'œuvre des combattants séparatistes qui opèrent dans les régions anglophones. Si les enlèvements sont devenus fréquents autant au Sud-Ouest qu'au Nord-Ouest, c'est néanmoins la première fois qu'une personnalité de ce rang fait les frais de ce contexte sécuritaire trouble.

Membre titulaire du Comité central du RDPC, parti au pouvoir, Emmanuel Ngafeeson entre au gouvernement en décembre 2004 au poste de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Justice et garde des Sceaux. Il est alors spécialement chargé de l'administration pénitentiaire.

Depuis qu'il en a été sorti en 2011, il cultive un art de la discrétion qui l'a complètement fait sortir des radars. Il vient brutalement et à son corps défendant, de retrouver une bien pénible exposition.

Source : RFI

Cameroun : saisie de 2 tonnes d'écailles de pangolins et 200 pointes d'ivoire

14-03-2019

Quatre trafiquants d'espèces animales protégées au Cameroun ont été arrêtés alors qu'ils s'apprêtaient à vendre deux tonnes d'écailles de pangolins, un petit fourmilier écailleux menacé d'extinction, ainsi que 200 défenses d'ivoire.

C'est une énorme saisie.

Les écailles de pangolins sont recherchées en Asie du Sud-Est pour leurs prétendues propriétés médicinales contre l'acné, le cancer et l'impuissance. Malgré l'interdiction de son commerce

depuis 2016, l'animal peut encore s'acheter dans des échoppes de Hong Kong, où ses écailles se vendent à prix d'or.

Un million de pangolins ont été chassés dans les forêts d'Afrique et d'Asie au cours des dix dernières années, à mesure que l'appétit pour le quadrupède s'envolait en Chine ou au Vietnam. Quant au commerce illégal d'ivoire, il est la troisième forme de trafic le plus rentable après les stupéfiants et les armes.

Il est alimenté par une forte demande en Asie et au Moyen-Orient, où les défenses d'éléphant sont utilisées dans la médecine traditionnelle et en ornementation. Il peut être revendu jusqu'à 7.000 euros le kilo.

Source : AFP

Guinée-Bissau : nouvelle saisie de drogue à Bissau

14 mars 2019

Les quatre personnes interpellées le week-end dernier lors d'une saisie record de cocaïne à Bissau ont été déférées, hier mercredi, devant un magistrat. Ils comparaissent après la saisie de 800 kilos de cocaïne qui avaient été dissimulés dans un camion chargé de poisson.

La cocaïne avait pour destination Gao, dans le nord du Mali, une plaque-tournante du trafic de drogue entre l'Amérique latine et l'Europe.

Il s'agit de la plus grande saisie du genre à Bissau depuis celle, il y a une douzaine d'années, de quelque 700 kilos de cocaïne.

Source : RFI

L'Afrique de l'Ouest maintient une croissance insolente

09 mars 2019

Les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) devraient connaître une croissance économique record en 2019, selon la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest : 6,8 % attendus. Le dynamisme des services et des activités commerciales et industrielles expliquent cette bonne croissance.

Cela fait déjà cinq années consécutives que la croissance dépasse les 6% dans les huit pays de l'UEMOA et 2019 ne dérogera pas à la règle, puisque la Banque centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest estime que l'on va même frôler les 7%.

Alors que l'Afrique centrale peine à sortir de la crise pétrolière de 2014, et que l'Afrique australe pâtit du marasme sud-africain, l'Afrique de l'Ouest, elle, continue de s'envoler.

L'UEMOA est la zone du continent la plus dynamique. La richesse par habitant progresse sensiblement.

La Côte d'Ivoire est toujours la locomotive de la région avec une croissance en 2018 de 7,5%. Elle n'est dépassée sur le continent que par l'Ethiopie.

Ces résultats et ces perspectives sont d'autant plus spectaculaires que les cours des matières premières ne sont pas tous à la hausse.

Source : RFI

Guinée : 13 villages miniers portent plainte auprès de la Banque mondiale

15 mars 2019

En Guinée, 13 villages de la région minière de Boké ont déposé une plainte auprès de la Banque mondiale pour dénoncer les conséquences de l'exploitation de la bauxite. Les plaignants saisissent en fait le médiateur d'une branche de l'organisation, qui finance la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG).

Ils estiment que l'entreprise CBG ne respecte pas les lois nationales et internationales. Puisque la Banque mondiale a accordé un prêt à la CBG en 2016, les habitants de ces villages miniers estiment que l'organisation internationale doit s'impliquer pour faire respecter leurs droits.

L'exploitation de la bauxite porte préjudice aux habitants des villages situés aux alentours de Sangaredi, dans l'ouest de la Guinée. C'est le point de départ de l'action menée par 13 de ces villages qui s'adressent directement à la Banque mondiale.

En fait, la procédure concerne la SFI, l'une des branches de la Banque mondiale qui a accordé il y a trois ans un prêt de 135 millions de dollars à la Compagnie des bauxites de Guinée pour un projet d'expansion.

Les habitants des 13 villages expliquent avoir été expropriés des terres qu'ils cultivaient, et déplorent la pollution causée par les activités minières, en particulier la pollution de l'eau. Les habitants précisent dans la plainte que la CBG a détruit des cultures sans préavis, y compris depuis que la SFI, la branche de la Banque mondiale, soutient le projet.

Source : RFI

Cyclone en Afrique australe : distribution chaotique de l'aide, sauvetage de sinistrés toujours en cours

22 mars 2019

La distribution de nourriture auprès de milliers de rescapés du cyclone Idai en Afrique australe a débuté de façon chaotique, provoquant scènes de colère et de frustration, alors que les secours continuaient d'évacuer vendredi des survivants encore bloqués sur des toits ou dans des champs inondés.

Le cyclone Idai, qui a balayé la semaine dernière le Mozambique puis le Zimbabwe, a fait près de 400 morts et affecté des centaines de milliers de personnes. Nombre d'entre elles ont perdu maisons, récoltes ou encore vêtements.

Le Programme alimentaire mondial (PAM), qui compte venir en aide à 600.000 personnes dans la région, a commencé la distribution de nourriture, notamment sous forme de biscuits vitaminés.

Mais l'acheminement de l'aide auprès de rescapés affamés se fait de façon chaotique.

Devant l'ampleur des dégâts, les humanitaires reconnaissent être débordés.

Sur le plan sanitaire, l'inquiétude monte. Les épidémies sont à craindre : choléra, typhoïde, diarrhée.

Devant l'ampleur des dégâts, une conférence de donateurs est prévue le 11 avril à Beira.

Source : AFP

Zimbabwe : les Etats-Unis renouvellent leurs sanctions contre Harare

05 mars 2019

Après l'Union européenne, les Etats-Unis ont renouvelé leurs sanctions contre le Zimbabwe. Plus de 140 individus et sociétés sont concernés par ces sanctions en place depuis quasiment 20 ans. Selon l'administration Trump, le gouvernement zimbabwéen continue de poser une menace à la politique étrangère américaine.

C'est une nouvelle claque pour le gouvernement zimbabwéen qui tente de normaliser ses relations internationales et de relancer une économie à genoux en essayant de convaincre les investisseurs internationaux de revenir dans le pays.

Au total 141 personnes et sociétés zimbabwéennes sont concernées, dont le chef de l'Etat Emmerson Mnangagwa, son vice-président Constantino Chiwenga et l'ancien président Robert Mugabe. Une dizaine de sociétés d'Etat sont également ciblées et dès lors exclues de toutes relations commerciales avec des entreprises américaines.

L'administration américaine a indiqué que ces sanctions resteraient en place tant que le gouvernement zimbabwéen ne permettra pas une plus grande liberté de la presse et liberté de manifester.

Source : RFI

Soudan : l'opposition s'engage à rompre les discussions avec el-Béehir

21 mars 2019

Une partie de l'opposition annonce rompre toute discussion avec le régime d'Omar el-Béehir. Il s'agit de la coalition d'opposition la plus importante du pays, composée d'une dizaine de partis politiques, de groupes rebelles et de la société civile.

Ils se sont réunis en France, à Paris, pendant trois jours, afin d'unifier leur position et demander le départ du chef de l'Etat soudanais.

L'opposition appelle à un front commun contre le régime d'Omar el-Béehir.

Un front qui rassemblerait tous les partis politiques, la société civile, les groupes armés et les syndicats du pays. Et ouvrirait même la porte aux islamistes du régime qui souhaiteraient les rejoindre.

Au Soudan, cela fait trois mois que la mobilisation contre le président Omar el-Béchar a commencé. Le mouvement de colère est parti d'une hausse du prix du pain avant que la contestation se retourne contre le régime en place.

Le mois dernier, le chef de l'Etat a décrété l'état d'urgence, rendant les manifestations illégales, mais malgré cela, les Soudanais continuent de descendre dans les rues.

Depuis l'instauration de l'état d'urgence le mois dernier, le rythme des manifestations s'est ralenti. Les marches ne sont plus quotidiennes, mais hebdomadaires.

Le chef de l'Etat a également instauré des tribunaux d'exception pour juger les manifestants qui violent l'état d'urgence. De fait, il y a moins de monde dans les rues. En effet, des centaines de personnes ont été arrêtées depuis le début du mouvement.

Si certaines ont déjà été libérées, d'autres restent à ce jour toujours en prison.

La répression est sévère. Selon l'ONG Human Rights Watch, il y aurait au moins 50 morts depuis le début du mouvement.

La semaine dernière, le chef de l'Etat a également annoncé un nouveau gouvernement, chargé de s'attaquer à la crise économique et d'ouvrir des discussions avec l'opposition. Un appel au dialogue qui a d'ailleurs été rejeté par quasiment toute l'opposition, notamment par l'Association des professionnels soudanais.

Source : RFI

ONU : la communauté internationale s'inquiète de la situation au Soudan du Sud

09 mars 2019

La communauté internationale est de plus en plus inquiète de la situation au Soudan du Sud. Si le niveau de violence a baissé, le retard accumulé dans l'application de l'accord de paix de septembre devient préoccupant. Le pays doit entrer dans une nouvelle période de transition en mai, et beaucoup de progrès restent à accomplir pour éviter de replonger le pays dans le chaos.

Le représentant de l'ONU dans le pays, David Shearer, a fait le point devant le Conseil de sécurité.

C'est un tableau très mitigé qu'a décrit David Shearer.

Certes, le niveau de violence a baissé, les opposants se déplacent librement autour de la capitale, et les déplacés commencent à rentrer. Pour autant, des problèmes fondamentaux restent à régler sur le nombre de régions et les frontières, sur la formation d'une armée unifiée et sur la sécurité pour le retour des opposants.

Le chef rebelle Riek Machar doit par exemple revenir à Juba en mai et prendre ses fonctions de premier vice-président. « On est très en retard et nous n'aurons pas d'autre chance. Il n'y a pas de plan B », a expliqué David Shearer.

S'ajoutent à cela des affrontements violents ces dernières semaines dans la région de l'Equateur entre le gouvernement et des groupes non signataires de l'accord de paix, et une situation humanitaire toujours critique.

Le diplomate a toutefois gardé une part d'optimisme. A la différence des évêques catholiques sud-soudanais qui fin février avaient lancé un véritable cri d'alarme. Selon eux, « toutes les parties sont désormais engagées dans des combats ou des préparatifs de guerre. Il n'y a pas de volonté, les discours de haine se diffusent et il y a une soif de revanche des communautés ».

Source : RFI

Madagascar : la société civile opposée à un projet australien d'extraction minière *19-03-2019*

A Madagascar, le projet d'extraction minière d'une multinationale australienne continue de susciter les mécontentements. L'entreprise Base Toliara a commencé ses travaux pour exploiter de l'ilménite dans le sud-ouest du pays.

Le ministre des Mines s'est rendu sur place le week-end des 16 et 17 mars pour annoncer la suspension temporaire d'une partie des recherches sous-marines de cette entreprise, espérant calmer les esprits. Mais la société civile est loin d'être satisfaite.

« Un arrêt définitif », c'est ce que réclament deux organisations malgaches de défense des terres et de l'environnement.

Les permis miniers ont été délivrés lorsque l'actuel chef de l'Etat, Andry Rajoelina était à la tête de la Haute Autorité de transition.

Cinq communes de la région de Tuléar sont touchées par ce projet qui s'étend sur 2 500 hectares. La population, composée en majorité d'agriculteurs, d'éleveurs et de pêcheurs, dénonce les impacts néfastes de l'extraction d'ilménite sur la santé et l'environnement et donc, sur leurs moyens de subsistance.

Source : RFI

Le Somaliland et l'Erythrée au cœur du nouveau rapport de force dans la région *21 mars 2019*

Une délégation érythréenne vient d'achever une visite officielle à Hargeisa, capitale du Somaliland.

Le Somaliland, Etat non reconnu au nord-ouest de la Somalie, s'est proclamé indépendant au moment de la chute du dictateur Siyad Barré en 1991.

Le ministre des Affaires étrangères et le plus proche conseiller du président érythréen ont passé trois jours dans le pays, à grand renfort de publicité. Derrière les témoignages d'amitié, c'est la recomposition des rapports de force dans la région qui est à l'œuvre, avec en toile de fond le grand frère éthiopien et l'argent des Emirats arabes unis.

On avait déployé le tapis rouge et la fanfare, sorti les grands moyens protocolaires au Somaliland pour recevoir les Erythréens. Un bon connaisseur du gouvernement de Hargeisa souligne que c'est une tradition.

Cette visite est surtout révélatrice, d'abord de l'impact du nouveau mot d'ordre de l'Ethiopie, qui a fait la paix avec l'Erythrée, pour le climat des affaires et, donc, pour la stabilité. Mais aussi de l'influence des Emirats arabes unis dans la région, sur fond de guerre au Yémen.

Car le Somaliland, comme l'Erythrée, est un obligé des Emirats, lesquels sécurisent ainsi une chaîne de ports commerciaux et militaires sur la mer Rouge.

Pour l'Erythrée, c'est aussi la fin de sa mise à l'écart internationale.

De source proche des diplomates érythréens, on indique que les envoyés du président Issayas Afewerki étaient venus affirmer leur disposition à jouer les médiateurs dans le divorce avec la Somalie, insoluble depuis 1991. Il faut dire que toutes les médiations ont échoué à ce stade, y compris des pourparlers qui devaient s'ouvrir au Ghana mardi dernier.

Source : RFI

La guerre cachée des Etats-Unis en Somalie : des civils tués

19 mars 2019

En Somalie, les frappes américaines contre les jihadistes se sont multipliées depuis l'arrivée de Donald Trump au pouvoir. Depuis le début de l'année, 28 frappes ont été menées par Africom, le commandement militaire américain en Afrique. Si la tendance continue, le nombre de bombardements pourrait tripler par rapport à 2018, année déjà record.

Selon les Américains, 326 shebabs ont été tués l'an dernier. Pour 2019, ce chiffre a déjà atteint 230 shebabs tués rien que pour les mois de janvier et février. Cette intensification a surtout commencé il y a deux ans, lorsque Donald Trump a signé une directive désignant plusieurs régions somaliennes comme des secteurs d'« hostilité active ».

Ce statut a entraîné un assouplissement des procédures avant de déclencher une frappe.

Reste que cette stratégie a sa part d'ombre. Les shebabs affirment que de nombreux civils sont tués par les drones, sans que ce soit prouvé.

Chaque fois, le commandement militaire américain nie l'existence de victimes civiles.

Or Amnesty International publie ce mercredi un rapport accablant pour Washington. Sur la centaine de frappes aériennes reconnues par les Etats-Unis en Somalie, l'enquête de l'organisation en détaille cinq, vues depuis le sol, et dénombre 14 morts de civils.

Ils travaillaient aux champs, se déplaçaient entre villages ou dormaient sous un arbre. Leur malheur est d'avoir vécu dans la brousse de la Basse-Shabelle, une région tenue par les shebabs. Lesquels d'ailleurs ne les traitaient pas autrement qu'en suspects. Un jour ou une nuit, ils ont été visés sans raison apparente par un tir de drone.

Eux et tous ceux qui se trouvaient dans les parages, jihadistes, gamins du village ou fermiers... Amnesty International a dénombré 14 civils tués et 8 blessés, dans cinq frappes, entre octobre 2017 et décembre 2018. Et chaque fois, côté américain, le déni.

Pourtant, les témoignages sont formels : tous étaient connus dans leur village, souvent soutiens de famille. Souvent aussi, ils subissaient la loi des shebabs.

L'organisation souligne que ces morts sont aussi une conséquence d'un changement de doctrine depuis l'élection de Donald Trump.

Mardi après-midi, ce sont 4 personnes qui ont été tuées près de la ville d'Afgoyé, à l'ouest de Mogadiscio, dans ce qui est identifié par des témoins comme une frappe aérienne américaine. Les bombardements aggravent aussi la crise humanitaire, avec des milliers de déplacés supplémentaires fuyant les drones américains.

Source : RFI

La production pétrolière kényane adopte enfin un cadre légal

16-03-2019

Deux ans après la rédaction d'un premier texte, le président a enfin signé la promulgation d'une loi sur le pétrole mercredi. Le pays est producteur depuis 9 mois, grâce à un gisement de 750 millions de barils découvert dans le Turkana, dans le nord du pays et exploité par la multinationale britannique Tullow.

Le chef de l'Etat a notamment tranché le point sensible du partage des revenus de l'or noir. L'argent du pétrole reviendra à 75% à l'Etat central, 20% iront au comté du Turkana et 5% aux populations locales. Un partage que le Parlement pourra réviser d'ici 10 ans si nécessaire.

Une étape cruciale. On se souvient que l'an dernier, suite à des manifestations, la production avait été arrêtée pendant 45 jours, faisant perdre plusieurs millions de dollars à Tullow. Les habitants réclamaient notamment un partage plus équitable des revenus issus de l'or noir.

Source : AFP

Visite de Macron au Kenya : près de 2 milliards d'euros de contrats signés

14 mars 2019

En visite au Kenya, le président français a négocié une moisson de contrats avec les autorités du pays.

Les autorités kényanes ont accueilli en grande pompe le premier président français en visite dans leur pays depuis leur indépendance, en 1963.

Des accords commerciaux ont été annoncés, pour un montant d'environ 2 milliards d'euros. Une moisson « historique », dicit un proche du chef de l'Etat, d'autant que le partenariat entre les deux pays est naissant, a-t-il insisté.

Le Kenya a ainsi attribué le projet d'autoroute reliant la capitale, Nairobi, à un groupement français (Vinci Concessions, Sogea-Satom, Meridiam) pour un montant de 1,6 milliard d'euros sur trente ans. Mercredi, Emmanuel Macron avait indiqué que près de 3 milliards d'euros de contrats pourraient être conclus avec la France.

Le président du Kenya, Uhuru Kenyatta, a ironisé à propos de la concurrence à laquelle se livrent les puissances étrangères, dont la France et la Chine, pour profiter de son dynamisme

économique en expliquant ne pas vouloir choisir entre les "pommes" et les "oranges". Considéré comme l'un des "nouveaux lions" d'Afrique, le Kenya affiche une croissance de 6%.

Sources : Le Parisien, Reuters

Le Kenya et la Somalie optent pour la désescalade sous la houlette d'Abiy Ahmed

07 mars 2019

La tension était vive entre le Kenya et la Somalie depuis trois semaines, Nairobi accusant Mogadiscio d'avoir mis en vente des concessions pétrolières dans une zone maritime revendiquée par les deux pays.

Mais les présidents Kenyatta et Farmajo se sont rencontrés mercredi matin à Nairobi à l'initiative du Premier ministre éthiopien et se disent prêts à calmer le jeu.

Le Kenya et la Somalie semblent prêts à enterrer la hache de guerre. Selon Mogadiscio, les deux pays sont d'accord pour relancer leur relation et favoriser une désescalade.

Selon Abdinur Mohamed, directeur de la communication à la présidence somalienne, les deux voisins vont également reprendre leurs relations diplomatiques.

En revanche, on ne sait pas si la Somalie va retirer sa plainte déposée auprès de la Cour internationale de justice pour régler son litige frontalier avec le Kenya.

En tout cas, le mérite de la rencontre de mercredi revient au Premier ministre éthiopien, déjà auréolé de prestige depuis la paix conclue avec l'Erythrée l'an dernier.

« En moins d'un an, Abiy Ahmed est devenu indispensable pour régler les problèmes régionaux », a réagi le chercheur Rashid Abdi.

Pour autant, les observateurs émettent quelques réserves. D'abord, les négociations se sont déroulées dans l'opacité la plus totale. Ensuite, Abiy Ahmed voit son image de pacificateur écornée par les conflits ethniques en Ethiopie.

Source : RFI

Des centaines de milliers de manifestants à Alger

22 mars 2019

Des centaines de milliers de manifestants ont défilé vendredi dans le centre d'Alger pour réclamer la démission immédiate du président Abdelaziz Bouteflika, a constaté un journaliste de Reuters.

Bouteflika, 82 ans et au pouvoir depuis 1999, a renoncé à briguer un cinquième mandat mais n'a pas démissionné. Il veut rester en fonction jusqu'à l'adoption d'une nouvelle Constitution, ce qui, de fait, prolonge son mandat en cours.

L'élection présidentielle prévue le 18 avril a été reportée sine die.

Des manifestants défilent depuis près d'un mois dans les grandes villes du pays pour exiger le changement politique et le départ du président.

Source : Reuters

Pourquoi l'Égypte reste-t-elle le pays qui excise le plus de femmes au monde ?

08 mars 2019

Peuplée de 97 millions d'habitants, l'Égypte paraît bien loin des pays où les actions contre les mutilations génitales féminines commencent à porter leurs fruits.

La tradition commence à reculer dans les jeunes générations, avec 70 % des 15-19 ans sexuellement mutilées en 2015, contre 81 % sept ans plus tôt, selon l'Unicef-UNFPA.

Mais la majorité des Égyptiens (en particulier les hommes) continuent de soutenir cette pratique, qui remonterait à l'époque pharaonique ; alors que la plupart des autres pays africains concernés ont vu leurs opinions publiques radicalement évoluer et prendre position contre (selon le dernier rapport de l'Unicef-UNFPA).

En 2008, l'excision est devenue un crime et les peines encourues par les exciseurs et parents complices ont même été alourdies en 2017. Pourtant, 80 % des filles excisées le sont par des personnes ayant le titre de médecin, dans des cliniques privées ou petits hôpitaux de campagne.

Depuis 2003, les agences de l'ONU et plusieurs gouvernements occidentaux ont alloué près de 19 millions de dollars à six différents programmes des autorités égyptiennes, visant à criminaliser l'excision et à faire évoluer les mentalités dans des centaines de villages.

Une aide qui peut sembler dérisoire en comparaison, par exemple, de l'aide militaire américaine qui s'élève chaque année à 1,3 milliard de dollars.

Par ailleurs, les organisations internationales rappellent que l'instabilité politique à la suite de la révolution de 2011 ont freiné le combat contre l'excision.

Plusieurs ONG critiquent, quant à elles, leur mise à l'écart. Depuis 2011, elles ont été la cible d'une intense répression étatique et de campagnes médiatiques les accusant d'être au service d'intérêts étrangers.

Les temps ont changé, veulent néanmoins croire les ONG comme les organismes internationaux séduits par le volontarisme affiché du nouveau dirigeant du Conseil national de la population, Amr Hassan, qui « ne veut pas diminuer le nombre d'excisions, mais éradiquer la pratique ».

Un nouveau plan d'action pour 2020-2025 est en préparation et les ONG ont été invitées à réfléchir à son élaboration. Si la tendance observée par les dernières statistiques de 2015 se confirme, l'excision devrait en moyenne continuer de reculer (en particulier dans les zones urbaines).

Mais les efforts doivent redoubler d'intensité, prévient l'Unicef, car, en réalité, le nombre d'Égyptiennes excisées pourrait mécaniquement augmenter dans les années à venir, à cause du boom démographique. Rien que cette année 2019, les chiffres sont alarmants, avec un demi-million d'Égyptiennes qui risquent de subir une mutilation de leurs organes génitaux.

Source : Ariane Lavrilleux, Le Point Afrique

Libye : l'envoyé de l'ONU souligne l'importance de la Conférence nationale prévue en avril

20 mars 2019

Le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye, Ghassan Salamé, a expliqué mercredi au Conseil de sécurité que la Conférence nationale, prévue le mois prochain, est une « occasion cruciale » de mettre fin à une période de transition de huit ans et une situation qui a atteint un « point critique ».

Selon lui, le peuple libyen, qui souhaite « ardemment » l'unification des institutions du pays, se heurte à des puissances qui ont profité du chaos et de la division et qui sont réticentes à aller de l'avant.

Prévue du 14 au 16 avril, en Libye, la Conférence nationale doit être l'occasion d'établir une feuille de route pour mettre un terme à la période de transition, grâce à l'organisation des élections législatives et présidentielle, et de faire des recommandations sur la manière de traiter du projet de constitution élaboré par l'Assemblée constituante.

Ghassan Salamé a d'ailleurs indiqué que le Premier Ministre Faiez Mustafa Serraj et le général Khalifa Haftar se sont mis d'accord sur le fait que la Libye doit être un État civil gouverné démocratiquement. Cela dit, de nombreux médias font état d'une progression des forces du maréchal Haftar dans le sud libyen.

Cette opération "Dignité", destinée à étendre sa zone, ne se fait pas sans dégâts. "Son avancée vers le champ pétrolier de Sharara, situé à proximité d'Oubari, a soulevé une vive émotion chez les Touaregs.

Il n'est pas anodin que le gouvernement de Fayez al-Sarraj ait nommé une figure militaire touareg, Ali Kanna, commandant de la 'zone militaire sud', avec pour objectif de rétablir l'autorité de Tripoli dans la région", notait Le Monde début février.

L'avancée des troupes de l'homme fort de l'est de la Libye, soutenu notamment par l'Égypte, se fait en s'appuyant sur une partie des populations locales qui se retrouvent souvent déstabilisées par les luttes d'influences menées par les différents clans libyens.

Cette progression suscite parfois les oppositions d'une partie de ces populations, qu'elles soient touaregs ou toubous.

Et cette agitation dans le sud de la Libye a des conséquences hors du pays.

Le ministre tchadien de la Sécurité Mahamat Abali Salah a confirmé la fermeture de la frontière entre son pays et la Libye. Cette décision, quasi impossible à mettre en œuvre en raison de la longueur de ladite frontière, a été motivée par les problèmes sécuritaires qui se multiplient dans la zone, tout comme les trafics divers selon le Tchad.

Objectif : prévenir les incursions des groupes rebelles armés, quelques semaines après l'entrée d'un groupe armé au Tchad depuis la Libye, qui avait provoqué l'intervention de l'armée française.

La déstabilisation de la Libye n'en finit pas d'ébranler la région et en particulier le sud libyen où les frontières poreuses ont toujours été le théâtre de nombreux commerces ou trafics (tout comme les activités d'orpaillage).

Sources : ONU, France Info

Un expert de l'ONU sur l'indépendance des juges et des avocats pas en mesure d'effectuer une visite au Maroc

19 mars 2019

Le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'indépendance des juges et des avocats, Diego García-Sayán, a annoncé mardi que les conditions nécessaires à sa visite au Maroc ne sont pas remplies. Il ne sera pas donc en mesure d'effectuer sa visite prévue dans le pays.

L'expert des droits de l'homme devait se rendre dans le pays du 20 au 26 mars pour examiner l'impact des mesures visant à garantir l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire et des procureurs, ainsi que l'exercice indépendant de la profession d'avocat.

Source : ONU

PLANETE GLOBALE

L'accès à l'eau potable : plus de 2 milliards de personnes toujours privées de ce droit fondamental

19 mars 2019

En 2015, trois personnes sur dix (2,1 milliards) n'avaient pas accès à des services d'eau potable gérés en toute sécurité et 4,5 milliards de personnes, soit six sur dix, étaient privées d'installations sanitaires gérées de manière sûre.

Le rapport souligne que si la dégradation de l'environnement naturel et les pressions insoutenables sur les ressources mondiales en eau se poursuivent, 45 % du PIB mondial et 40% de la production céréalière mondiale seront en danger d'ici 2050.

A l'échelle de la planète, c'est en Afrique que se trouvent la moitié des personnes qui boivent une eau provenant de sources non protégées. Les inégalités d'accès en Afrique se traduisent également en inégalité des sexes. Ce sont essentiellement les femmes et les filles qui supportent l'essentiel de la charge liée à la collecte de l'eau.

Au sein même des pays, d'importantes différences existent, entre les riches et les pauvres notamment. En ville, les populations défavorisées vivant dans des habitations précaires qui ne sont pas reliées à l'eau courante paient souvent l'eau plus cher que leurs voisins des quartiers riches.

Le droit à l'eau, insistent les auteurs du Rapport, ne peut être isolé des autres droits de l'homme. Les populations marginalisées et souffrant de discriminations du fait de leur genre, de leur âge, de leur statut social, de leur appartenance à une minorité religieuse, ethnique ou linguistique sont aussi les plus susceptibles d'avoir un moindre accès à l'eau et à l'assainissement.

L'accès à l'eau et aux installations sanitaires est un défi pour les réfugiés et personnes déplacées de force. Or, leur nombre n'a jamais été aussi élevé. En 2017, les conflits et les persécutions ont poussé 68,5 millions de personnes sur les routes.

A ce chiffre s'ajoute une moyenne de 25,3 millions de personnes forcées de migrer chaque année en raison de catastrophes naturelles, un chiffre qui a doublé depuis le début des années 1970 et qui est susceptible d'augmenter encore dans les années qui viennent sous l'effet du changement climatique.

Le rapport constate une hausse significative des conflits liés à l'eau. Entre 2000 et 2009, on en recensait 94. Entre 2010 et 2018, ce chiffre s'élevait à 263.

L'ONU souligne qu'il est rentable d'investir dans les infrastructures sanitaires et liées à l'eau. Le retour sur investissement est élevé, en particulier pour les plus vulnérables.

Source : ONU

La santé de 1 milliard d'adolescents et de jeunes adultes en danger

13 mars 2019

La santé des adolescents passée au crible dans une étude publiée dans la prestigieuse revue scientifique britannique *The Lancet*. Selon cette vaste enquête financée notamment par la Fondation Bill et Melinda Gates, plus de la moitié des adolescents et des jeunes adultes, soit près de 1 milliard de personnes vivent dans des pays où leur santé est gravement mise en danger.

Principalement en Afrique sub-saharienne et dans la région Asie-Pacifique. Les chercheurs encouragent ces pays à faire de la santé des plus jeunes une priorité. Obésité, anémie, consommation d'alcool et de tabac, mais aussi critères sociaux ayant des conséquences sur la santé comme les mariages précoces ou l'accès à l'enseignement.

Les scientifiques ont identifié 70 pays dans lesquels les risques sanitaires liés aux maladies, à l'alimentation ou encore à la violence sont particulièrement élevés pour les plus jeunes. L'auteur principal de cette étude pointe du doigt des investissements dans la santé qui n'ont pas augmenté au rythme des besoins.

Les scientifiques mettent particulièrement en garde contre la forte progression du nombre de jeunes obèses ou en surpoids qui a plus que doublé depuis 1990 pour atteindre 324 millions d'adolescents et de jeunes adultes en 2016 dans le monde, soit 20% de cette tranche d'âge.

Source : RFI

De plus en plus d'enfants victimes de guerre

11 mars 2019

Le monde actuel est de plus en plus cruel pour les enfants. Ils sont au moins 420 millions à vivre dans des zones touchées par des conflits. Du nourrisson à l'adolescent, ils n'ont jamais été aussi nombreux à y laisser toute ou partie de leur vie.

A peine ont-ils vu le jour que des bébés deviennent des victimes de guerres. Entre 2013 et 2017, au moins 550 000 nourrissons ont trouvé la mort dans les conflits les plus violents de la planète, selon l'ONG Save the Children. Ils sont 870 000 si on inclut l'ensemble des enfants de moins de cinq ans.

Il y a les morts, mais aussi les survivants, plus de 30 000 cas de violations graves ont été faits aux enfants selon l'ONU. Les mutilés, les enfants soldats, les déplacés, les orphelins, etc, subissent les conséquences terrifiantes des conflits armés, ils restent traumatisés, physiquement et/ou psychologiquement à vie.

Les horreurs dont les enfants sont victimes, trente ans après l'adoption par l'ONU de la Convention internationale des droits de l'enfant, non seulement se poursuivent, mais s'aggravent.

Victimes directes ou indirectes de guerres, ils n'ont jamais été aussi nombreux à trouver la mort. Un enfant sur cinq vit aujourd'hui dans des zones en proie à des conflits, un triste record depuis vingt ans.

Le macabre palmarès des pays en guerre où les enfants sont directement ou indirectement touchés compte : l'Afghanistan, le Soudan du Sud, le Yémen, la Syrie, l'Irak, le Mali, le

Nigeria, la Somalie, la RCA et la RDC. Au Moyen-Orient, 15 millions d'enfants sont directement affectés par les combats et 13 millions ne peuvent plus aller à l'école.

Dans le monde, et pas uniquement à cause des conflits armés, un quart des enfants est privé d'enfance, c'est l'avenir de notre planète qui est en jeu. En février 2017, la France a organisé en partenariat avec l'Unicef la conférence ministérielle « Protégeons les enfants de la guerre », afin de relancer la mobilisation internationale.

Source : RFI

Conseil des droits de l'homme : l'ONU dénonce le recrutement d'enfants par les groupes armés terroristes ; les enfants traités comme de la marchandise

05 mars 2019

La Représentante spéciale du Secrétaire général pour les enfants dans les conflits armés a mis en garde sur les conséquences de conflits. Cette situation ainsi que « les irruptions cycliques de violences et les opérations pour lutter contre le terrorisme ont généré de graves violations contre les enfants, qui sont les principales victimes de la guerre », a déclaré Virginia Gamba.

Le recrutement d'enfants par les groupes armés terroristes reste un grand défi à relever pour assurer la protection des mineurs. D'autant que les derniers événements ont montré qu'il prend la forme aujourd'hui d'un recrutement transnational.

« Depuis 2011, entre 30.000 et 42.000 combattants étrangers se sont rendus en Syrie ou en Iraq pour se joindre à des groupes armés liés à Al-Qaïda ou Daesh, dont de nombreux enfants », a indiqué Mme Gamba.

L'année 2018 a été marquée par un nombre croissant d'attaques contre les écoles, a poursuivi la Représentante spéciale, ce qui empêche un nombre croissant d'enfants de poursuivre leur scolarité. Les enfants et leurs parents ont peur de se rendre dans les établissements scolaires de peur d'être enlevés ou enrôlés de force par des groupes armés.

« Les enlèvements sont souvent précurseur d'autres violations à l'encontre des enfants, telles que le recrutement ou la violence sexuelle », a fait valoir Mme Gamba.

Au Nigéria, par exemple, le groupe Boko Haram enlève des jeunes filles pour les utiliser comme bombes humaines en les forçant à commettre des attentats-suicides.

Les enlèvements présentent une dimension transfrontalière. Des groupes armés tels que Boko Haram et « l'Etat islamique » enlèvent des enfants et les emmènent dans des pays voisins pour les entraîner et les utiliser comme combattants, les marier de force, les vendre ou les réduire en esclavage.

« Cela pose des problèmes en matière de rapatriement et de réintégration transfrontaliers des enfants capturés ou libérés dans des pays autres que leur pays d'origine », a souligné l'envoyée onusienne.

Source : ONU

Les êtres humains sont en train de causer la sixième extinction de masse, selon un expert de l'ONU

04 mars 2019

Un expert indépendant de l'ONU a mis en garde, ce lundi à Genève, sur « les conséquences majeures » du changement climatique et du déclin de la biodiversité, sur la jouissance des droits de l'homme dans le monde.

« Nous vivons sur la seule planète où la vie est possible selon nos connaissances d'aujourd'hui. Les êtres humains sont pourtant en train de causer la sixième extinction de masse », a déclaré, devant le Conseil des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'environnement, David R. Boyd.

Une situation d'autant plus préoccupante que depuis la révolution industrielle, les niveaux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère ont atteint plus de 400 parties par million, « le niveau le plus élevé depuis 650.000 ans ».

« Ce qui provoque un changement climatique dangereux et imprévisible », a fait valoir le Rapporteur spécial. « Les taux d'extinction sont des centaines de fois supérieurs à la normale, ce qui indique que les humains sont à l'origine de la sixième extinction de masse sur 3,8 milliards d'années de la vie sur cette planète ».

Dans ces conditions, les conséquences sont sans appel avec près de « 90% de la population mondiale exposée à la pollution atmosphérique ». En outre, la pollution de l'air cause sept millions de décès prématurés dans le monde par an, dont 600.000 enfants âgés de cinq ans ou moins.

« C'est davantage de décès que ceux causés par la guerre, les meurtres, la tuberculose, le VIH/sida et la malaria réunis », a insisté M. Boyd. Une vie humaine s'achève prématurément toutes les 5 secondes, soit 800 décès par heure, à cause de son exposition à la pollution atmosphérique.

Cette pollution cause notamment des maladies respiratoires, de l'asthme, des cancers du poumon, des problèmes à la naissance, ou des troubles neurologiques. Or les risques liés à la pollution atmosphérique ne sont pas répartis de manière équitable.

Les personnes vulnérables telles que les enfants, les communautés autochtones, les personnes âgées ou les femmes, souffrent de niveaux d'exposition plus élevés. Et la plupart des décès sont recensés dans les pays à revenus faibles ou modérés.

Selon l'expert indépendant onusien, il ne fait aucun doute que la mauvaise qualité de l'air est une violation de nombreux droits fondamentaux. « Il ne peut y avoir de doute que tous les êtres humains ont le droit à un air pur », a fait valoir le Rapporteur spécial qui a aussi pointé du doigt une lacune dans le système des droits de l'homme.

« L'ONU doit reconnaître le droit à un environnement sûr, propre, sain et durable et les États ont des obligations de protéger la jouissance des droits de l'homme contre les dégâts environnementaux ».

Le Rapporteur spécial a plaidé pour l'adoption d'une résolution par le Conseil des droits de l'homme, pour que toute personne ait le droit de vivre dans un environnement propre, sûr, sain et durable. Bien que l'ONU n'ait pas encore expressément reconnu le droit à un environnement sain, de nombreux États membres l'ont fait.

Source : ONU

Climat : de Sydney à Montréal, les jeunes ont fait la grève de l'école vendredi

16-03-2019

De l'Australie au Canada en passant par l'Europe, des centaines de milliers de jeunes ont fait la grève de l'école vendredi pour reprocher aux dirigeants mondiaux leur inaction face au réchauffement de la Terre.

Les foules les plus imposantes se trouvaient à Sydney, Berlin, Paris, Bruxelles, Londres, Madrid, Santiago du Chili et Montréal. Mais le mouvement a touché les cinq continents, dans des centaines de villes, même s'ils n'étaient qu'une poignée en Laponie, sur l'île Maurice ou à New Delhi.

"Mes yeux souffrent de la pollution", a expliqué Shagun Kumari, 13 ans, dans la capitale indienne. "Je veux un air qui n'affecte pas mes poumons".

La mobilisation a pris des allures de concours de pancartes.

Au total, les organisateurs du mouvement "Fridays for Future" ont calculé, sur la base des remontées locales, à plus d'un million le nombre de manifestants dans le monde.

"123 pays !", a tweeté la jeune Suédoise Greta Thunberg, icône du mouvement avec sa grève hebdomadaire de l'école.

"Nous faisons grève pour dire à nos gouvernements de faire leurs devoirs et de nous montrer des preuves!", expliquait l'appel publié sur Facebook. Des preuves que le monde prend les mesures nécessaires pour limiter la hausse de la température mondiale à "2°C par rapport à l'ère pré-industrielle, comme prévu par l'accord de Paris.

Greta Thunberg s'est fait connaître en brandissant seule tous les vendredis une pancarte "grève de l'école pour le climat" devant le Parlement de Stockholm. Peu à peu, son initiative a gagné plusieurs pays et des milliers de jeunes ont commencé à descendre dans la rue chaque vendredi. La jeune Suédoise a été proposée pour le Nobel de la paix 2019.

Source : AFP

La pollution de l'air plus meurtrière que le tabac, selon une étude

12 mars 2019

La pollution atmosphérique fait plus de morts chaque année dans le monde que le tabac, selon un rapport rendu public mardi, qui préconise l'adoption de mesures d'urgence pour en finir avec les combustibles fossiles.

Des chercheurs allemands et chypriotes ont conclu dans leur étude que la pollution atmosphérique était à l'origine de 8,8 millions de décès en 2015, soit près du double de l'estimation antérieure, qui était de 4,5 millions.

De son côté, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) évalue à 7 millions le nombre de décès chaque année dans le monde dus au tabac.

Les chercheurs ont établi qu'en Europe, la pollution atmosphérique était responsable de la mort de 790.000 personnes, dont 40% à 80% sous la forme de maladies cardio-vasculaires.

"Etant donné que la majeure partie des particules fines et des autres polluants atmosphériques en Europe proviennent des combustibles fossiles, nous devons passer à d'autres sources d'énergie, et cela de façon urgente", a déclaré un coauteur du rapport, le professeur Jos Lelieveld, de l'Institut Max-Planck de chimie à Mayence, et de l'institut chypriote à Nicosie.

Source : Reuters

Le WWF accusé de financer des factions paramilitaires violentes en Asie et en Afrique

06 mars 2019

Selon « BuzzFeed », des milices soutenues par le Fonds mondial pour la nature se seraient rendues coupables d'exactions barbares dans leur lutte contre le braconnage.

Ce sont des allégations extrêmement graves contre l'ONG écologiste.

Le WWF aurait financé des milices paramilitaires violentes au titre de la protection de l'environnement. Dans une enquête-fleuve basée notamment sur plus de cent entretiens, le site d'information américain recense une série d'exactions barbares commises sur des populations locales par des membres de WWF.

Torture, viols ou meurtres, ces violences auraient été observées dans au moins six pays d'Asie et d'Afrique, notamment l'Inde, le Népal, le Cameroun et la République centrafricaine. En rétribuant ces hommes et en leur fournissant de menus équipements – couteaux, jumelles de nuit, matériel anti-meute –, l'ONG est accusée d'avoir « financé des raids dans des villages ».

Créées à l'origine pour lutter contre le braconnage, ces unités se seraient progressivement transformées en milices ultra-violentes, abusant de leurs prérogatives dans et en dehors de leurs fonctions.

Installé dans plus de quarante pays et bénéficiant d'un important capital de sympathie, le WWF a immédiatement réagi. La fondation a annoncé la création d'une commission d'enquête indépendante composée de spécialistes des droits de l'homme chargée de faire la lumière sur ces accusations.

En 2017 déjà, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) avait jugé recevable une plainte déposée contre le WWF, mis en cause pour « violations des droits de l'homme » au Cameroun.

Concrètement, le WWF était accusé par l'ONG internationale Survival de subventionner des activités bafouant les droits des Pygmées au Cameroun. Certaines tribus du bassin du Congo

avaient notamment rapporté des sévices corporels pratiqués à leur endroit par des équipes de lutte contre le braconnage.

Ces dernières révélations viennent s'ajouter à un contexte particulièrement tendu pour les ONG. En janvier 2018, le scandale d'abus sexuels commis par des membres de l'ONG Oxfam en Haïti a conduit à une mise sous surveillance renforcée de ces organisations.

Source : Le Monde, Victor-Isaac Anne

Un expert de l'ONU dénonce la résurgence des lois contre le blasphème, l'apostasie et les conversions

05 mars 2019

« Là où il n'y pas de liberté d'expression, la liberté de religion ou de conviction connaît le même sort ». Devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU ce mardi à Genève, le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction a examiné l'impact des restrictions excessives de la liberté d'expression sur le droit à la liberté de religion ou de conviction.

L'expert a décrit les tendances qu'il a observées. « Dans certains cas, on assiste à une résurgence des lois anti-blâphème, anti-apostasie et anti-conversion ». Il a également constaté « une prolifération et un recours croissant de lois qui limitent l'expression de propos jugés offensants pour les communautés religieuses ».

Dans le même temps, certains États ont pris des mesures pour éliminer certaines restrictions à l'expression de religion ou de conviction, notamment les lois anti-blâphème. D'autres ont été enclins à adopter des lois visant à protéger des sensibilités religieuses et à criminaliser le « discours de haine ».

Le rapport conclut que toutes ces lois, qui tendent à la censure pour protéger des communautés religieuses, violent en réalité un ensemble de droits, y compris le droit à la liberté de religion ou de conviction et vont au-delà du régime de limitation prévu par le droit international.

Source : ONU

Vidéo de Christchurch sur Facebook : les critiques deviennent virales

18-03-2019

Facebook dit avoir retiré 1,5 million de vidéos du massacre perpétré dans une mosquée de Nouvelle Zélande mais les critiques des réseaux sociaux qui n'ont pas su en empêcher la diffusion s'amplifient à travers le monde.

Déclarations de politiciens bien au-delà de l'Océanie, éditorialistes, avis d'experts, annonceurs envisageant selon la presse de se retirer de Facebook : les signes de mécontentement montent après la diffusion facilement accessible des images du carnage.

Alors que le tueur abattait ses victimes à l'intérieur de la mosquée Al Noor de Christchurch, il émettait en direct sur Facebook Live. Malgré les appels à ne pas les partager et les ordres lancés

par les autorités, les 17 minutes se sont répandues rapidement sur la toile et continuaient de pouvoir être retrouvées facilement plusieurs heures après l'attaque qui a fait 50 morts.

Les autorités du pays ont fait tout leur possible pour en nettoyer la toile, a déclaré la Première ministre de Nouvelle-Zélande Jacinda Ardern. "Mais au final, c'est à ces plateformes qu'il appartient de faciliter ces retraits", a estimé Mme Adern, faisant allusion aux géants de la Silicon Valley.

Selon le journal New Zealand Herald, des grosses compagnies pensent retirer leurs publicités. Facebook a embauché 20.000 modérateurs mais les critiques estiment qu'ils n'en font pas assez. Des dirigeants, au-delà de la Nouvelle-Zélande, commencent à manifester une volonté de prendre les choses en main.

Le Premier ministre australien Scott Morrison a estimé que les réseaux sociaux avaient "coopéré" depuis l'attaque des mosquées. "Mais je dois malheureusement dire que l'aptitude réelle à aider du côté de ces entreprises technologiques est très limitée".

Source : AFP

Nouveau record de plaintes pour cybersquattage déposées auprès de l'OMPI en 2018

18 mars 2019

Le Centre d'arbitrage et de médiation de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a reçu en 2018 le nombre record de 3.447 plaintes concernant des litiges relatifs aux noms de domaine par des propriétaires de marques en réaction à la prolifération des sites Web destinés à la vente de contrefaçons, à l'hameçonnage, ou à d'autres activités frauduleuses.

« Les noms de domaine liés à des activités de fraude, d'hameçonnage ou de vente de contrefaçons représentent la menace la plus évidente, mais toutes les formes de cybersquattage sont préjudiciables aux consommateurs », a déclaré le Directeur général de l'OMPI, Francis Gurry.

En 2018, les parties aux litiges administrés par l'OMPI venaient de 109 pays. Les États-Unis figurent en tête du classement en ce qui concerne le nombre de plaintes déposées, avec 976 plaintes, devant la France (553), le Royaume-Uni (305), l'Allemagne (244) et la Suisse (193).

Les trois principaux domaines d'activité des requérants sont la banque et la finance (12%), la biotechnologie et les produits pharmaceutiques (11%) et l'Internet et les technologies de l'information (11%).

Source : ONU

Le marché de la contrefaçon explose dans le monde

18-03-2019

La commercialisation de produits de contrefaçon connaît une forte hausse dans le monde. Les produits contrefaits ou piratés ont représenté l'équivalent de 3,3% du commerce mondial en

2016, soit 509 milliards de dollars, contre 2,5 % du commerce mondial en 2013, selon une étude publiée par l'OCDE, l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Outre l'insuffisance des contrôles douaniers, l'OCDE pointe également du doigt une législation insuffisante. Le manque à gagner énorme touche d'abord le commerce de chaussures, de vêtements et d'articles en cuir. Les marques américaines, françaises et italiennes sont les plus ciblées. Mais désormais les entreprises des pays émergents font également face au problème.

Le problème est que les services de douane n'ont pas assez de moyens et au niveau judiciaire, les peines sont souvent trop légères pour dissuader les trafiquants, selon lui. L'autre point à améliorer concerne les zones franches.

« C'est souvent à travers les zones franches que ces produits passent. Les zones franches sont souvent en manque de réglementation. Il n'y a pas d'accès de services de douane et il faut une coopération internationale pour augmenter la transparence dans les zones franches. »

Source : RFI

Le cardinal Pell condamné à six ans de prison pour pédophilie

04 mars 2019

Le cardinal australien George Pell, ancien numéro trois du Vatican tombé en disgrâce, a été condamné mercredi à six ans de prison pour agressions sexuelles "éhontées" contre deux enfants de chœur dénoncées par le juge comme un "grave" abus de pouvoir.

Plus haut représentant de l'Eglise catholique jamais reconnu coupable de viol sur mineur, George Pell, 77 ans, devra passer au minimum trois ans et huit mois derrière les barreaux.

Le cardinal risquait jusqu'à 50 ans de réclusion criminelle.

Les victimes ont témoigné de leur déconvenue face à ce jugement relativement clément.

Le prélat est très connu en Australie où il comptait parmi ses amis des Premiers ministres et des magnats de l'industrie.

Partout dans le monde, l'Eglise catholique a été minée par une vague de scandales de pédophilie.

Source : AFP